

Art. 5. Conformément à l'article 23, § 2, alinéa 2, 3°, 4°, 21°, 22° et 33°, et alinéa 5, l'article 23bis, alinéa 3, et l'article 23ter, § 3, alinéa 2, et l'article 26, § 2, premier alinéa, de la Loi électricité, conformément à l'article 15/14, § 2, alinéa 2, 3°, 5°bis, 17°, 18° et 22°, et alinéa 5, l'article 15/14bis, alinéa 3 et l'article 15/14ter, § 3, alinéa 2, de la Loi gaz et dans les limites du présent arrêté, l'Autorité et la Commission s'échangent toute information utile, y inclus des informations confidentielles, pour autant que cela soit nécessaire et proportionné à l'accomplissement des missions qui leur sont assignées.

Si disponible, une version non-confidentielle de l'information échangée est fournie, sur demande, par l'instance qui donne l'information, à celle qui la reçoit.

Art. 6. L'Autorité ne porte pas à la connaissance de la Commission :

1° l'information confidentielle obtenue dans le cadre du Réseau européen de la concurrence;

2° l'information confidentielle obtenue dans le cadre d'une procédure de clémence au sens de l'article IV.46 du Code de droit économique; et

3° l'information confidentielle obtenue dans le cadre d'une procédure de transaction au sens des articles IV.51 à IV.57 du Code de droit économique.

CHAPITRE 4. — Procédures de collaboration

Art. 7. Lors du traitement des affaires dans les secteurs du gaz et de l'électricité sur base des articles IV.45, IV.60, et IV.62 du Code du droit économique, le secrétariat informe la Commission du dépôt du projet de décision de l'auditeur et des délais d'intervention y afférant.

Si, dans le cadre des articles IV.45, IV.60, et IV.62 du Livre IV du Code du droit économique, la Commission demande accès au projet de décision de l'auditeur ou au dossier de procédure, le Président ou l'Assesseur Vice-Président peut, si nécessaire, lui donner accès à condition que ces documents soient nécessaires pour permettre à la Commission de faire utilement connaître son point de vue sur l'affaire.

Le secrétariat informe également la Commission des décisions finales du Collège et du Président dans les secteurs du gaz et de l'électricité.

CHAPITRE 5. — Disposition finale

Art. 8. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions et le ministre qui a l'Energie dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 décembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,
K. PEETERS

Le Ministre de l'Energie,
M. C. MARGHEM

Art. 5. Conform artikel 23, § 2, tweede lid, 3°, 4°, 21°, 22° en 33°, en vijfde lid, artikel 23bis, derde lid, en artikel 23ter, § 3, tweede lid, en artikel 26, § 2, eerste lid, van de Elektriciteitswet, conform artikel 15/14, § 2, tweede lid, 3°, 5°bis, 17°, 18° en 22°, en vijfde lid, artikel 15/14bis, derde lid, en artikel 15/14ter, § 3, tweede lid, van de Gaswet en binnen de grenzen van dit besluit, wisselen de Autoriteit en de Commissie alle nuttige informatie uit, met inbegrip van vertrouwelijke informatie, voor zover dit nodig en evenredig is voor de verwezenlijking van de hun opgedragen opdrachten.

Indien beschikbaar, zal op verzoek een niet-vertrouwelijke versie van de uitgewisselde informatie bezorgd worden, door de instantie die de informatie verstrekt, aan de ontvangende instantie.

Art. 6. De Autoriteit geeft geen kennis aan de Commissie van:

1° vertrouwelijke informatie die verkregen werd in het kader van het Europees mededingingsnetwerk;

2° vertrouwelijke informatie die verkregen werd in het kader van een clementieprocedure in de zin van artikel IV.46 van het Wetboek economisch recht; en

3° vertrouwelijke informatie die verkregen werd in het kader van een transactieprocedure in de zin van de artikelen IV.51 tot IV.57 van het Wetboek van economisch recht.

HOOFDSTUK 4. — Samenwerkingsprocedures

Art. 7. Bij de behandeling van zaken in de elektriciteits- en gasector op basis van artikelen IV.45, IV.60, en IV.62 van het Wetboek van economisch recht, brengt het secretariaat de Commissie op de hoogte van de indiening van een ontwerp van beslissing van de auditeur en van de desbetreffende termijnen tot tussenkomst.

Indien, in het kader van de artikelen IV.45, IV.60 en IV.62 van het Wetboek van economisch recht, de Commissie toegang verzoekt tot een ontwerp van beslissing, of het procedurendossier, kan de Voorzitter of de Assessor-ondervoorzitter, indien dit nodig is, haar toegang verlenen op voorwaarde dat die documenten nodig blijken om aan de Commissie toe te laten op nuttige wijze haar standpunt over de zaak kenbaar te maken.

Het secretariaat brengt de Commissie eveneens op de hoogte van de eindbeslissingen van het College en van de Voorzitter, die de gas- en elektriciteitssector betreffen.

HOOFDSTUK 5. — Slotbepaling

Art. 8. De minister bevoegd voor Economie en de minister bevoegd voor Energie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 december 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Consumenten,
K. PEETERS

De Minister van Energie,
M. C. MARGHEM

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2017/206423]

Extrait de l'arrêt n° 142/2017 du 30 novembre 2017

Numéro du rôle : 6709

En cause : le recours en annulation des articles 1^{er} à 10 et 13 à 18 du décret de la Communauté française du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires, introduit par Sarah Oudaha et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et E. De Groot, et des juges L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet et R. Leysen, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 14 juillet 2017 et parvenue au greffe le 17 juillet 2017, un recours en annulation des articles 1^{er} à 10 et 13 à 18 du décret de la Communauté française du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires (publié au *Moniteur belge* du 14 avril 2017) a été introduit par Sarah Oudaha, Claire Maton, Frederico Caruso et Mathilde Cenne, assistés et représentés par Me L. Misson et Me A. Kettels, avocats au barreau de Liège.

Par la même requête, les parties requérantes demandaient également la suspension des mêmes dispositions décrétales. Par l'arrêt n° 103/2017 du 1^{er} septembre 2017, publié au *Moniteur belge* du 6 septembre 2017, la Cour a suspendu l'article 13 du décret de la Communauté française du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales

et dentaires, mais uniquement en ce qu'il empêche les étudiants inscrits aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires avant l'entrée en vigueur de ce décret, qui ont suivi un programme allégé et qui ont réussi les cours prévus par leur convention d'allègement, de terminer l'acquisition des 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle avant de réussir l'examen d'entrée et d'accès.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées et au contexte du décret attaqué

B.1. Les articles 1^{er} à 11 et 13 à 18 du décret de la Communauté française du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires disposent :

« Article 1^{er}. § 1^{er}. Ont seuls accès aux études de premier cycle en sciences médicales et aux études de premier cycle en sciences dentaires en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui satisfont aux conditions générales d'accès aux études de premier cycle visées à l'article 107 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et qui sont porteurs d'une attestation de réussite délivrée à l'issue d'un examen d'entrée et d'accès aux études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires, ci-après dénommé 'examen d'entrée et d'accès'.

§ 2. A partir de l'année académique 2017-2018, le Gouvernement organise un examen d'entrée et d'accès.

Pour l'année académique 2017-2018, l'examen d'entrée et d'accès est organisé de manière centralisée le 8 septembre 2017. La date limite des inscriptions est fixée au 1^{er} août 2017 inclus. Pour des raisons de forces majeures dûment motivées, le Gouvernement peut déroger à ces dates.

A partir de l'année académique 2018-2019, sur proposition de l'ARES, le Gouvernement peut organiser l'examen d'entrée et d'accès de manière centralisée ou au sein de chaque institution universitaire habilitée à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires.

A partir de l'année académique 2018-2019, sur proposition de l'ARES, le Gouvernement peut organiser l'examen d'entrée et d'accès une première fois durant la première quinzaine de juillet et une deuxième fois durant la période du 15 août au 15 septembre.

A partir de l'année académique 2018-2019, sur proposition de l'ARES, le Gouvernement arrête la ou les date(s) limite(s) des inscriptions et la ou les date(s) des examens.

§ 3. Pour participer à cet examen d'entrée et d'accès, le candidat s'inscrit sur une plateforme informatique centralisée par l'ARES.

Le droit d'inscription à cet examen est fixé à 30,00 euros. Si l'examen est organisé deux fois par année académique, le droit d'inscription est perçu lors de chaque inscription à l'examen. Le droit d'inscription est versé à l'ARES et est remboursé par l'ARES au candidat moyennant une participation effective à l'examen d'entrée et d'accès.

Lors de cette inscription, le candidat indique :

1° son choix de filière (sciences médicales ou sciences dentaires);

2° s'il peut être considéré comme étudiant résident au sens de l'article 1^{er} du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur. L'étudiant transmet les éléments qui permettent de déterminer sa qualité d'étudiant résident.

L'ARES vérifie, en collaboration avec les institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires, si l'étudiant peut être considéré comme étudiant résident. L'ARES transmet la liste des étudiants résidents et non-résidents inscrits à l'examen d'entrée et d'accès au jury de l'examen d'entrée et d'accès au plus tard le jour de l'organisation de l'examen d'entrée et d'accès.

Si l'examen est organisé de manière centralisée, le candidat précise l'institution universitaire habilitée à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires auprès de laquelle il souhaite poursuivre son inscription en cas de réussite.

Si l'examen est organisé au sein de chaque institution universitaire habilitée à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires, le candidat précise l'institution universitaire auprès de laquelle il souhaite présenter l'examen d'entrée et d'accès. En cas de réussite, le candidat poursuit son inscription auprès de cette même institution universitaire.

Le candidat peut annuler son inscription à l'examen d'entrée et d'accès jusqu'à trois jours ouvrables avant la date de l'organisation de l'examen. Le droit d'inscription visé à l'alinéa 2 lui est alors remboursé par l'ARES.

§ 4. Si l'examen est organisé dans toutes les institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires, après la date limite des inscriptions et avant l'organisation de l'examen, l'ARES transmet à ces institutions la liste des candidats inscrits à l'examen.

§ 5. Par dérogation au § 1^{er}, ont également accès aux études de premier cycle en sciences médicales et en sciences dentaires, les étudiants qui, pour obtenir un titre professionnel particulier, doivent, dans le cadre de leur cursus de master de spécialisation en sciences médicales ou sciences dentaires, suivre des enseignements de premier ou de deuxième cycle respectivement en sciences dentaires ou en sciences médicales.

§ 6. Les étudiants qui souhaitent s'inscrire aux études de premier et deuxième cycle en sciences médicales et dentaires, à l'exception des masters de spécialisation, et qui ont acquis ou valorisé des crédits sur base d'un grade académique pour l'obtention duquel la condition supplémentaire mentionnée au § 1^{er} n'est pas d'application, présentent l'examen d'entrée et d'accès.

Art. 2. § 1^{er}. Il est créé pour l'ensemble des institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et dentaires un jury de l'examen d'entrée et d'accès aux études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires de la Communauté française ci-après dénommé 'jury de l'examen d'entrée et d'accès'.

Le jury de l'examen d'entrée et d'accès est placé sous le contrôle d'un des commissaires ou délégués du Gouvernement désignés auprès d'une université. Le Gouvernement désigne, sur proposition de ces commissaires et délégués, le commissaire ou délégué chargé de ce contrôle.

§ 2. Le jury de l'examen d'entrée et d'accès détermine les questions de l'examen et les modalités d'évaluation de celui-ci ainsi que les aménagements raisonnables visés par le décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif.

§ 3. Le Gouvernement désigne les membres du jury de l'examen d'entrée et d'accès sur proposition des institutions universitaires visées au § 1^{er}. Ils sont désignés parmi les membres actifs ou émérites du corps académique des institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires. Ils sont au nombre de 10; soit 2 par institutions universitaires. Le jury de l'examen d'entrée et d'accès dispose d'un Président et d'un Vice-Président. Le Vice-président du jury de l'examen d'entrée et d'accès assure la suppléance du Président. L'ARES assure le secrétariat du jury de l'examen d'entrée et d'accès.

Le jury de l'examen d'entrée et d'accès peut, dans le cadre de ses missions, se faire assister d'experts, désignés sous sa responsabilité. Les inspecteurs de l'enseignement secondaire ordinaire exerçant les fonctions visées à l'article 28, 8°, 17°, 19° et 20°, du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques sont associés aux travaux du jury de l'examen d'entrée et d'accès. Ils sont désignés sur proposition de l'inspecteur général coordonnateur, conjointement par le Ministre qui a l'Enseignement obligatoire dans ses attributions et le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions.

Les experts peuvent, sur demande du jury, assister avec voix consultative à la délibération du jury de l'examen d'entrée et d'accès. Les inspecteurs ne participent pas à la délibération de ce jury.

Le mandat des membres du jury de l'examen d'entrée et d'accès est d'une durée d'un an, renouvelable tacitement.

Le jury de l'examen d'entrée et d'accès arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Gouvernement.

Art. 3. L'examen d'entrée et d'accès en sciences médicales et/ou dentaires est organisé sous forme d'épreuve écrite comportant deux parties et porte sur les matières suivantes :

Partie 1 : Connaissance et compréhension des matières scientifiques :

- a) Biologie;
- b) Chimie;
- c) Physique;
- d) Mathématiques.

Partie 2 : Communication et analyse critique de l'information :

- a) Evaluation des capacités de raisonnement, d'analyse, d'intégration, de synthèse, d'argumentation, de critique et de conceptualisation;
- b) Evaluation de la capacité à communiquer et à percevoir les situations de conflit ou potentiellement conflictuelles;
- c) Evaluation de la capacité de percevoir la dimension éthique des décisions à prendre et de leurs conséquences pour les individus et la société;
- d) Evaluation de la capacité à faire preuve d'empathie, de compassion, d'équité et de respect.

Sur proposition du jury de l'examen d'entrée et d'accès, le Gouvernement arrête le programme détaillé de l'examen.

Pour réussir l'examen d'entrée et d'accès, le candidat doit obtenir une moyenne d'au moins 10/20 pour chacune des parties, avec un minimum de 8/20 pour chaque matière composant les deux parties de l'examen. Afin d'obtenir la note globale, le jury de l'examen d'entrée et d'accès additionne les moyennes obtenues pour chaque partie.

Art. 4. § 1^{er}. L'ARES prend en charge la gestion et l'organisation matérielle et administrative de l'examen d'entrée visé à l'article 1^{er}, conformément aux missions fixées à l'article 21, 5°, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

§ 2. Le jury de l'examen d'entrée et d'accès assume la responsabilité académique de l'examen.

Art. 5. A partir de l'année budgétaire 2017, il est alloué chaque année à l'ARES, une subvention globale annuelle de huit cents mille euros (800.000 euros) afin de lui permettre d'assurer la prise en charge de la gestion et l'organisation administrative et matérielle de l'examen d'entrée et du test d'orientation du secteur de la santé. Elle est indexée annuellement conformément à la formule prévue à l'article 29, § 4, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires. L'ARES peut allouer partie de ce montant aux universités concernées afin d'assurer l'organisation matérielle et logistique de l'examen d'entrée et d'accès.

Art. 6. § 1^{er}. Au plus tard dans les 3 jours qui suivent la délibération, le Président du jury de l'examen d'entrée et d'accès communique aux candidats les résultats de l'examen par l'intermédiaire de l'ARES et transmet la liste des lauréats aux institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires.

Au plus tard dans les 10 jours qui suivent l'organisation de l'examen, le jury de l'examen d'entrée et d'accès délivre par l'intermédiaire de l'ARES aux candidats ayant réussi une attestation de réussite à l'examen d'entrée et d'accès. Sans préjudice des autres conditions d'accès, l'étudiant détenteur de cette attestation est inscrit auprès de l'institution universitaire identifiée lors de son inscription à l'examen conformément à l'article 1^{er}, § 3.

Cette attestation de réussite à l'examen est valable en vue d'une inscription pour la seule année académique suivante. Elle est personnelle et incessible. En cas de force majeure dûment appréciée par le jury de l'examen d'entrée et d'accès, cette attestation peut être valorisée au cours des deux années académiques consécutives.

§ 2. Lorsqu'il délibère, le jury de l'examen d'entrée et d'accès applique le dispositif suivant : par filière, il est établi un nombre T égal au nombre total de candidats ayant réussi l'examen d'entrée et d'accès visé à l'article 1^{er} ainsi qu'un nombre NR par filière égal au nombre de candidats ayant réussi l'examen d'entrée et d'accès qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1^{er} du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur.

Lorsque le rapport entre ce nombre NR et le nombre T atteint un pourcentage supérieur à 30 % , un classement est effectué par le jury de l'examen d'entrée et d'accès au sein des candidats ayant réussi l'examen d'entrée qui ne peuvent pas être considérés comme étudiants résidents afin de désigner ceux auxquels une attestation de réussite sera délivrée. Le jury classe ces candidats dans l'ordre décroissant des notes globales obtenues par chacun des candidats à l'examen d'entrée et d'accès. Il octroie les attestations de réussite aux candidats ayant réussi l'examen d'entrée classés en ordre utile jusqu'à ce que la proportion de candidats qui ne peuvent pas être considérés comme étudiants résidents corresponde à 30 % du nombre total de lauréats.

A l'issue de cette procédure, il est établi par filière un nombre L égal au nombre d'étudiants bénéficiant d'une attestation de réussite à l'examen.

Art. 7. Le candidat ne peut présenter l'examen d'entrée et d'accès qu'au cours d'une année académique dans les 5 années académiques qui suivent la date de première présentation de l'examen, sauf en cas de force majeure dûment appréciée par le jury de l'examen d'entrée et d'accès.

Art. 8. Pour les années académiques 2017-2018 et 2018-2019, le calcul du nombre d'étudiants du groupe B, visé à l'article 28 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, est adapté en répartissant le nombre total d'étudiants en sciences médicales inscrits à un programme d'étude contenant les 60 premiers crédits du premier cycle d'études dans les institutions universitaires visées à l'article 25, a), b), c), d) et f), entre ces mêmes institutions selon la formule suivante : le nombre L relatif à la filière de sciences médicales, établi à l'article 6, § 2, est multiplié par les taux de répartition suivants :

- 1° Université de Liège : 20,88 %;
- 2° Université catholique de Louvain : 27,06 %;
- 3° Université libre de Bruxelles : 18,94 %;
- 4° Université de Mons : 11,15 %;
- 5° Université de Namur : 21,97 %.

Pour l'année académique 2018-2019, le calcul du nombre d'étudiants du groupe B de chaque institution est adapté en appliquant la répartition prévue à l'alinéa premier aux étudiants de premier cycle en sciences médicales ayant acquis au moins 45 crédits et qui ne sont pas en fin de cycle.

A partir de l'année académique 2019-2020, le calcul du nombre d'étudiants du groupe B de chaque institution est adapté en appliquant la répartition prévue à l'alinéa premier à l'ensemble des étudiants inscrits en premier cycle d'études en sciences médicales.

Pour les années académiques 2020-2021 et 2021-2022, le calcul du nombre d'étudiants du groupe C, visé à l'article 28 de la même Loi, est adapté en répartissant le nombre total d'étudiants en sciences médicales inscrits à un programme d'étude contenant les 60 premiers crédits du deuxième cycle d'études dans les institutions universitaires visées à l'article 25, a), b), c) entre ces mêmes institutions selon les proportions suivantes :

- 1° Université de Liège : 22,55 %;
- 2° Université catholique de Louvain : 49,97 %;
- 3° Université libre de Bruxelles : 27,48 %.

Pour l'année académique 2021-2022, le calcul du nombre d'étudiants du groupe C de chaque institution est adapté en appliquant la répartition prévue à l'alinéa quatre aux étudiants de deuxième cycle en sciences médicales ayant acquis au moins 45 crédits mais qui ne sont pas en fin de cycle.

A partir de l'année académique 2022-2023, le calcul du nombre d'étudiants du groupe C de chaque institution est adapté en appliquant la répartition prévue à l'alinéa quatre à l'ensemble des étudiants inscrits en deuxième cycle d'études en sciences médicales.

Art. 9. Pour les années académiques 2017-2018 et 2018-2019, le calcul du nombre d'étudiants du groupe B, visé à l'article 28 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, est également adapté en répartissant le nombre total d'étudiants en sciences dentaires inscrits à un programme d'étude contenant les 60 premiers crédits du premier cycle d'études dans les institutions universitaires visées à l'article 25, a), b), c), entre ces mêmes institutions selon la formule suivante : le nombre L relatif à la filière de sciences dentaires, établi à l'article 6, § 2, est multiplié par les taux de répartition suivants :

- 1° Université de Liège : 25,96 %;
- 2° Université catholique de Louvain : 38,69 %;
- 3° Université libre de Bruxelles : 35,35 %.

Pour l'année académique 2018-2019, le calcul du nombre d'étudiants du groupe B de chaque institution est également adapté en appliquant la répartition prévue à l'alinéa premier aux étudiants de premier cycle en sciences dentaires ayant acquis au moins 45 crédits et qui ne sont pas en fin de cycle.

A partir de l'année académique 2019-2020, le calcul du nombre d'étudiants du groupe B de chaque institution est également adapté en appliquant la répartition prévue à l'alinéa premier à l'ensemble des étudiants inscrits en premier cycle d'études en sciences dentaires.

Pour l'année académique 2020-2021, le calcul du nombre d'étudiants du groupe C, visé à l'article 28, est effectué en répartissant le nombre total d'étudiants en sciences dentaires inscrits à un programme d'étude contenant les 60 premiers crédits du deuxième cycle d'études dans les institutions universitaires visées à l'article 25, a), b) et c), entre ces mêmes institutions selon les proportions suivantes :

- 1° Université de Liège : 22,41 %;
- 2° Université catholique de Louvain : 38,58 %;
- 3° Université libre de Bruxelles : 39,01 % .

A partir de l'année académique 2021-2022, le calcul du nombre d'étudiants du groupe C de chaque institution est effectué en appliquant la répartition prévue à l'alinéa 4 à l'ensemble des étudiants inscrits en deuxième cycle d'études en sciences dentaires.

Art. 10. Les mécanismes de financement visés aux articles 8 et 9 sont d'application jusqu'en 2026.

Art. 11. L'article 110/3, § 2, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

' Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour l'année académique 2016-2017, le nombre d'attestation d'accès à la suite du programme du cycle en sciences médicales est réparti comme suit : 135 attestations à l'Université de Liège, 176 attestations à l'Université catholique de Louvain, 123 attestations à l'Université libre de Bruxelles, 72 attestations à l'Université de Mons et 143 attestations à l'Université de Namur.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour l'année académique 2016-2017, le nombre d'attestation d'accès à la suite du programme du cycle en sciences dentaires est réparti comme suit : 23 attestations à l'Université de Liège, 34 attestations à l'Université catholique de Louvain et 32 attestations à l'Université libre de Bruxelles. ' ».

« Art. 13. Les étudiants inscrits aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires avant l'entrée en vigueur du présent décret et qui n'ont pas obtenu l'attestation d'accès à la suite du programme du cycle délivrée à l'issue du concours doivent présenter un examen d'entrée et d'accès visé à l'article 1^{er} afin de pouvoir inscrire dans leur programme d'études les unités d'enseignement de la suite du programme du premier cycle en sciences médicales et dentaires.

En vue de l'inscription de ces étudiants à l'examen d'entrée et d'accès, chaque institution universitaire habilitée à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires transmet, pour le 31 juillet 2017 au plus tard, la liste des étudiants inscrits lors de l'année académique 2016-2017 en sciences médicales et dentaires à l'ARES. Ils sont réputés inscrits à l'examen d'entrée et d'accès. Par dérogation à l'article 1^{er}, § 3, ils sont dispensés du paiement du droit d'inscription à l'examen.

Art. 14. Pour l'année académique 2016-2017, les attestations visées à l'article 110/4, § 2, du décret du 7 novembre 2013 sont délivrées par le jury au plus tard le 5 septembre 2017.

CHAPITRE III. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 15. A l'article 4, alinéa 1^{er}, du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur, les mots ' à l'exception des 4^o et 5^o ' sont insérés entre les mots ' et pour chacun des cursus visés à l'article 3, ' et les mots ' il est établi un nombre T '.

Art. 16. A l'article 5 du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur les modifications suivantes sont apportées :

1^o entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, il est inséré un alinéa rédigé comme suit : ' Par dérogation, les étudiants qui introduisent une demande d'inscription dans un cursus visé à l'article 3, 4^o et 5^o, introduisent leur demande d'inscription selon les modalités prévues par les institutions universitaires. ' ;

2^o à l'alinéa 4, les mots ' à l'exception des 4^o et 5^o ' sont insérés entre les mots ' cursus visés à l'article 3, ' et les mots ' au plus tard l'avant-dernier jour ouvrable '.

Art. 17. Dans le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les modifications suivantes sont apportées :

1^o la section I/1, intitulée ' Dispositions particulières relatives aux études en sciences médicales et en sciences dentaires ' composée des articles 110/1 à 110/7 est abrogée, à l'exception des alinéas 2 à 7 de l'article 110/1, § 1^{er}, et l'article 110/2 qui reste en vigueur pour l'année académique 2017-2018;

2^o à l'article 110/1, § 1^{er}, alinéa 2, les mots ' ce test est organisé sous forme d'épreuve écrite ' sont remplacés par les mots ' Il est organisé un test d'orientation du secteur de la santé en sciences vétérinaires, organisé sous forme d'épreuve écrite. ' ;

3^o l'article 150, § 2, est abrogé.

Art. 18. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2017 à l'exception des articles 11, 12 et 14 qui produisent leurs effets pour l'année académique 2016-2017 et les articles 15 à 17 qui entrent en vigueur pour l'année académique 2017-2018 ».

B.2. Il ressort des travaux préparatoires du décret attaqué que l'objectif du législateur décrétal est le suivant :

« Le présent décret, sans traduire l'adhésion du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles au mécanisme de l'examen d'entrée, instaure un tel mécanisme dans l'objectif de garantir la délivrance d'une attestation INAMI, par l'Etat fédéral, aux étudiants diplômés de deuxième cycle en sciences médicales et dentaires.

Le présent dispositif met donc également en place un examen d'entrée, organisé de manière centralisée pour l'année académique 2017-2018 par l'ARES et dont la réussite est une condition d'accès au cycle d'études » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2016-2017, n^o 410/1, p. 4).

Selon l'exposé des motifs, le législateur décrétal a choisi le dispositif de l'examen d'entrée plutôt que le concours, qui « reste un mécanisme de sélection que privilégie la Fédération Wallonie-Bruxelles en ce qu'il permet aux étudiants de s'intégrer dans le cursus et de valoriser leurs acquis vers d'autres filières d'études le cas échéant » (*ibid.*, p. 5) :

« L'organisation d'un concours, [fût]-il instauré à l'entrée des études, est rendue impossible par les difficultés que connaît le Gouvernement fédéral à fournir des chiffres précis, fiables et respectés relativement à la prochaine planification fédérale. En effet, les récentes évolutions à la suite de recours d'étudiants n'ayant pas obtenu d'attestations à la suite du programme du cycle ont démontré que le mécanisme fédéral n'était pas stabilisé dès lors qu'il se montrait incapable de fournir des quotas en adéquation avec la situation qu'ils prétendaient régler. Un concours organisé à l'entrée des études n'a de sens que s'il peut s'appuyer sur des données fiables, objectives et stabilisées, qui doivent être fixées par l'autorité fédérale. Or, en plus de ceux qui ont été remis en cause, d'autres ont fait l'objet de décisions politiques qui ont nié l'apport scientifique de la Commission de planification. Il apparaît que, par le défaut de prévoyance ou d'assurance du Gouvernement fédéral, seul un mécanisme d'examen d'entrée, qui ne prétendra donc pas filtrer un nombre prédéfini de lauréats, semble aujourd'hui la forme la plus stable à proposer.

Le dispositif de l'examen d'entrée ne peut être accepté qu'en ce qu'il permet de se mettre en adéquation avec les exigences issues du Gouvernement fédéral, qui *de facto* restreignent les possibilités offertes à la Fédération Wallonie-Bruxelles. L'organisation de l'examen d'entrée est donc à lire en regard de l'assurance d'octroi d'une attestation d'un numéro INAMI aux étudiants actuellement inscrits dans les deux filières de formation » (*ibid.*, p. 5).

Concernant « le régime transitoire pour les étudiants ' reçus-collés ' de l'année académique 2016-2017 », à la suite de l'avis du Conseil d'Etat, l'exposé des motifs justifie de la manière suivante le traitement identique des étudiants ayant acquis 45 crédits et ne disposant pas d'attestation d'accès à la suite du programme du cycle et des étudiants n'ayant pas acquis 45 des 60 premiers crédits du cycle :

« Il est rappelé que le mécanisme du concours tel qu'appliqué en vertu du décret du 9 juillet 2015 relatif aux études de sciences médicales et dentaires instaure deux conditions d'accès à la suite du programme du cycle, à savoir avoir acquis 45 crédits et disposer d'une attestation d'accès. L'étudiant qui ne répond pas à ces deux conditions ne peut accéder à la suite du programme. Il appert que l'étudiant qui a moins de 45 crédits et celui qui a plus de 45 crédits mais qui n'a pas obtenu l'attestation sont tous deux dans une situation les empêchant d'accéder à la suite du programme du cycle. Afin d'assurer la transition entre le mécanisme du concours organisé à la fin de la première année de premier cycle et celui de l'examen organisé à l'entrée du premier cycle, le dispositif prévoit que tout étudiant ne pouvant accéder à la suite du cycle présente l'examen d'entrée. A défaut, la seule façon de rompre la discrimination mise en avant par le Conseil d'Etat serait de permettre à tous les étudiants ayant acquis 45 crédits de s'inscrire dans la suite du programme du cycle. Cela reviendrait à annuler les effets du concours, alors que le mécanisme du décret du 9 juillet n'a pas été écarté par la section du contentieux du Conseil d'Etat » (*ibid.*, p. 7).

Devant la commission compétente du Parlement de la Communauté française, il a été précisé à propos de la transition entre le dispositif du concours encore d'application en juin 2017 et le mécanisme de l'examen d'entrée et d'accès qui s'appliquera dès le mois de septembre :

« Afin d'assurer la transition entre les deux modèles et sans préjudice des suites que, pour les nombreuses raisons évoquées par M. le ministre Marcourt, le dossier pourrait connaître en justice, seuls les étudiants actuellement dans un programme de première année de premier cycle qui auront, à l'issue des délibérations de septembre prochain acquis 45 crédits et l'attestation du concours pourront poursuivre leurs formations. Même s'ils ont acquis des crédits, les autres étudiants devront présenter l'examen d'entrée et d'accès. Ainsi, tous sont placés sur un même pied d'égalité devant l'épreuve instaurée. Afin d'assurer leur inscription à l'examen, l'ensemble des listes d'étudiants inscrits dans les cursus seront transmises à l'ARES en vue d'une inscription à l'examen.

Enfin, comme déjà évoqué, l'article 12 assure une base juridique aux étudiants reçus-collés de l'été 2016. Il régularise la situation des étudiants reçus-collés visés par les ordonnances des Tribunaux de 1^{ère} instance de Namur et de Nivelles du 20 septembre 2016 » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2016-2017, n^o 410/3, p. 6).

Quant au désistement

B.3.1. La quatrième partie requérante, qui a réussi l'examen d'entrée et d'accès organisé le 8 septembre 2017, a informé la Cour, dans le mémoire en réponse des parties requérantes, qu'elle se désistait du recours en annulation.

B.3.2. Rien ne s'oppose à ce que la Cour décrète ce désistement.

Quant à l'intérêt des parties requérantes

B.4.1. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée.

B.4.2. Les trois premières parties requérantes sont inscrites au Bloc 1 du programme du Bachelier en médecine ou en sciences dentaires pour l'année académique 2016-2017 et, en application de l'article 150, § 2, du décret de la Communauté française du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, elles ont signé une convention d'allègement à la fin de la session de janvier 2017.

Les parties requérantes demandent l'annulation des articles 1^{er} à 10 et 13 à 18 du décret de la Communauté française du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires. Elles font valoir que les exigences de détention d'une attestation d'accès à la suite du programme du cycle de Bachelier en sciences médicales ou dentaires ou d'une attestation de réussite d'examen d'entrée limitent leur droit de poursuivre les études supérieures de leur choix et portent donc atteinte à ce droit.

B.4.3. En application de l'article 100, § 1^{er}, du décret de la Communauté française du 7 novembre 2013 précité, la réussite de 45 des 60 crédits inscrits au programme de l'étudiant de Bloc 1 permet à cet étudiant de s'inscrire à la suite du programme de cycle.

L'article 110/2, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013, inséré par l'article 3 du décret de la Communauté française du 9 juillet 2015 relatif aux études de sciences médicales et dentaires, impose en outre à l'étudiant qui veut s'inscrire à la suite du programme du premier cycle d'obtenir une attestation d'accès. Il dispose, en effet :

« Pour l'application de l'article 100, § 2, au-delà des 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle, seuls les étudiants porteurs d'une attestation d'accès à la suite du programme du cycle peuvent inscrire dans leur programme d'études les unités d'enseignement de la suite du programme du premier cycle en sciences médicales ou en sciences dentaires ».

L'article 110/3 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« § 1^{er}. Chaque année, avant le 30 juin, le Gouvernement arrête le nombre global d'attestations d'accès visées à l'article 110/2 qui seront délivrées l'année académique suivante en tenant compte, notamment, du nombre de diplômés de second cycle qui auront accès à l'attribution des titres professionnels particuliers en vertu de la législation fédérale sur la planification de l'offre médicale.

Par défaut, le nombre d'attestation d'accès est reconduit pour l'année académique suivante.

§ 2. Lorsqu'il fixe le nombre global d'attestation d'accès, le Gouvernement arrête, pour chaque université, le nombre d'attestations d'accès qui seront délivrées l'année académique suivante.

La répartition entre institutions universitaires se fait suivant la 'loi du plus fort reste' en attribuant 20,88 pour cent des attestations d'accès à la suite du programme en sciences médicales à l'Université de Liège, 27,06 pour cent à l'Université catholique de Louvain, 18,94 pour cent à l'Université libre de Bruxelles, 11,15 pour cent à l'Université de Mons et 21,97 pour cent à l'Université de Namur.

La répartition entre institutions universitaires se fait suivant la 'loi du plus fort reste' en attribuant 25,96 pour cent des attestations d'accès à la suite du programme en sciences dentaires à l'Université de Liège, 38,69 pour cent à l'Université catholique de Louvain et 35,35 pour cent à l'Université libre de Bruxelles.

Ces répartitions sont fixées pour 9 ans maximum. A partir de l'année académique 2024-2025, le Gouvernement arrête pour les 9 années suivantes les répartitions entre institutions.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour l'année académique 2016-2017, le nombre d'attestation d'accès à la suite du programme du cycle en sciences médicales est réparti comme suit : 135 attestations à l'Université de Liège, 176 attestations à l'Université catholique de Louvain, 123 attestations à l'Université libre de Bruxelles, 72 attestations à l'Université de Mons et 143 attestations à l'Université de Namur.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour l'année académique 2016-2017, le nombre d'attestation d'accès à la suite du programme du cycle en sciences dentaires est réparti comme suit : 23 attestations à l'Université de Liège, 34 attestations à l'Université catholique de Louvain et 32 attestations à l'Université libre de Bruxelles ».

L'article 110/4 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« § 1^{er}. Un concours est organisé au sein de chaque institution organisant le cursus de premier cycle en sciences médicales et sciences dentaires afin d'assurer la délivrance des attestations d'accès à la suite du programme du cycle.

L'évaluation de chacune des unités d'enseignement du deuxième quadrimestre est organisée en deux parties : la première partie vise l'acquisition de crédits correspondants aux unités d'enseignement du deuxième quadrimestre, la seconde partie vise l'octroi de notes permettant l'établissement du classement du concours. Dans les trois ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret, l'ensemble des Universités concernées s'assure qu'au minimum la moitié de l'évaluation de cette seconde partie est commune et fait, le cas échéant, l'objet d'une organisation entre les Universités concernées.

La seconde partie de l'évaluation visée à l'alinéa précédent n'est organisée qu'une fois par année académique, lors de la période d'évaluation de fin de deuxième quadrimestre.

Le concours est insécable. Quels que soient les crédits déjà acquis ou valorisés pour les unités d'enseignement du deuxième quadrimestre, l'étudiant présente l'ensemble de la seconde partie des évaluations des unités d'enseignement du deuxième quadrimestre.

Pour les étudiants bénéficiant d'un allègement de programme visé aux articles 150, § 2, 2^o, et 151, et portant sur le programme des 60 premiers crédits du programme d'études, seuls sont admis à présenter la seconde partie de l'évaluation des unités d'enseignement les étudiants dont le programme annuel permet, au terme de l'année académique en cours, d'acquiescer ou valoriser les 60 premiers crédits du programme du cycle.

Pour l'application de l'alinéa 2, il ne peut être recouru au régime exceptionnel prévu à l'article 79, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

§ 2. Complémentairement aux articles 139 et 140, et pour la délivrance des attestations visées à l'article 110/2, après avoir délibéré en fin de deuxième quadrimestre sur les 60 premiers crédits du programme d'études de sciences médicales ou de sciences dentaires, le jury additionnelle, pour chaque étudiant, les notes, pondérées en fonction des crédits correspondant aux unités d'enseignement, obtenues pour la seconde partie de l'évaluation des unités d'enseignement du second quadrimestre et classe les étudiants dans l'ordre décroissant de la somme de ces notes.

Les attestations visées au paragraphe 1^{er} sont délivrées par le jury au plus tard le 13 septembre, dans l'ordre du classement du concours et dans la limite des attestations disponibles à condition que l'étudiant ait acquis au moins 45 des 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle.

Lorsqu'il délivre les attestations d'accès à la suite du programme du cycle, en cas d'ex aequo, le jury départage les étudiants sur base de la moyenne des résultats obtenus pour la première partie de l'évaluation des unités d'enseignement du deuxième quadrimestre.

Lorsque, dans une institution, il est délivré à la fin de l'année académique moins d'attestations d'accès à la suite du programme du cycle que le nombre autorisé, le nombre d'attestations résiduelles est ajouté au nombre d'attestations qui, pour cette institution, est arrêté pour l'année académique suivante.

§ 3. Lorsqu'il délivre les attestations d'accès à la suite du programme du cycle, le jury applique le dispositif suivant : il est établi pour chaque institution un nombre T égal au nombre d'attestations d'accès autorisé par institution ainsi qu'un nombre NR égal au nombre d'étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1^{er} du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur.

Lorsque le rapport entre le nombre NR et le nombre T atteint un pourcentage supérieur à 30 %, le jury délivre les attestations, selon le classement établi conformément au § 1^{er}, à ces étudiants dans la limite du pourcentage de 30 % des nombres autorisés par université concernée.

§ 4. Cette attestation donne droit à l'inscription à la suite du programme du cycle pour la seule année académique suivante. Elle est personnelle et incessible. En cas de force majeure dûment apprécié par les autorités académiques de l'institution, cette attestation peut être valorisée une année académique ultérieure ».

L'article 110/5 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« Les crédits acquis par un étudiant qui n'a pas obtenu d'attestation d'accès à la suite du programme du cycle peuvent être valorisés en vue d'une admission personnalisée dans tout cursus de premier cycle quel que soit l'établissement organisé ou subventionné par la Communauté française où l'étudiant s'inscrit par la suite, conformément à l'article 117 ».

L'article 110/6 du décret du 7 novembre 2013 dispose :

« § 1^{er}. L'étudiant ne peut présenter au maximum le concours en sciences médicales ou en sciences dentaires qu'au cours de deux années académiques consécutives, sauf en cas de force majeure dûment apprécié par les autorités académiques de l'établissement où l'étudiant est inscrit.

§ 2. L'étudiant qui n'a pas acquis 45 crédits des 60 premiers crédits du programme d'études peut se réinscrire une seule fois dans un programme d'études en sciences médicales ou sciences dentaires tel que visé à l'article 100, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

§ 3. Sans qu'il ne puisse être dérogé à l'article 5 du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études et sans préjudice des crédits acquis, l'étudiant qui a acquis au moins 45 crédits du programme d'études du premier cycle mais qui n'a pas obtenu une attestation d'accès à la suite du programme du cycle peut se réinscrire dans un programme d'études en sciences médicales ou sciences dentaires tel que visé à l'article 100, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en vue de participer aux activités d'apprentissage et unités d'enseignement dont il n'a pas acquis les crédits et représenter une seule fois la seconde partie de l'évaluation visée à l'article 110/4, § 1^{er}.

§ 4. L'étudiant qui a acquis au moins 45 crédits du programme d'études du premier cycle mais qui n'a pas obtenu une attestation d'accès à la suite du programme du cycle peut également valoriser les crédits qu'il a acquis en vue d'une inscription cumulée dans un programme d'études d'un domaine visé à l'article 83, § 1^{er}, 14^o à 16^o. L'étudiant s'inscrit conformément à l'article 99. Son programme d'études est validé par le jury conformément aux conditions de l'article 100, § 2.

L'étudiant ne s'acquiesce que des droits d'inscriptions relatifs au programme d'études visé au 1^{er} alinéa.

Lors des évaluations de fin de deuxième quadrimestre de ce programme d'études, il peut représenter une seule fois la seconde partie de l'évaluation visée à l'article 110/4, § 1^{er}, en vue de l'obtention de l'attestation d'accès à la suite du programme du cycle en sciences médicales ou en sciences dentaires ».

B.4.4. L'article 17, 1^o, du décret attaqué abroge les articles 110/1 à 110/7 du décret du 7 novembre 2013, à l'exception des alinéas 2 à 7 de l'article 110/1, § 1^{er}, et de l'article 110/2 qui reste en vigueur pour l'année académique 2017-2018.

B.4.5. L'article 13 du décret attaqué oblige les parties requérantes à présenter l'examen d'entrée et d'accès visé à l'article 1^{er} du décret attaqué dès lors qu'elles étaient inscrites aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires avant l'entrée en vigueur de ce décret et qu'elles n'ont pas obtenu l'attestation d'accès à la suite du programme du cycle délivrée à l'issue du concours.

Les trois premières parties requérantes ne pouvaient pas obtenir cette attestation d'accès, en application de l'article 110/4, § 1^{er}, alinéa 5, cité en B.3.4.

Il ressort des éléments du dossier que les première et troisième parties requérantes ont décidé d'abandonner leurs études en sciences médicales et dentaires. Ces parties ne justifient dès lors plus d'un intérêt à agir. Par contre, la deuxième partie requérante a réussi les crédits prévus par sa convention d'allègement et a présenté mais a échoué à l'examen d'entrée organisé le 8 septembre 2017.

Il en résulte que la deuxième partie requérante justifie d'un intérêt à attaquer l'article 13 du décret de la Communauté française du 29 mars 2017, en ce qu'il impose aux étudiants inscrits au Bloc 1 du programme du Bachelier en médecine ou en sciences dentaires pour l'année académique 2016-2017 qui, en application de l'article 150, § 2, du décret de la Communauté française du 7 novembre 2013, ont signé une convention d'allègement à la fin de la session de janvier 2017 et qui ne pouvaient dès lors pas obtenir l'attestation d'accès à la suite du programme du cycle délivrée à l'issue du concours, de présenter l'examen d'entrée et d'accès visé à l'article 1^{er} du décret attaqué, et à attaquer les articles 1^{er} à 10 et 14 à 18 de ce décret, pour autant qu'ils présentent un lien avec le grief, ainsi limité, concernant cet article 13.

Quant à l'objet du recours

B.5.1. Dans la requête en annulation, la partie requérante demande l'annulation des articles 1^{er} à 10 et 13 à 18 du décret attaqué. Dans le mémoire en réponse, elle demande également l'annulation de l'article 11 de ce décret, qui n'a pas été visé dans la requête, à la suite d'une erreur matérielle.

B.5.2. La Cour doit limiter son examen aux dispositions dont l'annulation a été demandée dans la requête. L'extension du recours, demandée par la partie requérante dans le mémoire en réponse, à une disposition qui n'est pas attaquée dans la requête n'est pas recevable.

B.5.3. Lorsque la Cour annule une disposition attaquée, elle annule toutefois d'office les dispositions qui y sont indissociablement liées.

L'article 11 du décret attaqué, cité en B.1, qui complète l'article 110/3, § 2, du décret du 7 novembre 2013, cité en B.4.3, répartit entre les universités, pour l'année académique 2016-2017, le nombre d'attestations d'accès à la suite du programme du cycle en sciences médicales. Cette disposition ne peut pas être considérée comme étant liée à l'article 13 du décret attaqué, dès lors que la partie requérante ne pouvait pas présenter le concours et obtenir l'attestation d'accès à la suite du programme du cycle délivrée à l'issue du concours.

Il n'y a donc pas lieu d'élargir l'objet du recours en annulation.

B.5.4. Les sixième, septième et huitième moyens, qui sont dirigés contre l'article 11 du décret attaqué, sont dès lors irrecevables.

Quant à l'étendue du recours

B.6.1. La Cour doit déterminer l'étendue du recours en annulation en fonction de la requête, et en particulier de l'exposé des moyens. La Cour limite son examen aux dispositions contre lesquelles des moyens sont dirigés.

B.6.2. Pour satisfaire aux exigences de l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, les moyens doivent non seulement faire connaître, parmi les règles dont la Cour garantit le respect, celles qui seraient violées, mais aussi désigner les dispositions qui violeraient ces règles et exposer en quoi ces règles auraient été transgressées par ces dispositions.

La Cour examine les moyens pour autant qu'ils satisfassent aux exigences précitées.

Quant au premier moyen

B.6.3. Le premier moyen est pris de la violation des principes de sécurité juridique et de confiance légitime, du principe de non-rétroactivité des lois, de l'article 24, § 3, de la Constitution, de l'article 2 du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme et des articles 10 et 11 de la Constitution.

La partie requérante reproche au décret attaqué de porter des dispositions rétroactives à plusieurs égards, sans que des justifications impérieuses puissent justifier une telle portée.

B.6.4. Le premier moyen n'indique pas à suffisance quelles dispositions du décret attaqué violeraient les règles dont la Cour garantit le respect. Il est dès lors irrecevable.

Quant au deuxième moyen

B.7.1. Le deuxième moyen est pris de la violation des règles répartitrices de compétence, de l'article 92bis de la Constitution, des articles 23 et 24 de la Constitution et des articles 2, 6 et 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

La partie requérante reproche au décret attaqué de n'avoir pas été précédé d'un accord de coopération avec l'Etat belge, alors qu'il porte atteinte à des droits fondamentaux, dont le droit d'accès à la profession, qui fait l'objet d'une régulation relevant de la compétence de l'autorité fédérale.

B.7.2. Pour satisfaire aux exigences de l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, les moyens doivent non seulement faire connaître, parmi les règles dont la Cour garantit le respect, celles qui seraient violées, mais aussi désigner les dispositions qui violeraient ces règles et exposer en quoi ces règles auraient été transgressées par ces dispositions.

B.7.3. Le deuxième moyen n'indique pas à suffisance quelles règles répartitrices de compétence imposeraient un accord de coopération avec l'Etat belge. L'article 92bis de la Constitution n'existe pas. Les articles 23 et 24 de la Constitution n'imposent pas un tel accord. La Cour n'est par ailleurs pas compétente pour statuer sur la violation de dispositions du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, lues isolément.

B.7.4. Le deuxième moyen n'est pas fondé.

Quant au troisième moyen

B.8.1. Le troisième moyen est pris de la violation de l'article 24, § 3, de la Constitution, de l'article 2 du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme et de l'article 13, paragraphe 2, c), du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, des principes de sécurité juridique et de confiance légitime, du droit au libre choix d'une activité professionnelle, consacré par l'article 23 de la Constitution et par l'article 6 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et du « principe de *standstill* », consacré par l'article 23 de la Constitution et par l'article 2 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

La partie requérante reproche à l'article 13 du décret attaqué d'imposer un examen d'entrée aux étudiants déjà régulièrement inscrits en première année du cursus de sciences médicales ou dentaires au sein d'une université relevant de la Communauté française, dans l'hypothèse où ils ne seraient pas détenteurs de l'attestation d'accès à la suite du programme du cycle de Bachelier en sciences médicales ou dentaires.

B.8.2. L'article 24, § 3, de la Constitution dispose :

« Chacun a droit à l'enseignement dans le respect des libertés et droits fondamentaux. L'accès à l'enseignement est gratuit jusqu'à la fin de l'obligation scolaire.

Tous les élèves soumis à l'obligation scolaire ont droit, à charge de la communauté, à une éducation morale ou religieuse ».

Ce droit ne fait pas obstacle à une réglementation de l'accès à l'enseignement, en particulier celui qui est dispensé au-delà du temps de scolarité obligatoire, en fonction des besoins et des possibilités de la communauté et de l'individu.

B.8.3. L'article 2 du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« Nul ne peut se voir refuser le droit à l'instruction. L'Etat, dans l'exercice des fonctions qu'il assumera dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement, respectera le droit des parents d'assurer cette éducation et cet enseignement conformément à leurs convictions religieuses et philosophiques ».

Cette disposition confère notamment un droit d'accès aux établissements d'enseignement supérieur existants, tant publics que privés (CEDH, grande chambre, 10 novembre 2005, *Leyla Şahin* c. Turquie, § § 134-142, 152-153; grande chambre, 19 octobre 2012, *Catan et autres* c. Moldova et Russie, § § 137 et 139; *Altınay* c. Turquie, 9 juillet 2013, § 31). Elle exige que le titulaire de ce droit d'accès puisse avoir la possibilité de tirer un bénéfice de l'enseignement suivi, c'est-à-dire le droit d'obtenir, conformément aux règles en vigueur dans l'Etat concerné et sous une forme ou une autre, la reconnaissance officielle des études accomplies (CEDH, grande chambre, 10 novembre 2005, *Leyla Şahin* c. Turquie, § 152; grande chambre, 19 octobre 2012, *Catan et autres* c. Moldova et Russie, § 137).

Le droit à l'instruction appelle par nature une réglementation étatique qui tienne compte entre autres des besoins et des ressources de la communauté ainsi que des particularités du niveau de l'enseignement considéré (CEDH, grande chambre, 10 novembre 2005, *Leyla Şahin* c. Turquie, § 154; grande chambre, 19 octobre 2012, *Catan et autres* c. Moldova et Russie, § 140). Non absolu, ce droit peut être soumis à certaines limitations pour autant que celles-ci soient prévisibles et raisonnablement proportionnées au but légitime poursuivi. L'Etat dispose à cet égard d'une marge d'appréciation d'autant plus grande qu'est élevé le niveau d'enseignement considéré (CEDH, grande chambre, 10 novembre 2005, *Leyla Şahin* c. Turquie, § 154; grande chambre, 19 octobre 2012, *Catan et autres* c. Moldova et Russie, § 140). Pour que les limitations mises en œuvre ne réduisent pas le droit dont il s'agit au point de l'atteindre dans sa substance même et de le priver de son effectivité, elles doivent être prévisibles pour le justiciable et tendre à un but légitime. Toutefois, à la différence des articles 8 à 11 de la Convention, l'article 2 du Premier Protocole additionnel ne contient pas une énumération exhaustive des « buts légitimes ». En outre, pareille limitation ne se concilie avec ledit article que s'il existe un rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé (CEDH, *Altınay* c. Turquie, 9 juillet 2013, § 34). L'article 2 du Premier Protocole additionnel autorise qu'on réserve l'accès aux universités à ceux qui s'inscrivent, en bonne et due forme, aux concours concernés et les réussissent (CEDH, *Altınay* c. Turquie, 9 juillet 2013, § 35).

B.8.4. L'article 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels dispose :

« 1. Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à l'éducation. [...] »

2. Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent qu'en vue d'assurer le plein exercice de ce droit :
[...]

c) L'enseignement supérieur doit être rendu accessible à tous en pleine égalité, en fonction des capacités de chacun, par tous les moyens appropriés et notamment par l'instauration progressive de la gratuité;
[...]

L'article 2, paragraphe 1, du même Pacte dispose :

« Chacun des Etats parties au présent Pacte s'engage à agir, tant par son effort propre que par l'assistance et la coopération internationales, notamment sur les plans économique et technique, au maximum de ses ressources disponibles, en vue d'assurer progressivement le plein exercice des droits reconnus dans le présent Pacte par tous les moyens appropriés, y compris en particulier l'adoption de mesures législatives ».

Il ressort de ces dispositions que l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur doit être instaurée progressivement, en fonction des capacités de chacun, en tenant compte des possibilités économiques et de la situation des finances publiques spécifique à chacun des Etats parties.

L'article 13, paragraphe 2, c), du Pacte ne fait donc pas naître un droit à l'accès à l'enseignement supérieur. Il s'oppose toutefois à ce que le Royaume de Belgique prenne des mesures qui iraient à l'encontre de l'objectif de l'accès à l'enseignement supérieur en pleine égalité, en fonction des capacités de chacun.

Cette disposition contient une obligation de *standstill* qui interdit au législateur compétent de réduire significativement le degré de protection offert par la législation applicable, sans qu'il existe pour ce faire des motifs d'intérêt général. Elle n'empêche pas que l'accès à l'enseignement supérieur soit soumis à des conditions relatives aux capacités des étudiants, pour autant que ces conditions soient conformes au principe d'égalité et de non-discrimination.

B.8.5. L'article 23 de la Constitution dispose :

« Chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine.

A cette fin, la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent, en tenant compte des obligations correspondantes, les droits économiques, sociaux et culturels, et déterminent les conditions de leur exercice.

Ces droits comprennent notamment :

1° le droit au travail et au libre choix d'une activité professionnelle dans le cadre d'une politique générale de l'emploi, visant entre autres à assurer un niveau d'emploi aussi stable et élevé que possible, le droit à des conditions de travail et à une rémunération équitables, ainsi que le droit d'information, de consultation et de négociation collective;

[...] ».

B.8.6. L'article 6 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels dispose :

« 1. Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent le droit au travail, qui comprend le droit qu'a toute personne d'obtenir la possibilité de gagner sa vie par un travail librement choisi ou accepté, et prendront des mesures appropriées pour sauvegarder ce droit.

2. Les mesures que chacun des Etats parties au présent Pacte prendra en vue d'assurer le plein exercice de ce droit doivent inclure l'orientation et la formation techniques et professionnelles, l'élaboration de programmes, de politiques et de techniques propres à assurer un développement économique, social et culturel constant et un plein emploi productif dans des conditions qui sauvegardent aux individus la jouissance des libertés politiques et économiques fondamentales ».

B.8.7. Il ressort des travaux préparatoires cités en B.2 que le législateur décréto a voulu remplacer le concours organisé en fin de première année d'études de sciences médicales et dentaires, qui conditionnait l'accès à la suite du programme de cycle, par un examen d'entrée et d'accès.

L'article 13 du décret attaqué soumet à l'obligation de présenter l'examen d'entrée et d'accès les étudiants inscrits au Bloc 1 du programme du Bachelier en médecine ou en sciences dentaires pour l'année académique 2016-2017 qui, en application de l'article 150, § 2, du décret de la Communauté française du 7 novembre 2013, ont signé une convention d'allègement à la fin de la session de janvier 2017 et qui ne pouvaient dès lors pas obtenir l'attestation d'accès à la suite du programme du cycle, délivrée à l'issue du concours. Sous réserve de l'examen du cinquième moyen, cette disposition peut se justifier raisonnablement par le fait qu'elle remplace, pour ces étudiants, l'obligation de se classer en ordre utile au concours de fin de première année par l'obligation de réussir l'examen d'entrée et d'accès et que ces deux obligations sont raisonnablement proportionnées à l'objectif légitime poursuivi et ne sont pas incompatibles avec l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur en fonction des capacités de chacun. Elle n'est pas davantage contraire à l'obligation de *standstill* puisqu'elle remplace une limitation de l'accès aux études par une autre et que l'instauration d'un examen d'entrée, qui n'implique pas un *numerus fixus*, n'est pas sans justification raisonnable, compte tenu du fait que l'article 92, § 2, 1°, de la loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015, autorise le Roi à limiter l'accès aux professions de médecin et de dentiste.

Enfin, la partie requérante n'expose pas en quoi l'article 23 de la Constitution et l'article 6 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels pourraient être violés par l'article 13 du décret attaqué.

B.8.8. Le troisième moyen n'est pas fondé.

Quant au quatrième moyen

B.9.1. Le quatrième moyen est pris de la violation du droit à l'instruction, garanti par l'article 2 du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, par les articles 23 et 24 de la Constitution et par l'article 13, paragraphe 2, c), du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du droit au libre choix d'une activité professionnelle, consacré par l'article 23 de la Constitution et par l'article 6 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, des articles 10 et 11 de la Constitution et de l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Dans une première branche, la partie requérante reproche à l'article 3 du décret attaqué de violer les dispositions invoquées, en raison du manque d'adéquation entre les matières de l'examen d'entrée et d'accès et les compétences qui sont requises d'un médecin. Elle fait valoir que les compétences visées par la partie 2 de l'examen ne peuvent pas être évaluées par un test théorique et que ce test ne peut tenir compte de l'évolution possible de la personnalité de l'étudiant. Il n'est donc pas réellement tenu compte des capacités de chacun. La partie requérante reproche encore au législateur décréto d'avoir délégué au Gouvernement le soin de définir le programme de la première partie de l'examen.

Dans une deuxième branche, elle reproche à l'article 1^{er}, § 2, du décret attaqué d'organiser un seul examen d'entrée et d'accès pour l'année académique 2017-2018 et de déléguer au Gouvernement, sur proposition de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur, la possibilité d'organiser à partir de l'année académique suivante l'examen d'entrée et d'accès une première fois durant la première quinzaine de juillet et une deuxième fois durant la période du 15 août au 15 septembre.

Dans une troisième branche, elle reproche à l'article 7 du décret attaqué de limiter le droit de présenter l'examen d'entrée et d'accès sans que cette limitation soit justifiée par le législateur.

Dans une quatrième branche, elle reproche à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 3, du décret de limiter la durée de validité de l'attestation de réussite à l'examen, sans que cette limite puisse se justifier par un objectif légitime.

Dans une cinquième branche, elle reproche à l'article 1^{er}, § 2, du décret d'organiser l'examen d'entrée et d'accès à partir de l'année académique 2017-2018, ce qui crée une discrimination entre les élèves inscrits en cinquième et sixième années de l'enseignement secondaire durant l'année académique 2016-2017 et les autres élèves. La discrimination tient au fait qu'ils n'ont pas pu choisir leur filière pour le troisième degré de manière à se préparer à l'examen d'entrée et d'accès.

Dans une sixième branche, la partie requérante reproche aux dispositions attaquées de discriminer les candidats à l'examen d'entrée et d'accès ayant suivi l'enseignement secondaire en Communauté germanophone et dont la langue maternelle est l'allemand.

En ce qui concerne la recevabilité des deuxième, quatrième et cinquième branches du quatrième moyen

B.9.2. Comme il est dit en B.4.5, le recours en annulation porte uniquement sur l'article 13 du décret attaqué, en ce qu'il impose aux étudiants inscrits au Bloc 1 du programme du Bachelier en médecine ou en sciences dentaires pour l'année académique 2016-2017 qui, en application de l'article 150, § 2, du décret de la Communauté française du 7 novembre 2013, ont signé une convention d'allègement à la fin de la session de janvier 2017 et qui ne pouvaient dès lors pas obtenir l'attestation d'accès à la suite du programme du cycle, délivrée à l'issue du concours, de présenter l'examen d'entrée et d'accès visé à l'article 1^{er} du décret attaqué, ainsi que les articles 1^{er} à 10 et 14 à 18 de ce décret, pour autant qu'ils présentent un lien avec le grief ainsi limité, concernant l'article 13.

Les griefs contenus dans les deuxième, quatrième et cinquième branches du quatrième moyen portent sur des dispositions qui ne présentent pas ce lien.

L'article 1^{er}, § 2, alinéa 2, du décret organisait l'examen d'entrée et d'accès de manière centralisée le 8 septembre 2017 pour l'année académique 2017-2018, à la différence de l'examen d'entrée et d'accès qui sera organisé à partir de l'année académique 2018-2019, dont les modalités sont prévues par les alinéas 3, 4 et 5. Cette limitation ne porte pas préjudice aux étudiants inscrits aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires durant l'année académique 2016-2017, qui ont suivi un programme allégé et qui ont réussi les cours prévus par leur convention d'allègement, puisque, à la suite de l'arrêt de la Cour n° 103/2017 du 1^{er} septembre 2017 et de la réponse qui sera donnée au cinquième moyen, ils peuvent terminer l'acquisition des 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle durant l'année académique 2017-2018 avant de réussir l'examen d'entrée et d'accès. Pour ces étudiants, l'article 1^{er}, § 2, alinéa 2, du décret attaqué n'est pas nécessairement en lien avec l'article 13. En sa deuxième branche, le quatrième moyen est donc irrecevable.

L'article 6, § 1^{er}, alinéa 3, du décret limite la validité de l'attestation de réussite à l'examen à la seule année académique suivante. Cette limitation ne porte, en principe, pas préjudice à des étudiants qui ont déjà été inscrits durant deux années académiques aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires et qui doivent réussir l'examen d'entrée et d'accès pour poursuivre leurs études de premier cycle. En tout état de cause, cet article permet, en cas de force majeure dûment appréciée par le jury de l'examen d'entrée et d'accès, de valoriser l'attestation au cours des deux années académiques consécutives. En sa quatrième branche, le quatrième moyen est donc irrecevable.

Dans sa cinquième branche, le quatrième moyen vise l'article 1^{er}, § 2, du décret attaqué en ce qu'il impose aux élèves inscrits en cinquième et sixième années de l'enseignement secondaire durant l'année académique 2016-2017 de présenter l'examen d'entrée et d'accès. Cette obligation ne concerne pas la partie requérante qui est soumise à l'examen d'entrée et d'accès en application de l'article 13 du décret attaqué. En sa cinquième branche, le quatrième moyen est donc irrecevable.

En ce qui concerne la première branche du quatrième moyen

B.10.1. L'article 3 du décret attaqué prévoit que l'examen d'entrée et d'accès comprend deux parties et porte tout d'abord sur la connaissance et la compréhension de matières scientifiques (biologie, chimie, physique et mathématiques), puis sur la communication et l'analyse critique de l'information : a) Evaluation des capacités de raisonnement, d'analyse, d'intégration, de synthèse, d'argumentation, de critique et de conceptualisation; b) Évaluation de la capacité à communiquer et à percevoir les situations de conflit ou potentiellement conflictuelles; c) Evaluation de la capacité de percevoir la dimension éthique des décisions à prendre et de leurs conséquences pour les individus et la société; d) Evaluation de la capacité à faire preuve d'empathie, de compassion, d'équité et de respect.

Il dispose aussi que le Gouvernement arrête le programme détaillé de l'examen, sur proposition du jury de l'examen d'entrée et d'accès.

B.10.2. Il ressort des travaux préparatoires du décret attaqué que le législateur décréta a estimé que les matières de l'examen d'entrée et d'accès sont adéquates au regard de l'objectif poursuivi :

« [...] les matières de la première partie de l'examen sont directement en lien avec les enseignements dispensés lors du premier quadrimestre et constituent des disciplines phares à maîtriser pour les étudiants de ces filières.

Cette première partie est construite sur la base du test d'orientation du secteur de la santé appliqué en sciences médicales depuis l'année académique 2013-2014. La deuxième partie de l'examen évalue les aspects de la communication et l'analyse critique de l'information considérés comme importants pour l'exercice d'une profession de soins de santé, en particulier celle de médecin ou de dentiste.

Elle mesure dès lors des compétences personnelles et des savoir-être qui démontrent des qualités intrinsèques du candidat » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2016-2017, n° 410/1, p. 6).

Concernant le niveau de maîtrise exigé, il a été observé, en réponse à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat, qui estimait que la précision du « niveau requis » est un élément essentiel, « qui devrait être précisé par le législateur décreta conformément à l'article 24, § 5, de la Constitution » (*ibid.*, p. 40) :

« le niveau des matières s'accorde avec la moyenne des connaissances devant être assimilées au troisième degré de l'enseignement secondaire général. La grande diversité des matières enseignées dans les différents niveaux d'enseignement, mais aussi des écoles d'un même réseau, ne permet pas de s'assurer avec certitude que chaque élève du 3^e degré des humanités générales aura étudié *in extenso* les matières concernées par les questions de l'examen. C'est pourquoi, cet examen n'est pas qu'un test de connaissances mais aussi une épreuve de compréhension. Sur la base de ces données, un étudiant doit être capable d'effectuer les déductions nécessaires pour obtenir le résultat correct recherché » (*ibid.*, p. 6).

B.10.3. Un examen d'entrée, qui vise à opérer une sélection parmi les candidats qui souhaiteraient suivre les études concernées, présente inévitablement un degré de difficulté non négligeable.

En ce qu'il fixe les matières de l'examen et les compétences et aptitudes qui doivent être évaluées, l'article 3 du décret attaqué vise à évaluer de manière large et uniforme la capacité des candidats aux études de sciences médicales et dentaires à réussir ces études et à exercer, par la suite, la profession à laquelle elles conduisent. Il tient ainsi compte des besoins et des possibilités tant de la communauté que des individus. Le législateur décréteil ne peut à cet égard tenir compte que des capacités actuelles des candidats et pas de l'évolution possible de leur personnalité qui ne peut pas faire l'objet d'une évaluation objective. S'il est exact que les étudiants qui ont déjà suivi le programme du Bloc 1 de Bachelier en sciences médicales ou dentaires durant une ou deux années académiques ne sont pas dans la même situation que les élèves qui terminent l'enseignement secondaire et que ces étudiants doivent revoir certaines matières de l'enseignement secondaire pour se préparer à l'examen d'entrée, ces étudiants sont en revanche mieux préparés, à certains égards, que ces élèves puisqu'ils ont suivi des enseignements en lien avec les matières de l'examen et ont pu développer certaines des compétences requises, tout au moins dans les matières scientifiques. Ils ne sont, globalement, pas désavantagés par rapport à ces élèves. L'article 3 du décret attaqué n'est donc pas sans justification raisonnable au regard de l'objectif poursuivi par le législateur décréteil. En fixant le niveau requis, le législateur décréteil a par ailleurs précisé un élément essentiel de l'organisation de cet enseignement, conformément à l'article 24, § 5, de la Constitution.

Enfin, l'article 2 du décret attaqué détermine de manière précise les règles relatives à la composition du jury de l'examen d'entrée et d'accès et prévoit en son paragraphe 3, alinéa 2, que le jury de cet examen peut, dans le cadre de ses missions, se faire assister d'experts.

B.10.4. Le quatrième moyen, en sa première branche, n'est pas fondé.

En ce qui concerne la troisième branche du quatrième moyen

B.11.1. L'article 7 du décret attaqué ne permet au candidat de présenter l'examen d'entrée et d'accès qu'au cours d'une année académique dans les cinq années académiques qui suivent la date de première présentation de l'examen, sauf en cas de force majeure dûment apprécié par le jury de l'examen d'entrée et d'accès.

B.11.2. La Cour n'est saisie de cet article 7 qu'en ce qu'il présente un lien avec l'article 13 du décret attaqué, comme il est précisé en B.4.5. En application de cet article 13, les étudiants inscrits au Bloc 1 du programme du Bachelier en médecine ou en sciences dentaires pour l'année académique 2016-2017 qui, en application de l'article 150, § 2, du décret de la Communauté française du 7 novembre 2013, ont signé une convention d'allègement à la fin de la session de janvier 2017 étaient tenus de présenter un examen d'entrée et d'accès visé à l'article 1^{er} du décret attaqué pour poursuivre leurs études. Par son arrêt n° 103/2017, la Cour a suspendu cet article 13, mais uniquement en ce qu'il empêche les étudiants qui ont suivi un programme allégé et qui ont réussi les cours prévus par leur convention d'allègement, de terminer l'acquisition des 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle avant de réussir l'examen d'entrée et d'accès.

Dès lors que les étudiants concernés par l'article 7 du décret attaqué dans le cadre du présent recours en annulation poursuivent des études en sciences médicales ou dentaires entamées avant l'entrée en vigueur de la disposition et que ce décret leur impose de réussir l'examen d'entrée et d'accès pour poursuivre ces études au-delà de la première année du programme d'études, il se justifie de limiter la possibilité qui leur est offerte de présenter cet examen à deux années académiques. En effet, il ne se justifierait pas raisonnablement de leur permettre de poursuivre leurs études au-delà de ces deux années académiques, malgré leur échec répété à l'examen d'entrée et alors qu'ils avaient déjà été inscrits à ces études une ou deux années avant de présenter l'examen d'entrée et d'accès.

En tout état de cause, l'article 7 du décret attaqué permet une dérogation en cas de force majeure dûment apprécié par le jury de l'examen d'entrée et d'accès.

B.11.3. Le quatrième moyen, en sa troisième branche, n'est pas fondé.

En ce qui concerne la sixième branche du quatrième moyen

B.12.1. Dans une sixième branche, la partie requérante reproche aux dispositions attaquées de discriminer les candidats à l'examen d'entrée et d'accès ayant suivi l'enseignement secondaire en Communauté germanophone et dont la langue maternelle est l'allemand.

B.12.2. Seul l'article 13 du décret attaqué peut être visé par cette sixième branche dans la présente affaire. Or, les étudiants visés par l'article 13 ont déjà été inscrits durant une ou deux années académiques aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires et ont donc suivi un enseignement universitaire en langue française. L'identité de traitement n'est dès lors pas sans justification raisonnable.

B.12.3. En sa sixième branche, le quatrième moyen n'est pas fondé.

Quant au cinquième moyen

B.13.1. Le cinquième moyen est pris de la violation de l'article 24, § 3, de la Constitution, de l'article 2 du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, de l'article 13, paragraphe 2, c), du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du droit au libre choix d'une activité professionnelle, consacré par l'article 23 de la Constitution et par l'article 6 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, des articles 10 et 11 de la Constitution et de l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme.

La partie requérante reproche à l'article 13 du décret attaqué de discriminer les étudiants qui ont acquis 45 crédits. Cet article fait une distinction entre les étudiants qui ont obtenu l'attestation de réussite à l'issue du concours de fin d'année et les étudiants qui ne l'ont pas obtenue, sans traiter de manière différente ceux qui ont obtenu au terme de l'année académique au moins 45 crédits et ceux qui n'ont pas obtenu ces 45 crédits. Or, en application du décret du 7 novembre 2013, pour la majorité des études universitaires et supérieures, l'obtention de 45 crédits est la seule condition de réussite pour accéder à l'année supérieure. L'étudiant qui a acquis au minimum 45 crédits a démontré ses capacités à poursuivre, ou au moins à accéder à, des études de sciences médicales et dentaires. L'avis de la section de législation du Conseil d'Etat est invoqué à l'appui de cette thèse.

La partie requérante reproche par ailleurs à l'article 13 de discriminer, pour les mêmes raisons, les étudiants ayant acquis 60 crédits, lesquels ont encore davantage démontré leur capacité à accéder aux études de médecine. Cette identité de traitement a en outre des conséquences plus graves pour eux, puisqu'à défaut d'attestation d'accès à la suite du programme et d'attestation de réussite du concours, ils seront non seulement empêchés d'inscrire des crédits du Bloc 2 mais seront également empêchés de s'inscrire pour l'année académique 2017-2018 au programme de Bachelier en sciences médicales ou dentaires. Ils sont donc moins bien traités que les étudiants ayant acquis moins de crédits.

La partie requérante reproche enfin à l'article 13 du décret attaqué de discriminer les étudiants qui ont réussi leur convention d'allègement puisqu'ils sont traités de la même manière que les étudiants qui n'ont pas réussi les cours prévus par leur convention d'allègement. Imposer un examen d'entrée aux étudiants qui ont démontré leur aptitude à poursuivre leurs études n'apporte aucune plus-value et ne permet pas de rencontrer l'objectif qui serait de « sauver » les effets du concours organisé en 2016-2017. Les étudiants qui ont signé la convention d'allègement au cours de l'année 2016-2017 ne pouvaient, en effet, pas présenter le concours.

B.13.2. Compte tenu de l'intérêt à agir, tel qu'il a été précisé en B.4.5, seul le troisième grief doit être examiné par la Cour.

B.13.3. Le traitement identique, quant à l'obligation de présenter un examen d'entrée et d'accès aux études en sciences médicales et dentaires, des étudiants déjà inscrits aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires qui ont acquis les crédits prévus par leur convention d'allègement et des étudiants déjà inscrits aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires qui n'ont pas acquis tous les crédits prévus par leur convention d'allègement exige, compte tenu du principe d'égalité et de non-discrimination et de la liberté et de l'égalité d'enseignement, une justification raisonnable. En effet, les premiers étudiants cités ont réussi le programme prévu par leur convention d'allègement et cette réussite doit être prise en compte pour apprécier leur capacité à poursuivre la deuxième partie de cette première année et à réussir l'examen d'entrée et d'accès, de manière à avoir accès à la suite du programme du cycle. S'il peut se justifier raisonnablement que le législateur décréteil ne permette pas à des étudiants qui ont réussi moins de la moitié de la première année de cycle de poursuivre cette première année sans réussir l'examen d'entrée et d'accès, cette justification ne suffit pas lorsque l'étudiant a réussi la moitié de cette première année.

Il ressort des travaux préparatoires cités en B.2 que le législateur décréteil oblige les étudiants déjà inscrits aux études en sciences médicales et dentaires à présenter l'examen d'entrée et d'accès s'ils n'ont pas obtenu l'attestation d'accès à la suite du programme du cycle, pour ne pas « annuler les effets du concours ».

Or, les étudiants qui, comme la partie requérante, ont suivi un programme allégé, en application de l'article 150, § 2, du décret du 7 novembre 2013, ne font pas partie de la cohorte des étudiants qui étaient tenus au concours organisé en juin 2017. Ils n'étaient pas admis à présenter ce concours d'accès à la suite du programme du cycle puisque leur programme annuel, allégé, ne leur permettait pas d'acquiescer les 60 premiers crédits du programme du cycle. C'est au terme de l'année académique 2017-2018 qu'ils auraient été tenus de présenter le concours et de se classer en ordre utile, pour autant qu'ils aient obtenu 45 crédits, si le décret attaqué n'était pas entré en vigueur. L'examen d'entrée et d'accès qu'ils sont tenus de présenter en application de l'article 13 du décret attaqué n'est pas pour eux une nouvelle chance de pouvoir poursuivre leurs études en sciences médicales ou dentaires. S'il est vrai que ces étudiants ne pouvaient pas poursuivre leurs études, faute d'attestation d'accès pour la suite du programme de cycle délivrée à la suite du concours, et qu'il peut se justifier raisonnablement de leur imposer la réussite de l'examen d'entrée et d'accès qui remplace le concours, il ne se justifie pas raisonnablement de remplacer, pour ces étudiants, l'obligation de réussir un concours d'accès en fin de première année de cycle qu'ils ne pouvaient pas présenter en 2016-2017 par l'obligation de réussir en septembre 2017 un examen d'entrée et d'accès au cycle pour pouvoir poursuivre durant l'année académique 2017-2018 le programme allégé qu'ils ont commencé et réussi durant l'année académique 2016-2017.

B.13.4. Le moyen pris de la violation des articles 10, 11 et 24, § 3, de la Constitution, combinés avec l'article 2 du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, est fondé, mais uniquement en ce que l'article 13 du décret attaqué empêche les étudiants inscrits aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires avant l'entrée en vigueur de ce décret, qui ont suivi un programme allégé et qui ont réussi les cours prévus par leur convention d'allègement, de terminer l'acquisition des 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle avant de réussir l'examen d'entrée et d'accès.

B.13.5. L'article 13 du décret attaqué doit être annulé dans la mesure indiquée en B.13.4.

Par ces motifs,
la Cour

- annule l'article 13 du décret de la Communauté française du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires, mais uniquement en ce qu'il empêche les étudiants inscrits aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires avant l'entrée en vigueur de ce décret, qui ont suivi un programme allégé et qui ont réussi les cours prévus par leur convention d'allègement, de terminer l'acquisition des 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle avant de réussir l'examen d'entrée et d'accès;

- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 30 novembre 2017.

Le greffier,
P.-Y. Dutilleux

Le président,
J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2017/206423]

Uittreksel uit arrest nr. 142/2017 van 30 november 2017

Rolnummer 6709

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 1 tot 10 en 13 tot 18 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2017 betreffende de studie geneeskunde en de studie tandheelkunde, ingesteld door Sarah Oudaha en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en E. De Groot, en de rechters L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet en R. Leysen, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 14 juli 2017 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 17 juli 2017, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 1 tot 10 en 13 tot 18 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2017 betreffende de studie geneeskunde en de studie tandheelkunde (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 april 2017) door Sarah Oudaha, Claire Maton, Frederico Caruso en Mathilde Cenne, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. L. Misson en Mr. A. Kettels, advocaten bij de balie te Luik.

Bij hetzelfde verzoekschrift vorderden de verzoekende partijen eveneens de schorsing van dezelfde decreetsbepalingen. Bij het arrest nr. 103/2017 van 1 september 2017, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 6 september 2017, heeft het Hof artikel 13 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2017 betreffende de studie geneeskunde en de studie tandheelkunde geschorst, doch enkel in zoverre het de studenten die vóór de inwerkingtreding van dat decreet zijn ingeschreven voor de studies van de eerste cyclus in de geneeskunde en in de tandheelkunde, die een verminderd programma hebben gevolgd en die geslaagd zijn voor de cursussen waarin hun verminderingsovereenkomst voorziet, verhindert om de eerste 60 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus te verwerven alvorens te slagen voor het ingangs- en toelatingsexamen.

(...)

II. In rechte

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen en de context van het bestreden decreet

B.1. De artikelen 1 tot 11 en 13 tot 18 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2017 betreffende de studie geneeskunde en de studie tandheelkunde bepalen :

« Artikel 1. § 1. Hebben alleen toegang tot de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en tot de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde met het oog op het behalen van de graad die ze bekrachtigt, de studenten die voldoen aan de algemene voorwaarden voor de toegang tot de studies van de eerste cyclus bedoeld in artikel 107 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, en die houder zijn van een slaagattest, uitgereikt na een ingangs- en toelatingsexamen voor de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde, hierna 'ingangs- en toelatingsexamen' genoemd.

§ 2. Vanaf het academiejaar 2017-2018, organiseert de Regering een ingangs- en toelatingsexamen.

Voor het academiejaar 2017-2018, wordt het ingangs- en toelatingsexamen op gecentraliseerde wijze op 8 september 2017 georganiseerd. De uiterste inschrijvingsdatum wordt op 1 augustus 2017 vastgesteld. Wegens behoorlijk met redenen omklede overmacht, kan de Regering van die datums afwijken.

Vanaf het academiejaar 2018-2019, op de voordracht van de ARES ('Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur') (Academie Onderzoek en Hoger Onderwijs), kan de Regering het ingangs- en toelatingsexamen organiseren op gecentraliseerde wijze of binnen elke universitaire instelling die ertoe wordt gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseert.

Vanaf het academiejaar 2018-2019, op de voordracht van de ARES, kan de Regering het ingangs- en toelatingsexamen een eerste keer gedurende de eerste veertien dagen van juli en een tweede keer gedurende de periode van 15 augustus tot 15 september organiseren.

Vanaf het academiejaar 2018-2019, op de voordracht van de ARES, stelt de Regering de uiterste inschrijvingsdatum(s) en de examendatum(s) vast.

§ 3. Om aan dat ingangs- en toelatingsexamen deel te nemen, schrijft de kandidaat zich in op een computerplatform dat door de ARES wordt gecentraliseerd.

Het inschrijvingsrecht voor dat examen wordt op 30,00 euro vastgesteld. Indien het examen twee keer per academiejaar wordt georganiseerd, wordt het inschrijvingsrecht bij elke inschrijving voor het examen gevorderd. Het inschrijvingsgeld wordt aan de ARES betaald en wordt door de ARES aan de kandidaat terugbetaald op voorwaarde dat deze aan het ingangs- en toelatingsexamen werkelijk deelneemt.

Bij die inschrijving vermeldt de kandidaat :

1° de keuze van de studierichting (geneeskunde of tandheelkunde);

2° of hij als verblijvende student kan worden beschouwd in de zin van artikel 1 van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs. De student bezorgt de gegevens waardoor zijn hoedanigheid van verblijvende student kan worden bewezen.

Samen met de universitaire instellingen die ertoe worden gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseren, kijkt de ARES na of de student als verblijvende student kan worden beschouwd. De ARES zendt de lijst van verblijvende studenten en niet verblijvende studenten die voor het ingangs- en toelatingsexamen ingeschreven zijn naar de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen uiterlijk de dag waarop het ingangs- en toelatingsexamen wordt georganiseerd.

Indien het examen op gecentraliseerde wijze wordt georganiseerd, vermeldt de kandidaat de universitaire instelling die ertoe wordt gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseert, waarin hij zijn studie wenst voort te zetten als hij slaagt.

Indien het examen wordt georganiseerd binnen elke universitaire instelling die ertoe wordt gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseert, vermeldt de kandidaat de universitaire instelling waarin hij het ingangs- en toelatingsexamen wenst af te leggen. Als hij slaagt, zet de kandidaat zijn studie voort bij dezelfde universitaire instelling.

De kandidaat kan zijn inschrijving vóór het ingangs- en toelatingsexamen intrekken tot uiterlijk drie werkdagen vóór de datum van het examen. Het in het tweede lid bedoelde inschrijvingsgeld wordt hem dan door de ARES terugbetaald.

§ 4. Indien het examen wordt georganiseerd in alle universitaire instellingen die ertoe worden gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseren, zendt de ARES, na de uiterste inschrijvingsdatum en vóór de organisatie van het examen, naar die instellingen de lijst van de kandidaten die voor het examen ingeschreven zijn.

§ 5. In afwijking van § 1, worden ook tot de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en tot de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde toegelaten, de studenten die, om een bijzondere beroepstitel te behalen, in het kader van hun cursus master specialisatie in de geneeskunde of in de tandheelkunde, het onderwijs van de eerste cyclus of de tweede cyclus respectief in de tandheelkunde of in de geneeskunde moeten volgen.

§ 6. De studenten die zich voor de studie van de eerste cyclus en de tweede cyclus in de geneeskunde en in de tandheelkunde wensen in te schrijven, met uitzondering van de master specialisatie, en die studiepunten hebben verworven of opgeteld op grond van een academische graad voor de verwerving waarvan de in § 1 vermelde bijkomende voorwaarde niet van toepassing is, leggen het ingangs- en toelatingsexamen af.

Art. 2. § 1. Voor alle universitaire instellingen die ertoe worden gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseren, wordt een examencommissie opgericht voor het ingangs- en toelatingsexamen voor de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde van de Franse Gemeenschap, hierna 'examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen' genoemd.

De examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen staat onder toezicht van één van de commissarissen of afgevaardigden van de Regering die bij een universiteit worden aangewezen. De Regering wijst, op de voordracht van die commissarissen en afgevaardigden, de commissaris of afgevaardigde belast met dat toezicht aan.

§ 2. De examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen bepaalt de vragen van het examen en de nadere regels voor de evaluatie ervan, alsook de redelijke aanpassingen bedoeld bij het decreet van 30 januari 2014 betreffende het inclusief hoger onderwijs.

§ 3. De Regering wijst de leden van de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen aan, op de voordracht van de in § 1 bedoelde universitaire instellingen. Ze worden aangewezen uit de werkende of emeritus leden van het academisch corps van de universitaire instellingen die ertoe worden gemachtigd de studie van de eerste cyclus

in de geneeskunde en/of de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseren. Hun aantal is 10; dit is 2 per universitaire instelling. De examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen heeft een voorzitter en een ondervoorzitter. De ondervoorzitter van de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen kan de voorzitter vervangen. De ARES neemt het secretariaat van de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen waar.

De examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen kan zich, in het kader van haar opdrachten, laten bijstaan door deskundigen die onder haar verantwoordelijkheid worden aangewezen. De inspecteurs van het gewoon secundair onderwijs die de functies uitoefenen die bedoeld zijn in artikel 28, 8°, 17°, 19° en 20°, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs nemen deel aan de werkzaamheden van de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen. Ze worden, op de voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal, gezamenlijk door de minister van leerplichtonderwijs en de minister van hoger onderwijs aangewezen.

Op verzoek van de examencommissie, kunnen de deskundigen de beraadslaging van de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen met adviserende stem bijwonen. De inspecteurs nemen geen deel aan de beraadslaging van die examencommissie.

Het mandaat van de leden van de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen duurt één jaar en wordt stilzwijgend hernieuwd.

De examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen stelt haar huishoudelijk reglement vast en legt dit aan de Regering ter goedkeuring voor.

Art. 3. Het ingangs- en toelatingsexamen voor de studie geneeskunde en/of de studie tandheelkunde wordt in de vorm van een schriftelijke proef georganiseerd, bestaande uit twee delen, en heeft betrekking op de volgende vakken :

Deel 1 : kennis en begrip van wetenschappelijke vakken :

- a) biologie;
- b) scheikunde;
- c) natuurkunde;
- d) wiskunde.

Deel 2 : communicatie en kritische analyse van informatie :

- a) evaluatie van de bekwaamheid op het vlak van redenering, analyse, integratie, synthese, argumentatie, kritische zin en conceptualisering;
- b) evaluatie van de bekwaamheid om te communiceren en om de conflictueuze of potentieel conflictueuze situaties gewaar te worden;
- c) evaluatie van de bekwaamheid om de ethische dimensie van de te nemen beslissingen en de gevolgen ervan voor de individuele personen en de samenleving gewaar te worden;
- d) evaluatie van de bekwaamheid tot empathie, medelijden, rechtvaardigheid en respect.

Op de voordracht van de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen, stelt de Regering het gedetailleerde programma van het examen vast.

Om voor het ingangs- en toelatingsexamen te slagen, moet de kandidaat een gemiddelde van minstens 10/20 voor elk deel behalen, met minstens 8/20 voor elk onderwerp van beide delen van het examen. Om het globale cijfer te krijgen, telt de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen de voor elk deel gekregen gemiddelden op.

Art. 4. § 1. De ARES zorgt voor het beheer en de materiële en administratieve organisatie van het in artikel 1 bedoelde ingangsexamen, overeenkomstig de opdrachten die bepaald zijn in artikel 21, 5°, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

§ 2. De examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen neemt de academische verantwoordelijkheid voor het examen op.

Art. 5. Vanaf het begrotingsjaar 2017 wordt elk jaar een globale subsidie van achthonderdduizend euro (800.000 euro) aan de ARES toegekend, met het oog op het beheer en de administratieve en materiële organisatie van het ingangsexamen en de oriëntatietest voor de gezondheidssector. Ze wordt jaarlijks geïndexeerd overeenkomstig de formule die bepaald is in artikel 29, § 4, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling. De ARES kan een deel van dat bedrag aan de betrokken instellingen toekennen met het oog op de materiële en logistieke organisatie van het ingangs- en toelatingsexamen.

Art. 6. § 1. Uiterlijk binnen de 3 dagen volgend op de beraadslaging, deelt de voorzitter van de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen de kandidaten de resultaten van het examen door toedoen van de ARES mee, en zendt de lijst van de geslaagden naar de universitaire instellingen die ertoe worden gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseren.

Uiterlijk binnen de 10 dagen volgend op de organisatie van het examen, reikt de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen door toedoen van de ARES aan de kandidaten die geslaagd zijn een attest uit dat het bewijs levert dat ze voor het ingangs- en toelatingsexamen geslaagd zijn. Onverminderd de andere toelatingsoverwaarden, wordt de student die houder is van dat attest ingeschreven bij de universitaire instelling die werd vastgesteld bij zijn inschrijving voor het examen overeenkomstig artikel 1, § 3.

Dat attest van slagen voor het examen geldt alleen voor het onmiddellijk hierop volgende academiejaar. Het is persoonlijk en niet overdraagbaar. Bij overmacht, behoorlijk vastgesteld door de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen, kan dat attest geldig worden gemaakt voor de twee volgende academiejaren.

§ 2. Wanneer de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen beraadslaagt, past ze het volgende stelsel toe : voor elke studierichting wordt een T-aantal bepaald, gelijk aan het totale aantal kandidaten die voor het in artikel 1 bedoelde ingangs- en toelatingsexamen geslaagd zijn alsook een NV-aantal voor elke studierichting, gelijk aan het aantal kandidaten die voor het ingangs- en toelatingsexamen geslaagd zijn en die niet beschouwd worden als verblijvende studenten in de zin van artikel 1 van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs.

Wanneer de verhouding tussen dat NV-aantal en het T-aantal een percentage bereikt dat hoger is dan 30 %, wordt een rangschikking door de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen uitgevoerd onder de kandidaten die voor het ingangsexamen geslaagd zijn en die niet als verblijvende studenten kunnen worden beschouwd, om de kandidaten aan te wijzen aan wie een slaagattest zal worden uitgereikt. De examencommissie rangschikt die kandidaten in dalende volgorde van de globale cijfers die worden behaald door elk van de kandidaten voor het ingangs- en toelatingsexamen. Ze kent de slaagattesten toe aan de kandidaten die voor het ingangsexamen geslaagd zijn en die batig gerangschikt zijn, totdat het percentage van kandidaten die niet als verblijvende studenten kunnen worden beschouwd 30 % uitmaakt van het totaal aantal geslaagden.

Op het einde van die procedure, wordt voor elke studierichting een G-aantal vastgesteld, gelijk aan het aantal studenten die houder zijn van een attest van slagen voor het examen.

Art. 7. De kandidaat kan het ingangs- en toelatingsexamen alleen afleggen gedurende een academiejaar binnen de 5 academiejaren volgend op de datum waarop het examen voor de eerste keer werd afgelegd, behoudens overmacht die door de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen behoorlijk wordt vastgesteld.

Art. 8. Voor de academiejaren 2017-2018 en 2018-2019, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep B, bedoeld in artikel 28 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, aangepast, door het totale aantal studenten in de geneeskunde die ingeschreven zijn voor een studieprogramma houdende de eerste 60 studiepunten van de eerste cyclus van de studie in de universitaire instellingen bedoeld in artikel 25, a), b), c) en f), over die zelfde instellingen te verdelen volgens de volgende formule : het G-aantal betreffende de studierichting geneeskunde, vastgesteld in artikel 6, § 2, wordt vermenigvuldigd met de volgende verdelingspercentages :

1. Université de Liège : 20,88 %;
2. Université catholique de Louvain : 27,06 %;
3. Université libre de Bruxelles : 18,94 %;
4. Université de Mons : 11,15 %;
5. Université de Namur : 21,97 %.

Voor het academiejaar 2018-2019, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep B van elke instelling aangepast, door de in het eerste lid bedoelde verdeling toe te passen op de studenten van de eerste cyclus in de geneeskunde die minstens 45 studiepunten hebben verworven en zich niet op het einde van de cyclus bevinden.

Vanaf het academiejaar 2019-2020, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep B van elke instelling aangepast, door de in het eerste lid bedoelde verdeling toe te passen op alle studenten van de eerste cyclus in de geneeskunde.

Voor de academiejaren 2020-2021 en 2021-2022, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep C, bedoeld in artikel 28 van die zelfde wet, aangepast, door het totale aantal studenten in de geneeskunde die ingeschreven zijn voor een studieprogramma houdende de 60 eerste studiepunten van de tweede studiecycclus in de in artikel 25, a), b), c) bedoelde universitaire instellingen te verdelen over die zelfde instellingen volgens de volgende percentages :

- 1° Université de Liège : 22,55 %;
- 2° Université catholique de Louvain : 49,97 %;
- 3° Université libre de Bruxelles : 27,48 %.

Voor het academiejaar 2021-2022, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep C van elke instelling aangepast, door de in het vierde lid bedoelde verdeling toe te passen op de studenten van de tweede cyclus in de geneeskunde die minstens 45 studiepunten hebben verworven maar die zich niet op het einde van de cyclus bevinden.

Vanaf het academiejaar 2022-2023, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep C van elke instelling aangepast, door de in het vierde lid bedoelde verdeling toe te passen op alle studenten van de tweede cyclus in de geneeskunde.

Art. 9. Voor de academiejaren 2017-2018 en 2018-2019, wordt de berekening van het aantal studenten van groep B, bedoeld in artikel 28 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, eveneens aangepast, door het totale aantal studenten in de tandheelkunde die ingeschreven zijn voor een studieprogramma houdende de eerste 60 studiepunten van de eerste cyclus van de studie in de universitaire instellingen bedoeld in artikel 25, a), b), c), over die zelfde instellingen te verdelen volgens de volgende formule : het G-aantal betreffende de studierichting tandheelkunde, vastgesteld in artikel 6, § 2, wordt vermenigvuldigd met de volgende verdelingspercentages :

- 1° Université de Liège : 25,96 %;
- 2° Université catholique de Louvain : 38,69 %;
- 3° Université libre de Bruxelles : 35,35 %.

Voor het academiejaar 2018-2019, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep B van elke instelling eveneens aangepast, door de in het eerste lid bedoelde verdeling toe te passen op de studenten van de eerste cyclus in de tandheelkunde die minstens 45 studiepunten hebben verworven en die zich niet op het einde van de cyclus bevinden.

Vanaf het academiejaar 2019-2020, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep B van elke instelling eveneens aangepast, door de in het eerste lid bedoelde verdeling toe te passen op alle studenten van de eerste cyclus in de tandheelkunde.

Voor het academiejaar 2020-2021, wordt de berekening van het aantal studenten van groep C, bedoeld in artikel 28 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, verricht, door het totale aantal studenten in de tandheelkunde die ingeschreven zijn voor een studieprogramma houdende de eerste 60 studiepunten van de tweede cyclus van de studie in de universitaire instellingen bedoeld in artikel 25, a), b) en c), over die zelfde instellingen te verdelen volgens de volgende verdelingspercentages :

- 1° Université de Liège : 22,41 %;
- 2° Université catholique de Louvain : 38,58 %;
- 3° Université libre de Bruxelles : 39,01 %.

Vanaf het academiejaar 2021-2022, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep C van elke instelling eveneens aangepast, door de in het vierde lid bedoelde verdeling toe te passen op alle studenten van de tweede cyclus in de tandheelkunde.

Art. 10. De in de artikelen 8 en 9 bedoelde financieringsstelsels zijn van toepassing tot 2026.

Art. 11. Artikel 110/3, § 2, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

‘ In afwijking van het eerste lid, voor het academiejaar 2016-2017, wordt het aantal attesten voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus in de geneeskunde verdeeld als volgt : 135 attesten voor de “ Université de Liège ”, 176 attesten voor de “ Université catholique de Louvain ”, 123 attesten voor de “ Université libre de Bruxelles ”, 72 attesten voor de “ Université de Mons ” en 143 attesten voor de “ Université de Namur ”.

In afwijking van het eerste lid, voor het academiejaar 2016-2017, wordt het aantal attesten voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus in de tandheelkunde verdeeld als volgt : 23 attesten voor de “ Université de Liège ”, 34 attesten voor de “ Université catholique de Louvain ”, en 32 attesten voor de “ Université libre de Bruxelles ”. ’ ».

« Art. 13. De studenten die ingeschreven zijn voor de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en in de tandheelkunde vóór de inwerkingtreding van dit decreet en die geen attest voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus, uitgereikt op het einde van het vergelijkend examen, hebben bekomen, moeten het in artikel 1 bedoelde ingangs- en toelatingsexamen afleggen om in hun studieprogramma de onderwijsseenheden van het vervolg van het programma van de eerste cyclus in de geneeskunde en in de tandheelkunde op te kunnen nemen.

Met het oog op de inschrijving van die studenten voor het ingangs- en toelatingsexamen, zendt elke universitaire instelling die ertoe wordt gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseert, voor uiterlijk 31 juli 2017, de lijst van de studenten die gedurende het academiejaar 2016-2017 ingeschreven waren in de geneeskunde en in de tandheelkunde, naar de ARES. Ze worden geacht ingeschreven te zijn voor het ingangs- en toelatingsexamen. In afwijking van artikel 1, § 3, worden ze vrijgesteld van de betaling van het geld van de inschrijving voor het examen.

Art. 14. Voor het academiejaar 2016-2017, worden de attesten bedoeld in artikel 110/4, § 2, van het decreet van 7 november 2013 door de examencommissie uiterlijk op 5 september 2017 uitgereikt.

HOOFDSTUK III. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 15. In artikel 4, eerste lid, van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs, worden de woorden ' met uitzondering van 4^o en 5^o ' ingevoegd tussen de woorden ' voor iedere cursus bedoeld bij artikel 3 ' , en de woorden ' wordt een aantal T bepaald ' .

Art. 16. In artikel 5 van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o tussen het eerste lid en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt : ' Bij afwijking daarvan, dienen de studenten die een aanvraag om inschrijving in een cursus bedoeld in artikel 3, 4^o en 5^o indienen, hun aanvraag om inschrijving in volgens de regels die door de universitaire instellingen nader bepaald worden. ' ;

2^o in het vierde lid worden de woorden ' met uitzondering van 4^o en 5^o ' ingevoegd tussen de woorden ' voor een van de cursussen bedoeld bij artikel 3 ' en de woorden ' ten laatste ' .

Art. 17. In het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o afdeling I/1 ' Bijzondere bepalingen betreffende de studies medische wetenschappen en tandheelkundige wetenschappen ' bestaande uit de artikelen 110/1 tot 110/7 wordt opgeheven, met uitzondering van het eerste tot zevende lid van artikel 110/1, § 1, en artikel 110/2, dat voor het academiejaar 2017-2018 geldig blijft;

2^o in artikel 110/1, § 1, tweede lid, worden de woorden ' Die test wordt in de vorm van een schriftelijke proef georganiseerd ' vervangen door de woorden ' Er wordt een oriëntatietest in de gezondheidssector in de diergeneeskunde georganiseerd in de vorm van een schriftelijke proef. ' ;

3^o artikel 150, § 2, wordt opgeheven.

Art. 18. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2017, met uitzondering van de artikelen 11, 12 en 14, die voor het academiejaar 2016-2017 uitwerking hebben, en van de artikelen 15 tot 17, die voor het academiejaar 2017-2018 in werking treden ».

B.2. Uit de parlementaire voorbereiding van het bestreden decreet blijkt dat de doelstelling van de decreetgever de volgende is :

« Dit decreet, voert, zonder dat het de instemming van de Regering van de Federatie Wallonië-Brussel met het mechanisme van het toegangsexamen weergeeft, een dergelijk mechanisme in met de bedoeling de uitreiking van een RIZIV-attest door de federale Staat, te garanderen aan de gediplomeerde studenten van de tweede cyclus in de medische en tandheelkundige wetenschappen.

Deze regeling voert dus ook een toegangsexamen in, dat op gecentraliseerde wijze wordt georganiseerd voor het academiejaar 2017-2018 door het ARES (Académie de Recherche et Enseignement Supérieur) en waarbij het welslagen ervoor een toelatingsvoorwaarde is tot de studiecycclus " (Parl. St., Parlement van de Franse Gemeenschap, 2016-2017, nr. 410/1, p. 4).

Volgens de memorie van toelichting heeft de decreetgever voor de regeling van het toegangsexamen gekozen veeleer dan voor het vergelijkend examen dat « een selectiemechanisme blijft waaraan de Federatie Wallonië-Brussel voorkeur geeft in zoverre het de studenten toelaat zich in de cursus te integreren en hun kennis in voorkomend geval te valoriseren voor andere studierichtingen » (*ibid.*, p. 5) :

« de organisatie van een vergelijkend examen, mocht dat worden ingevoerd bij de aanvang van de studies, wordt onmogelijk gemaakt door de moeilijkheden die de federale Regering ondervindt om precieze betrouwbare en gerespecteerde cijfers te geven in verband met de volgende federale planning. De recente evoluties naar aanleiding van beroepen ingediend door studenten die geen attest van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus hebben verkregen, hebben immers aangetoond dat het federale mechanisme niet vast stond, aangezien gebleken is dat men geen quota kon geven in overeenstemming met de situatie die men beweerde te regelen. Een vergelijkend examen dat wordt georganiseerd bij aanvang van de studies heeft enkel zin indien het kan worden gebaseerd op betrouwbare, objectieve en gestabiliseerde gegevens, die moeten worden vastgesteld door de federale overheid. Naast diegenen die in het geding werden gebracht zijn er echter andere die het voorwerp hebben uitgemaakt van politieke beslissingen waarbij de wetenschappelijke inbreng van de Planningscommissie werd ontkend. Het blijkt dat, door een gebrek aan voorzorg of vastberadenheid van de federale Regering, enkel een mechanisme van toegangsexamen, dat dus niet de bedoeling heeft een vooraf bepaald aantal laureaten te filteren, thans de meest stabiele formule voor voorstel blijkt te zijn.

De regeling van het toegangsexamen kan enkel worden aangenomen in zoverre die het mogelijk maakt om af te stemmen op de vereisten van de federale Regering, die *de facto* de aan de Federatie Wallonië-Brussel geboden mogelijkheden beperken. De organisatie van het toegangsexamen moet dus worden gezien in het licht van zekerheid dat een getuigschrift van een RIZIV-nummer wordt toegekend aan de studenten die thans zijn ingeschreven in de beide opleidingsrichtingen » (*ibid.*, p. 5).

Wat betreft « de overgangsregeling voor de ' geslaagde studenten die hun studies niet mogen voortzetten ' van het academiejaar 2016-2017 », wordt naar aanleiding van het advies van de Raad van State, in de memorie van toelichting de gelijke behandeling van de studenten die 45 studiepunten hebben behaald en die geen attest voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus bezitten en de studenten die niet 45 van de eerste 60 studiepunten van de cyclus hebben behaald als volgt verantwoord :

« Er wordt aan herinnerd dat het mechanisme van het vergelijkend examen zoals toegepast krachtens het decreet van 9 juli 2015 betreffende de studies medische wetenschappen en tandheelkundige wetenschappen twee voorwaarden invoert voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus, namelijk 45 studiepunten behaald hebben en een attest van toelating bezitten. De student die niet beantwoordt aan die twee voorwaarden kan geen toegang hebben tot het vervolg van het programma. Het blijkt dat de student die minder dan 45 studiepunten heeft behaald en diegene die meer dan 45 studiepunten heeft behaald maar die niet het attest heeft verkregen zich beiden in een situatie bevinden die hen verhindert toegang te hebben tot het vervolg van het programma van de cyclus. Teneinde de overgang te

verzekeren tussen het mechanisme van het vergelijkend examen dat wordt georganiseerd op het einde van het eerste jaar van de eerste cyclus en dat van het examen dat wordt georganiseerd bij aanvang van de eerste cyclus, bepaalt de regeling dat elke student die geen toegang kan hebben tot het vervolg van het programma van de cyclus een toegangsexamen moet afleggen. Zo niet zal de enige manier om de discriminatie te beëindigen waarop de Raad van State heeft gewezen erin bestaan alle studenten die 45 studiepunten hebben behaald toe te laten zich in te schrijven voor het vervolg van het programma van de cyclus. Dat zou erop neerkomen dat de gevolgen van het vergelijkend examen worden vernietigd, terwijl het mechanisme van het decreet van 9 juli niet door de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State werd verworpen » (*ibid.*, p. 7).

Voor de bevoegde Kamercommissie van het Parlement van de Franse Gemeenschap is in verband met de overgang van de regeling van het vergelijkend examen die nog van toepassing is in juni 2017 naar het mechanisme van het toegangsexamen en toelatingsexamen dat zal worden toegepast vanaf de maand september, gepreciseerd :

« Teneinde de overgang te verzekeren tussen de twee modellen en onverminderd de gevolgen die het dossier, om de talrijke door de heer minister Marcourt aangehaalde redenen, zou kunnen hebben voor het gerecht, zullen enkel de studenten die thans zijn ingeschreven in een programma van het eerste jaar van de eerste cyclus die, na de beraadslagingen van september eerstkomend 45 studiepunten hebben behaald en het attest van het vergelijkend examen bezitten, hun opleidingen kunnen voortzetten. Zelfs indien ze studiepunten hebben behaald, zullen de andere studenten het toegangsexamen en toelatingsexamen moeten afleggen. Aldus worden allen op voet van gelijkheid geplaatst voor de ingevoerde proef. Teneinde hun inschrijving voor het examen te verzekeren, zullen alle lijsten van studenten die zijn ingeschreven in de cursussen worden overgezonden aan het ARES met het oog op een inschrijving voor het examen.

Ten slotte verzekert artikel 12, zoals reeds is aangehaald, een juridische basis voor de geslaagde studenten van de zomer 2016 die hun studies niet mogen voortzetten. Het regulariseert de situatie van de geslaagde studenten die hun studies niet mogen voortzetten die worden beoogd in de beschikkingen van de Rechtbank van eerste aanleg te Namen en de Rechtbank van eerste aanleg te Nijvel van 20 september 2016 » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2016-2017, nr. 410/3, p. 6).

Ten aanzien van de afstand

B.3.1. De vierde verzoekende partij, die is geslaagd voor het op 8 september 2017 georganiseerde toegangsexamen, heeft het Hof, in de memorie van antwoord van de verzoekende partijen, meegedeeld dat zij afstand doet van het beroep tot vernietiging.

B.3.2. Niets verzet zich ertegen dat het Hof die afstand toewijst.

Ten aanzien van het belang van de verzoekende partijen

B.4.1. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

B.4.2. De eerste drie verzoekende partijen waren ingeschreven voor Blok 1 van het programma van Bachelor in de geneeskunde of tandheelkunde voor het academiejaar 2016-2017 en hebben, met toepassing van artikel 150, § 2, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studie, op het einde van de zitting van januari 2017 een verminderingsovereenkomst gesloten.

De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van de artikelen 1 tot 10 en 13 tot 18 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2017 betreffende de studie geneeskunde en de studie tandheelkunde. Zij doen gelden dat de vereisten van bezit van een attest voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus van Bachelor in de medische of tandheelkundige wetenschappen of van een attest van het slagen voor het toegangsexamen hun recht om de hogere studies van hun keuze voort te zetten, beperken en aldus afbreuk doen aan dat recht.

B.4.3. Met toepassing van artikel 100, § 1, van het voormelde decreet van de Franse Gemeenschap van 7 november 2013 kan de student zich inschrijven voor het vervolg van het programma van de cyclus indien hij 45 van de 60 op het programma van de student van Blok 1 opgenomen studiepunten behaalt.

Artikel 110/2, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013, ingevoegd bij artikel 3 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 9 juli 2015 betreffende de studies medische wetenschappen en tandheelkundige wetenschappen verplicht de student die zich wil inschrijven voor het vervolg van het programma van de eerste cyclus bovendien ertoe een toelatingsattest te verkrijgen. Het bepaalt immers :

« Voor de toepassing van artikel 100, § 2, boven de eerste 60 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus, kunnen alleen de studenten die houder zijn van een attest van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus in hun studieprogramma de onderwijsseenheden van het vervolg van het programma van de eerste cyclus in de medische wetenschappen of tandheelkundige wetenschappen opnemen. ».

Artikel 110/3 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« § 1. Elk jaar, vóór 30 juni, stelt de Regering het globale aantal toelatingsattesten bedoeld in artikel 110/2 vast, die gedurende het volgende academiejaar zullen worden uitgereikt, rekening houdend met, inzonderheid, het aantal gediplomeerden van de tweede cyclus die toegang zullen krijgen tot bijzondere beroepstitels krachtens de federale wetgeving over de planning van het medisch aanbod.

Zo niet, dan wordt het aantal toelatingsattesten verlengd voor het volgende academiejaar.

§ 2. Wanneer de Regering het globale aantal toelatingsattesten vaststelt, bepaalt ze, voor elke universiteit, het aantal toelatingsattesten die gedurende het volgende academiejaar zullen worden uitgereikt.

De verdeling over de universitaire instellingen geschiedt volgens het principe ' de sterkste blijft over ', door 20,88 procent van de attesten van toegang tot het vervolg van het programma in de medische wetenschappen toe te kennen aan de ' Université de Liège ', 27,06 procent aan de ' Université catholique de Louvain ', 18,94 procent aan de ' Université libre de Bruxelles ', 11,15 procent aan de ' Université de Mons ' en 21,97 procent aan de ' Université de Namur '.

De verdeling over de universitaire instellingen geschiedt volgens het principe ' de sterkste blijft over ', door 25,96 procent van de attesten van toegang tot het vervolg van het programma in de tandheelkundige wetenschappen toe te kennen aan de ' Université de Liège ', 38,69 procent aan de ' Université catholique de Louvain ', en 35,35 procent aan de ' Université libre de Bruxelles '.

Die verdelingen worden voor hoogstens 9 jaar vastgesteld. Vanaf het academiejaar 2024-2025, stelt de Regering voor de 9 volgende jaren de verdelingen over de instellingen vast.

In afwijking van het eerste lid, voor het academiejaar 2016-2017, wordt het aantal attesten voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus in de geneeskunde verdeeld als volgt : 135 attesten voor de ' Université de Liège ', 176 attesten voor de ' Université catholique de Louvain ', 123 attesten voor de ' Université libre de Bruxelles ', 72 attesten voor de ' Université de Mons ' en 143 attesten voor de ' Université de Namur '.

In afwijking van het eerste lid, voor het academiejaar 2016-2017, wordt het aantal attesten voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus in de tandheelkunde verdeeld als volgt : 23 attesten voor de ' Université de Liège ', 34 attesten voor de ' Université catholique de Louvain ', en 32 attesten voor de ' Université libre de Bruxelles ' ».

Artikel 110/4 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

«   1. Er wordt een vergelijkend examen georganiseerd binnen elke instelling die de cursus van de eerste cyclus in de medische wetenschappen en in de tandheelkundige wetenschappen organiseert om de attesten van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus uit te reiken.

De evaluatie van elk van de onderwijseenheden van het tweede kwadrimester wordt in twee delen georganiseerd : het eerste deel beoogt het behalen van studiepunten die overeenstemmen met de onderwijseenheden van het tweede kwadrimester, het tweede deel beoogt de toekenning van cijfers voor de rangschikking bij het vergelijkend examen. Binnen de drie jaar volgend op de inwerkingtreding van dit decreet, vergewissen alle betrokken universiteiten zich ervan dat minstens de helft van de evaluatie van dat tweede deel gemeen is en wordt, in voorkomend geval, georganiseerd door de betrokken universiteiten.

Het tweede deel van de in het vorige lid bedoelde evaluatie wordt alleen  en keer in een academiejaar georganiseerd, bij de periode voor de evaluatie op het einde van het tweede kwadrimester.

Het vergelijkend examen kan niet worden gesplitst. Ongeacht de kredieten die reeds werden verworven of behouden voor de onderwijseenheden van het tweede kwadrimester, legt de student het gehele tweede deel van de evaluaties van de onderwijseenheden van het tweede kwadrimester af.

Voor de studenten die de programmavermindering bedoeld in de artikelen 150,   2, 2 , en 151, genieten, betreffende het programma van de 60 eerste studiepunten van het studieprogramma, worden alleen toegelaten het tweede deel van de evaluatie van de onderwijseenheden af te leggen, de studenten waarvan het jaarprogramma het mogelijk maakt, op het einde van het lopende academiejaar, de eerste 60 studiepunten van het programma van de cyclus te verwerven of te behouden.

Voor de toepassing van het tweede lid kan het in artikel 79,   1, eerste lid, bedoelde uitzonderlijke stelsel niet worden gebruikt.

  2. Naast de artikelen 139 en 140, voor het uitreiken van de in artikel 110/2 bedoelde attesten, nadat op het einde van het tweede kwadrimester over de 60 eerste studiepunten van het studieprogramma in de medische of tandheelkundige wetenschappen werd beraadslaagd, telt de examencommissie, voor elke student, de cijfers, gewogen op grond van de studiepunten die overeenstemmen met de onderwijseenheden, behaald voor het tweede deel van de evaluatie van de onderwijseenheden van het tweede kwadrimester, op, en rangschikt de studenten in dalende volgorde van de som van die cijfers.

De in paragraaf 1 bedoelde attesten worden door de examencommissie uiterlijk op 13 september uitgereikt, in de volgorde van de rangschikking van het vergelijkend examen en binnen de perken van de beschikbare attesten, op voorwaarde dat de student minstens 45 van de eerste 60 studiepunten van het programma van de studies van de eerste cyclus heeft behaald.

Wanneer de examencommissie de attesten van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus uitreikt, beslist ze, in geval van *ex aequo*, tussen studenten op grond van het gemiddelde van de uitslagen die werden behaald voor het eerste deel van de evaluatie van de onderwijseenheden van het tweede kwadrimester.

Wanneer in een instelling op het einde van het academiejaar minder attesten voor de toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus worden uitgereikt dan het toegelaten aantal, wordt het aantal overblijvende attesten opgeteld bij het aantal attesten dat, voor die instelling, voor het volgende academiejaar wordt vastgesteld.

  3. Wanneer de examencommissie de attesten van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus uitreikt, past ze het volgende stelsel toe : er wordt voor elke instelling een T-aantal vastgesteld, dat gelijk is aan het aantal toegangsattesten dat voor elke instelling wordt toegelaten, alsook een NR-aantal dat gelijk is aan het aantal studenten die niet worden beschouwd als studenten die hun hoofdverblijfplaats in België hebben in de zin van artikel 1 van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs.

Wanneer de verhouding tussen het NR-aantal en het T-aantal een percentage bereikt dat hoger is dan 30 % , kent de examencommissie de attesten toe, volgens de overeenkomstig   1 bepaalde rangschikking, aan die studenten binnen de perken van het percentage van 30 % van de aantallen die voor elke betrokken universiteit worden toegelaten.

  4. Dat attest geeft recht op de inschrijving voor het vervolg van het programma van de cyclus voor alleen het volgende academiejaar. Het is persoonlijk en niet overdraagbaar. In geval van overmacht die door de academische autoriteiten van de instelling behoorlijk wordt vastgesteld, kan dat attest voor een volgend academiejaar geldig worden verklaard ».

Artikel 110/5 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

« De studiepunten die worden behaald door een student die geen attest van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus heeft gekregen, kunnen in aanmerking worden genomen met het oog op een individuele toelating tot elke cursus van de eerste cyclus, ongeacht de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde instelling waar de student zich in het vervolg inschrijft, overeenkomstig artikel 117 ».

Artikel 110/6 van het decreet van 7 november 2013 bepaalt :

«   1. De student kan het vergelijkend examen in de medische of tandheelkundige wetenschappen alleen gedurende twee opeenvolgende academiejaren afleggen, behalve in geval van overmacht die door de academische autoriteiten van de instelling waar de student ingeschreven is, behoorlijk wordt vastgesteld.

  2. De student die niet 45 studiepunten van de eerste 60 studiepunten van het studieprogramma heeft behaald, kan zich  en keer opnieuw inschrijven in een studieprogramma in de medische of tandheelkundige wetenschappen, zoals bedoeld in artikel 100,   1, eerste lid.

  3. Zonder dat afwijking kan worden toegestaan van artikel 5 van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies, en onverminderd de behaalde studiepunten, kan de student die minstens 45 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus heeft behaald maar die geen attest van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus heeft gekregen, zich opnieuw inschrijven voor een studieprogramma in de medische of tandheelkundige wetenschappen, zoals bedoeld in artikel 100,   1, eerste lid, om deel te nemen aan de leeractiviteiten en onderwijseenheden waarvan hij de studiepunten niet heeft behaald, en het tweede deel van de in artikel 110/4,   1 bedoelde evaluatie  en keer afleggen.

  4. De student die minstens 45 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus heeft behaald maar die geen attest van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus heeft gekregen, kan ook de studiepunten laten gelden die hij heeft behaald met het oog op een gecumuleerde inschrijving voor een studieprogramma van een studiegebied bedoeld in artikel 83,   1, 14  tot 16 . De student laat zich inschrijven overeenkomstig artikel 99. Zijn studieprogramma wordt geldig verklaard door de examencommissie overeenkomstig de voorwaarden van artikel 100,   2.

De student betaalt alleen het inschrijvingsgeld betreffende de in het eerste lid bedoelde studieprogramma.

Bij de evaluaties van het einde van het tweede kwadrimester van dat studieprogramma, kan hij het tweede deel van de in artikel 110/4, § 1 bedoelde evaluatie één enkele keer opnieuw afleggen, met het oog op het bekomen van het attest van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus in de medische wetenschappen of in de tandheelkundige wetenschappen ».

B.4.4. Artikel 17, 1^o, van het bestreden decreet heft de artikelen 110/1 tot 110/7 van het decreet van 7 november 2013 op, met uitzondering van het tweede lid tot het zevende lid van artikel 110/1, § 1, en van artikel 110/2 dat in werking blijft voor het academiejaar 2017-2018.

B.4.5. Artikel 13 van het bestreden decreet verplicht de verzoekende partijen ertoe het in artikel 1 van het bestreden decreet bedoelde ingangs- en toelatingsexamen af te leggen daar zij vóór de inwerkingtreding van dit decreet voor de studies van de eerste cyclus in de geneeskunde en tandheelkunde waren ingeschreven en daar zij het attest voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus dat na het vergelijkend examen wordt uitgereikt, niet hebben verkregen.

De eerste drie verzoekende partijen konden dat toelatingsattest, met toepassing van artikel 110/4, § 1, vijfde lid, aangehaald in B.3.4, niet verkrijgen.

Uit de elementen van het dossier blijkt dat de eerste en de derde verzoekende partij hebben beslist hun studies geneeskunde en tandheelkunde op te geven. Die partijen doen bijgevolg niet meer blijken van een belang om in rechte te treden. De tweede verzoekende partij heeft daarentegen de studiepunten behaald waarin haar verminderingsovereenkomst voorziet en heeft het op 8 september 2017 georganiseerde ingangsexamen afgelegd maar is daarvoor niet geslaagd.

Hieruit vloeit voort dat de tweede verzoekende partij doet blijken van een belang om artikel 13 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2017 te bestrijden, in zoverre het de studenten die zijn ingeschreven voor Blok 1 van het programma van Bachelor in de geneeskunde of tandheelkunde voor het academiejaar 2016-2017 en die, met toepassing van artikel 150, § 2, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 7 november 2013, op het einde van de zittijd van januari 2017 een verminderingsovereenkomst hebben gesloten en derhalve het attest van toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus dat na afloop van het vergelijkend examen wordt uitgereikt, niet konden verkrijgen, ertoe verplicht het in artikel 1 van het bestreden decreet beoogde ingangs- en toelatingsexamen af te leggen, alsook om de artikelen 1 tot 10 en 14 tot 18 van dat decreet te bestrijden, in zoverre zij een verband vertonen met die aldus beperkte grief betreffende artikel 13.

Ten aanzien van het onderwerp van het beroep

B.5.1. In het verzoekschrift vordert de verzoekende partij de vernietiging van de artikelen 1 tot 10 en 13 tot 18 van het bestreden decreet. In de memorie van antwoord vordert zij eveneens de vernietiging van artikel 11 van dat decreet, dat door een materiële vergissing niet werd beoogd in het verzoekschrift.

B.5.2. Het Hof dient zijn onderzoek te beperken tot die bepalingen waarvan de vernietiging in het verzoekschrift is gevorderd. De door de verzoekende partij in de memorie van antwoord gevraagde uitbreiding van het beroep tot een bepaling die in het verzoekschrift niet wordt bestreden, is niet ontvankelijk.

B.5.3. Wanneer het Hof een bestreden bepaling vernietigt, vernietigt het evenwel ambtshalve de bepalingen die daarmee onlosmakelijk zijn verbonden.

Het in B.1 aangehaalde artikel 11 van het bestreden decreet, dat het in B.4.3 aangehaalde artikel 110/3, § 2, van het decreet van 7 november 2013 aanvult, verdeelt, over de universiteiten, voor het academiejaar 2016-2017, het aantal attesten van toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus in de geneeskunde. Er kan niet worden aangenomen dat die bepaling is verbonden met artikel 13 van het bestreden decreet, aangezien de verzoekende partij het vergelijkend examen niet kon afleggen en het na afloop van het vergelijkend examen uitgereikte attest van toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus niet kon verkrijgen.

Het onderwerp van het beroep tot vernietiging dient dus niet te worden uitgebreid.

B.5.4. Het zesde, het zevende en het achtste middel, die zijn gericht tegen artikel 11 van het bestreden decreet, zijn derhalve onontvankelijk.

Ten aanzien van de omvang van het beroep

B.6.1. Het Hof moet de omvang van het beroep tot vernietiging bepalen op basis van het verzoekschrift en inzonderheid van de uiteenzetting van de middelen. Het Hof beperkt zijn onderzoek tot de bepalingen waartegen middelen zijn gericht.

B.6.2. Om te voldoen aan de vereisten van artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof moeten de middelen niet alleen te kennen geven welke van de regels waarvan het Hof de naleving waarborgt, zouden zijn geschonden, maar ook welke de bepalingen zijn die deze regels zouden schenden, en uiteenzetten in welk opzicht die regels door de bedoelde bepalingen zouden zijn geschonden.

Het Hof onderzoekt de middelen in zoverre zij aan de voormelde vereisten voldoen.

Ten aanzien van het eerste middel

B.6.3. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de beginselen van rechtszekerheid en gewettigd vertrouwen, van het beginsel van niet-retroactiviteit van de wetten, van artikel 24, § 3, van de Grondwet, van artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

De verzoekende partij verwijt het bestreden decreet in verschillende opzichten retroactieve bepalingen te bevatten, zonder dat dwingende redenen een dergelijke draagwijdte kunnen verantwoorden.

B.6.4. In het eerste middel wordt onvoldoende aangegeven welke bepalingen van het bestreden decreet de regels zouden schenden waarvan de naleving door het Hof wordt gewaarborgd. Het is dus niet ontvankelijk.

Ten aanzien van het tweede middel

B.7.1. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van de bevoegdheidsverdelende regels, van artikel 92bis van de Grondwet, van de artikelen 23 en 24 van de Grondwet en van de artikelen 2, 6 en 13 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten.

De verzoekende partij verwijt het bestreden decreet niet te zijn voorafgegaan door een samenwerkingsakkoord met de Belgische Staat, terwijl het afbreuk doet aan fundamentele rechten, waaronder het recht van toegang tot het beroep dat het voorwerp uitmaakt van een regeling die ressorteert onder de bevoegdheid van de federale overheid.

B.7.2. Om te voldoen aan de vereisten van artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof moeten de middelen niet alleen te kennen geven welke van de regels waarvan het Hof de naleving waarborgt, zouden zijn geschonden, maar ook welke de bepalingen zijn die deze regels zouden schenden, en uiteenzetten in welk opzicht die regels door de bedoelde bepalingen zouden zijn geschonden.

B.7.3. In het tweede middel wordt niet voldoende aangegeven welke bevoegdheidsverdelende regels een samenwerkingsakkoord met de Belgische Staat zouden opleggen. Artikel 92bis van de Grondwet bestaat niet. De artikelen 23 en 24 van de Grondwet leggen een dergelijk akkoord niet op. Het Hof is overigens niet bevoegd om zich uit te spreken over de schending van bepalingen van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, afzonderlijk gelezen.

B.7.4. Het tweede middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het derde middel

B.8.1. Het derde middel is afgeleid uit de schending van artikel 24, § 3, van de Grondwet, van artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en van artikel 13, lid 2, c), van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, van de beginselen van rechtszekerheid en gewettigd vertrouwen, van het recht op de vrije keuze van een beroepsactiviteit gewaarborgd bij artikel 23 van de Grondwet en bij artikel 6 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, en van het « standstill-beginsel » gewaarborgd bij artikel 23 van de Grondwet en bij artikel 2 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten.

De verzoekende partij verwijt artikel 13 van het bestreden decreet een ingangsexamen op te leggen aan de studenten die reeds regelmatig zijn ingeschreven in het eerste jaar van de cursus geneeskunde en tandheelkunde aan een universiteit die ressorteert onder de Franse Gemeenschap in de hypothese dat zij geen houder zouden zijn van het attest voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus van Bachelor in de geneeskunde of tandheelkunde.

B.8.2. Artikel 24, § 3, van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft recht op onderwijs, met eerbiediging van de fundamentele rechten en vrijheden. De toegang tot het onderwijs is kosteloos tot het einde van de leerplicht.

Alle leerlingen die leerplichtig zijn, hebben ten laste van de gemeenschap recht op een morele of religieuze opvoeding ».

Dat recht staat een reglementering van de toegang tot het onderwijs, inzonderheid van het onderwijs dat wordt verstrekt na afloop van de leerplicht, op grond van de behoeften en de mogelijkheden van de gemeenschap en het individu, niet in de weg.

B.8.3. Artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« Niemand zal het recht op onderwijs worden ontzegd. Bij de uitoefening van alle functies welke de Staat in verband met de opvoeding en het onderwijs op zich neemt zal de Staat het recht eerbiedigen van de ouders om voor hun kinderen zich van die opvoeding en van dat onderwijs te verzekeren welke overeenstemmen met hun eigen godsdienstige en filosofische overtuigingen ».

Die bepaling verleent onder meer een recht op toegang tot de bestaande zowel openbare als private instellingen voor hoger onderwijs (EHRM, grote kamer, 10 november 2005, *Leyla Şahin* t. Turkije, §§ 134-142, 152-153; grote kamer, 19 oktober 2012, *Catan en anderen* t. Moldavië en Rusland, §§ 137 en 139; *Altınay* t. Turkije, 9 juli 2013, § 31). Zij vereist dat de houder van dat recht op toegang de mogelijkheid moet kunnen hebben om een voordeel uit het gevolgde onderwijs te halen, met andere woorden het recht om, overeenkomstig de in de betrokken Staat van kracht zijnde regels en in een of andere vorm, de officiële erkenning van de voltooide studie te verkrijgen (EHRM, grote kamer, 10 november 2005, *Leyla Şahin* t. Turkije, § 152; grote kamer, 19 oktober 2012, *Catan en anderen* t. Moldavië en Rusland, § 137).

Het recht op onderwijs vereist van nature een overheidsregeling waarin rekening wordt gehouden met onder meer de behoeften en de middelen van de gemeenschap, alsook met de bijzondere kenmerken van het niveau van het in aanmerking genomen onderwijs (EHRM, grote kamer, 10 november 2005, *Leyla Şahin* t. Turkije, § 154; grote kamer, 19 oktober 2012, *Catan en anderen* t. Moldavië en Rusland, § 140). Dat recht, dat niet absoluut is, kan aan bepaalde beperkingen worden onderworpen voor zover die voorzienbaar zijn en in een redelijk verband van evenredigheid met het nagestreefde legitieme doel staan. De Staat beschikt in dat opzicht over een beoordelingsmarge die des te groter is naarmate het in aanmerking genomen onderwijsniveau hoog is (EHRM, grote kamer, 10 november 2005, *Leyla Şahin* t. Turkije, § 154; grote kamer, 19 oktober 2012, *Catan en anderen* t. Moldavië en Rusland, § 140). Opdat de ingevoerde beperkingen het recht in kwestie niet dermate inperken dat het in wezen wordt aangetast en dat het daadwerkelijke karakter ervan wordt ontnomen, dienen zij voorzienbaar te zijn voor de rechtzoekende en een gewettigd doel na te streven. In tegenstelling tot de artikelen 8 tot 11 van het Verdrag bevat artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol evenwel geen exhaustieve opsomming van de « gewettigde doelen ». Bovendien is een dergelijke beperking alleen te verzoenen met dat artikel indien een redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel (EHRM, *Altınay* t. Turkije, 9 juli 2013, § 34). Artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol staat toe dat de toegang tot de universiteiten wordt voorbehouden aan diegenen die zich behoorlijk inschrijven voor de betrokken vergelijkende examens en daarvoor slagen (EHRM, *Altınay* t. Turkije, 9 juli 2013, § 35).

B.8.4. Artikel 13 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten bepaalt :

« 1. De Staten die partij zijn bij dit Verdrag erkennen het recht van een ieder op onderwijs. [...]

2. De Staten die partij zijn bij dit Verdrag erkennen dat, ten einde tot een volledige verwezenlijking van dit recht te komen :

[...]

c) Het hoger onderwijs door middel van alle passende maatregelen en in het bijzonder door de geleidelijke invoering van kosteloos onderwijs voor een ieder op basis van bekwaamheid gelijkelijk toegankelijk dient te worden gemaakt;

[...] ».

Artikel 2, lid 1, van hetzelfde Verdrag bepaalt :

« Iedere Staat die partij is bij dit Verdrag verbindt zich maatregelen te nemen, zowel zelfstandig als binnen het kader van de internationale hulp en samenwerking, met name op economisch en technisch gebied, en met volledige gebruikmaking van de hem ter beschikking staande hulpbronnen, ten einde met alle passende middelen, inzonderheid de invoering van wettelijke maatregelen, tot een algehele verwezenlijking van de in dit Verdrag erkende rechten te komen ».

Uit die bepalingen vloeit voort dat de gelijke toegang tot het hoger onderwijs geleidelijk moet worden ingevoerd op basis van bekwaamheid, rekening houdend met de economische mogelijkheden en de specifieke toestand van de overheidsfinanciën van elke verdragspartij.

Artikel 13, lid 2, onder c), van het Verdrag doet dus geen recht op toegang tot het hoger onderwijs ontstaan. Het verzet zich evenwel ertegen dat het Koninkrijk België maatregelen neemt die zouden ingaan tegen het doel van de volkomen gelijke toegang tot het hoger onderwijs op basis van bekwaamheid.

Die bepaling bevat een *standstill*-verplichting die eraan in de weg staat dat de bevoegde wetgever het door de van toepassing zijnde wetgeving geboden beschermingsniveau in aanzienlijke mate vermindert zonder dat daarvoor redenen zijn die verband houden met het algemeen belang. Zij staat niet eraan in de weg dat de toegang tot het hoger onderwijs afhankelijk wordt gemaakt van voorwaarden die de bekwaamheid van de studenten betreffen, voor zover die voorwaarden in overeenstemming zijn met het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie.

B.8.5. Artikel 23 van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft het recht een menswaardig leven te leiden.

Daartoe waarborgen de wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel, rekening houdend met de overeenkomstige plichten, de economische, sociale en culturele rechten, waarvan ze de voorwaarden voor de uitoefening bepalen.

Die rechten omvatten inzonderheid :

1° het recht op arbeid en op de vrije keuze van beroepsarbeid in het raam van een algemeen werkgelegenheidsbeleid dat onder meer gericht is op het waarborgen van een zo hoog en stabiel mogelijk werkgelegenheidspeil, het recht op billijke arbeidsvoorwaarden en een billijke beloning, alsmede het recht op informatie, overleg en collectief onderhandelen;

[...] ».

B.8.6. Artikel 6 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten bepaalt :

« 1. De Staten die partij zijn bij dit Verdrag erkennen het recht op arbeid, hetgeen insluit het recht van een ieder op de mogelijkheid in zijn onderhoud te voorzien door middel van vrijelijk gekozen of aanvaarde werkzaamheden; zij nemen passende maatregelen om dit recht veilig te stellen.

2. De door een Staat die partij is bij dit Verdrag te nemen maatregelen ter volledige verwezenlijking van dit recht, dienen onder meer te omvatten technische programma's, programma's voor beroepskeuze-voorlichting en opleidingsprogramma's, alsmede het voeren van een beleid en de toepassing van technieken gericht op gestadige economische, sociale en culturele ontwikkeling en op het scheppen van volledige gelegenheid tot het verrichten van produktieve arbeid onder omstandigheden die de individuele mens het genot waarborgen van de fundamentele, politieke en economische vrijheden ».

B.8.7. Uit de in B.2 aangehaalde parlementaire voorbereiding blijkt dat de decreetgever het vergelijkend examen dat op het einde van het eerste jaar van de studies geneeskunde en tandheelkunde wordt georganiseerd, dat een voorwaarde vormde voor de toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus, heeft willen vervangen door een ingangs- en toelatingsexamen.

Artikel 13 van het bestreden decreet onderwerpt de studenten die zijn ingeschreven voor Blok 1 van het programma van Bachelor in de geneeskunde of tandheelkunde voor het academiejaar 2016-2017, die, met toepassing van artikel 150, § 2, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 7 november 2013, een verminderingsovereenkomst hebben gesloten op het einde van de zitting van januari 2017 en die derhalve geen attest voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus dat na afloop van het vergelijkend examen wordt uitgereikt, konden verkrijgen, aan de verplichting om het ingangs- en toelatingsexamen af te leggen. Onder voorbehoud van het onderzoek van het vijfde middel kan die bepaling redelijk worden verantwoord door het feit dat zij, voor die studenten, de verplichting om batig gerangschikt te zijn na het vergelijkend examen op het einde van het eerste jaar, vervangt door de verplichting om te slagen voor het ingangs- en toelatingsexamen en door het feit dat die twee verplichtingen redelijk evenredig zijn met het nagestreefde gewettigd doel en niet onverenigbaar zijn met de gelijke toegang tot het hoger onderwijs op basis van de bekwaamheden van elk. Zij is evenmin in strijd met de *standstill*-verplichting, aangezien zij een beperking van de toegang tot de studies vervangt door een andere en aangezien de invoering van een toegangsexamen, dat geen *numerus fixus* impliceert, niet zonder redelijke verantwoording is, gelet op het feit dat artikel 92, § 2, 1°, van de wet betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, gecoördineerd op 10 mei 2015, de Koning ertoe machtigt de toegang tot het beroep van arts en dat van tandarts te beperken.

De verzoekende partij zet niet uiteen hoe artikel 23 van de Grondwet en artikel 6 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten zouden kunnen worden geschonden door artikel 13 van het bestreden decreet.

B.8.8. Het derde middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het vierde middel

B.9.1. Het vierde middel is afgeleid uit de schending van het recht op onderwijs, gewaarborgd bij artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, de artikelen 23 en 24 van de Grondwet en artikel 13, lid 2, c), van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, van het recht op de vrije keuze van een beroepsactiviteit gewaarborgd bij artikel 23 van de Grondwet en bij artikel 6 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten en van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en van artikel 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

In een eerste onderdeel verwijft de verzoekende partij artikel 3 van het bestreden decreet de aangevoerde bepalingen te schenden doordat de vakken van het ingangs- en toelatingsexamen en de van een arts gevraagde bekwaamheden niet op elkaar zijn afgestemd. Zij voert aan dat de in het tweede deel van het examen beoogde bekwaamheden niet kunnen worden beoordeeld door een theoretische test en dat die test geen rekening kan houden met de mogelijke ontwikkeling van de persoonlijkheid van de student. Er is dus niet werkelijk rekening gehouden met de bekwaamheden van elk. Voorts verwijft zij de decreetgever aan de Regering de zorg te hebben overgelaten om het programma van het eerste deel van het examen te definiëren.

In een tweede onderdeel verwijft zij artikel 1, § 2, van het bestreden decreet één enkel ingangs- en toelatingsexamen voor het academiejaar 2017-2018 te organiseren en aan de Regering, op voorstel van de « Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur », de mogelijkheid te delegeren om vanaf het volgende academiejaar het ingangs- en toelatingsexamen een eerste keer in de loop van de eerste veertien dagen van juli en een tweede keer in de loop van de periode van 15 augustus tot 15 september te organiseren.

In een derde onderdeel verwijft zij artikel 7 van het bestreden decreet het recht om het ingangs- en toelatingsexamen af te leggen, te beperken zonder dat die beperking door de decreetgever wordt verantwoord.

In een vierde onderdeel verwijft zij artikel 6, § 1, derde lid, van het decreet de geldigheidsduur van het attest van slagen voor het examen te beperken, zonder dat die beperking door een gewettigd doel kan worden verantwoord.

In een vijfde onderdeel verwijft zij artikel 1, § 2, van het decreet het ingangs- en toelatingsexamen vanaf het academiejaar 2017-2018 te organiseren, hetgeen een discriminatie invoert tussen de leerlingen die tijdens het academiejaar 2016-2017 zijn ingeschreven in het vijfde en zesde jaar van het secundair onderwijs, en de andere leerlingen. De discriminatie houdt verband met het feit dat zij hun studierichting voor de derde graad niet hebben kunnen kiezen met het oog op de voorbereiding van het ingangs- en toelatingsexamen.

In een zesde onderdeel verwijft de verzoekende partij de bestreden bepalingen de kandidaten voor het ingangs- en toelatingsexamen te discrimineren die het secundair onderwijs in de Duitstalige Gemeenschap hebben gevolgd en wier moedertaal het Duits is.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het tweede, het vierde en het vijfde onderdeel van het vierde middel

B.9.2. Zoals is vermeld in B.4.5, heeft het beroep tot vernietiging uitsluitend betrekking op artikel 13 van het bestreden decreet, in zoverre het de studenten die zijn ingeschreven voor Blok 1 van het programma van Bachelor in de geneeskunde of tandheelkunde voor het academiejaar 2016-2017, die, met toepassing van artikel 150, § 2, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 7 november 2013, een verminderingsovereenkomst hebben ondertekend op het einde van de zittijd van januari 2017 en die het attest van toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus dat na afloop van het vergelijkend examen werd uitgereikt, derhalve niet konden verkrijgen, ertoe verplicht het in artikel 1 van het bestreden decreet beoogde ingangs- en toelatingsexamen af te leggen, alsook op de artikelen 1 tot 10 en 14 tot 18 van dat decreet, voor zover zij een verband vertonen met de aldus beperkte grief betreffende artikel 13.

De in het tweede, het vierde en het vijfde onderdeel van het vierde middel vervatte grieven hebben betrekking op bepalingen die dat verband niet vertonen.

Artikel 1, § 2, tweede lid, van het decreet organiseerde het ingangs- en toelatingsexamen op gecentraliseerde wijze op 8 september 2017 voor het academiejaar 2017-2018, in tegenstelling tot het ingangs- en toelatingsexamen dat vanaf het academiejaar 2018-2019 zal worden georganiseerd en waarvan de nadere regels zijn bepaald in het derde, vierde en vijfde lid. Die beperking levert geen nadeel op voor de studenten die zijn ingeschreven voor de studies van de eerste cyclus in de geneeskunde en tandheelkunde in de loop van het academiejaar 2016-2017, die een verminderd programma hebben gevolgd en zijn geslaagd voor de cursussen waarin hun verminderingsovereenkomst voorziet, aangezien zij, ingevolge het arrest van het Hof nr. 103/2017 van 1 september 2017 en het antwoord dat op het vijfde middel zal worden gegeven, de eerste 60 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus in de loop van het academiejaar 2017-2018 kunnen verwerven alvorens te slagen voor het ingangs- en toelatingsexamen. Voor die studenten vertoont artikel 1, § 2, tweede lid, van het bestreden decreet niet noodzakelijk een verband met artikel 13. Het tweede onderdeel van het vierde middel is dus niet ontvankelijk.

Artikel 6, § 1, derde lid, van het decreet beperkt de geldigheid van het attest van slagen voor het examen tot enkel het volgende academiejaar. Die beperking benadeelt in beginsel niet de studenten die gedurende de eerste twee academiejaren reeds zijn ingeschreven voor de studies van de eerste cyclus in de geneeskunde en tandheelkunde en die moeten slagen voor het ingangs- en toelatingsexamen om hun studies van de eerste cyclus voort te zetten. In elk geval maakt dat artikel, in geval van overmacht die behoorlijk wordt vastgesteld door de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen, het mogelijk het attest te valoriseren in de loop van de twee opeenvolgende academiejaren. Het vierde onderdeel van het vierde middel is dus niet ontvankelijk.

In het vijfde onderdeel van het vierde middel wordt artikel 1, § 2, van het bestreden decreet beoogd in zoverre het de leerlingen die gedurende het academiejaar 2016-2017 waren ingeschreven in het vijfde en het zesde jaar van het secundair onderwijs ertoe verplicht het ingangs- en toelatingsexamen af te leggen. Die verplichting heeft geen betrekking op de verzochende partij die is onderworpen aan het ingangs- en toelatingsexamen met toepassing van artikel 13 van het bestreden decreet. Het vijfde onderdeel van het vierde middel is dus niet ontvankelijk.

Ten aanzien van het eerste onderdeel van het vierde middel

B.10.1. Artikel 3 van het bestreden decreet bepaalt dat het ingangs- en toelatingsexamen uit twee delen bestaat en allereerst betrekking heeft op de kennis en het begrip van wetenschappelijke vakken (biologie, scheikunde, natuurkunde en wiskunde), en vervolgens op de communicatie en de kritische analyse van informatie: a) evaluatie van de bekwaamheid op het vlak van redenering, analyse, integratie, synthese, argumentatie, kritische zin en conceptualisering; b) evaluatie van de bekwaamheid om te communiceren en om de conflictueuze of potentieel conflictueuze situaties te onderkennen; c) evaluatie van de bekwaamheid om de ethische dimensie van de te nemen beslissingen en de gevolgen ervan voor de individuele personen en de samenleving te onderkennen; d) evaluatie van de bekwaamheid tot empathie, medelijden, rechtvaardigheid en respect.

Het bepaalt ook dat de Regering het gedetailleerde programma van het examen vaststelt op voordracht van de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen.

B.10.2. Uit de parlementaire voorbereiding van het bestreden decreet blijkt dat de decreetgever ervan uit is gegaan dat de vakken van het ingangs- en toelatingsexamen adequaat zijn in het licht van het nagestreefde doel:

« [...] de vakken van het eerste deel van het examen houden rechtstreeks verband met het tijdens de eerste vier maanden verstrekte onderwijs en zijn belangrijke disciplines die de studenten van die studierichtingen moeten beheersen.

Dat eerste deel is gebaseerd op de oriëntatietest van de gezondheidssector die inzake geneeskunde wordt afgenomen sinds het academiejaar 2013-2014. Het tweede deel van het examen evalueert de aspecten communicatie en kritische analyse van de informatie die belangrijk worden geacht voor de uitoefening van een gezondheidszorgberoep, in het bijzonder dat van arts of tandarts.

Het gaat bijgevolg persoonlijke bekwaamheden en de houding na die intrinsieke kwaliteiten van de kandidaat aantonen » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2016-2017, nr. 410/1, p. 6).

In verband met het vereiste niveau van beheersing is, in antwoord op het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State, die oordeelde dat de toelichting van het « vereiste niveau » een essentieel element is, « dat zou moeten worden gepreciseerd door de decreetgever overeenkomstig artikel 24, § 5, van de Grondwet », (*ibid.*, p. 40) opgemerkt:

« het niveau van de vakken stemt overeen met de gemiddelde kennis die verworven moet zijn in de derde graad van het algemeen secundair onderwijs. De grote verscheidenheid van vakken die in de verschillende onderwijsniveaus worden onderricht, maar ook van de scholen van hetzelfde net, maakt het niet mogelijk de zekerheid te hebben dat elke leerling van de derde graad van het algemeen secundair onderwijs *in extenso* de vakken zal hebben bestudeerd waarop de examenvragen betrekking hebben. Om die reden wordt met dat examen niet alleen de kennis, maar ook het begrip beoordeeld. Op basis van die gegevens moet een student in staat zijn de nodige conclusies te trekken teneinde tot het beoogde correcte resultaat te komen » (*ibid.*, p. 6).

B.10.3. Een ingangsexamen, dat beoogt een selectie door te voeren onder de kandidaten die de betrokken studies zouden wensen te volgen, vertoont onvermijdelijk een niet onbelangrijke moeilijkheidsgraad.

In zoverre het de vakken van het examen en de bekwaamheid en geschiktheid vaststelt die moeten worden beoordeeld, strekt artikel 3 van het bestreden decreet ertoe op een brede en uniforme manier na te gaan of de kandidaten voor de studies geneeskunde en tandheelkunde in staat zijn te slagen voor die studies en later het beroep waartoe zij leiden, te beoefenen. Het houdt aldus rekening met de noden en mogelijkheden zowel van de gemeenschap als van de individuen. De decreetgever kan in dat opzicht alleen rekening houden met de huidige bekwaamheden van de kandidaten en niet met de mogelijke ontwikkeling van hun persoonlijkheid, die niet het voorwerp kan uitmaken van een objectieve beoordeling. Hoewel het juist is dat de studenten die reeds het programma van Blok 1 van Bachelor in de geneeskunde of tandheelkunde gedurende een of twee academiejaren hebben gevolgd, zich niet bevinden in dezelfde situatie als de leerlingen die het secundair onderwijs beëindigen en dat die studenten sommige in het secundair onderwijs onderrichte vakken moeten herhalen om zich voor te bereiden op het ingangsexamen, zijn die studenten daarentegen in verschillende opzichten beter voorbereid dan die leerlingen, aangezien zij lessen hebben gevolgd die verband houden met de vakken van het examen en zij enkele van de vereiste bekwaamheden hebben

kunnen ontwikkelen, althans in de wetenschappelijke vakken. Zij worden in het algemeen niet benadeeld ten opzichte van die leerlingen. Artikel 3 van het bestreden decreet is dus niet zonder redelijke verantwoording ten aanzien van het door de decreetgever nagestreefde doel. Door het vereiste niveau te bepalen, heeft de decreetgever overigens een essentieel element van de organisatie van dat onderwijs gepreciseerd, overeenkomstig artikel 24, § 5, van de Grondwet.

Ten slotte stelt artikel 2 van het bestreden decreet de regels inzake de samenstelling van de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen nauwkeurig vast en voorziet het in paragraaf 3, tweede lid, erin dat de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen zich in het kader van haar opdrachten kan laten bijstaan door deskundigen.

B.10.4. Het eerste onderdeel van het vierde middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het derde onderdeel van het vierde middel

B.11.1. Artikel 7 van het bestreden decreet maakt het de kandidaat enkel mogelijk om het ingangs- en toelatingsexamen af te leggen gedurende een academiejaar binnen de vijf academiejaren volgend op de datum waarop het examen voor de eerste keer werd afgelegd, behoudens overmacht die door de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen behoorlijk wordt vastgesteld.

B.11.2. Het Hof moet zich over dat artikel 7 alleen uitspreken in zoverre het een verband vertoont met artikel 13 van het bestreden decreet, zoals gepreciseerd in B.4.5. Met toepassing van dat artikel 13 waren de studenten die waren ingeschreven voor Blok 1 van het programma van Bachelor in de geneeskunde of tandheelkunde voor het academiejaar 2016-2017 en die, met toepassing van artikel 150, § 2, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 7 november 2013 een verminderingsovereenkomst hebben gesloten op het einde van de zittijd van januari 2017, ertoe gehouden het ingangs- en toelatingsexamen bedoeld in artikel 1 van het bestreden decreet af te leggen om hun studies voort te zetten. Bij zijn arrest nr. 103/2017 heeft het Hof dat artikel 13 geschorst, maar uitsluitend in zoverre het de studenten, die een verminderd programma hebben gevolgd en die geslaagd zijn voor de cursussen waarin hun verminderingsovereenkomst voorziet, verhindert om de eerste 60 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus te verwerven alvorens te slagen voor het ingangs- en toelatingsexamen.

Aangezien de studenten op wie artikel 7 van het in het kader van het onderhavig beroep tot vernietiging bestreden decreet betrekking heeft studies geneeskunde of tandheelkunde voortzetten die vóór de inwerkingtreding van de bepaling waren aangevat, en aangezien dat decreet hen ertoe verplicht te slagen voor het ingangs- en toelatingsexamen om die studies voort te zetten na het eerste jaar van het studieprogramma, is het verantwoord de mogelijkheid die hun wordt geboden om dat examen af te leggen, te beperken tot twee academiejaren. Het zou immers niet redelijk verantwoord zijn om hun toe te laten hun studies na die twee academiejaren voort te zetten, ondanks het feit dat zij herhaaldelijk niet zijn geslaagd voor het ingangsexamen en terwijl zij reeds waren ingeschreven voor die studies één of twee jaar vóór het afleggen van het ingangs- en toelatingsexamen.

In elk geval staat artikel 7 van het bestreden decreet een afwijking toe in geval van overmacht die door de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen behoorlijk wordt vastgesteld.

B.11.3. Het derde onderdeel van het vierde middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het zesde onderdeel van het vierde middel

B.12.1. In een zesde onderdeel verwijft de verzoekende partij de bestreden bepalingen de kandidaten voor het ingangs- en toelatingsexamen die het secundair onderwijs in de Duitstalige Gemeenschap hebben gevolgd en wier moedertaal het Duits is, te discrimineren.

B.12.2. Alleen artikel 13 van het bestreden decreet kan worden beoogd door dat zesde onderdeel in de onderhavige zaak. De in artikel 13 beoogde studenten zijn echter reeds ingeschreven gedurende een of twee academiejaren voor de studies van de eerste cyclus in de geneeskunde en tandheelkunde en hebben dus universitair onderwijs in het Frans gevolgd. Bijgevolg is hun gelijke behandeling niet zonder redelijke verantwoording.

B.12.3. Het zesde onderdeel van het vierde middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het vijfde middel

B.13.1. Het vijfde middel is afgeleid uit de schending van artikel 24, § 3, van de Grondwet, van artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, van artikel 13, lid 2, c), van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, van het recht op de vrije keuze van een beroepsactiviteit gewaarborgd bij artikel 23 van de Grondwet en bij artikel 6 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en van artikel 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

De verzoekende partij verwijft artikel 13 van het bestreden decreet de studenten die 45 studiepunten hebben behaald, te discrimineren. Dat artikel maakt een onderscheid tussen de studenten die het slaagattest na het vergelijkend examen op het einde van het jaar hebben verkregen, en de studenten die dat attest niet hebben verkregen, zonder diegenen die op het einde van het academiejaar minstens 45 studiepunten hebben behaald en diegenen die geen 45 studiepunten hebben behaald, verschillend te behandelen. Met toepassing van het decreet van 7 november 2013 is, voor de meerderheid van de universitaire en hogere studies, het behalen van 45 studiepunten echter de enige slaagvoorwaarde om over te gaan naar het hogere jaar. De student die minstens 45 studiepunten heeft behaald, heeft aangetoond dat hij bekwaam is om de studies geneeskunde en tandheelkunde voort te zetten of op zijn minst om tot die studies te worden toegelaten. Het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State wordt ter ondersteuning van die stelling aangevoerd.

De verzoekende partij verwijft artikel 13 overigens om dezelfde redenen de studenten te discrimineren die 60 studiepunten hebben behaald en nog meer hebben aangetoond dat zij bekwaam zijn om tot de studies geneeskunde te worden toegelaten. Die gelijke behandeling heeft bovendien ernstigere gevolgen voor hen, daar zij, zonder attest voor toelating tot het vervolg van het programma en zonder het attest van slagen voor het vergelijkend examen, niet alleen zullen worden verhinderd om studiepunten van Blok 2 op te nemen, maar eveneens zullen worden verhinderd zich in te schrijven voor het academiejaar 2017-2018 voor het programma van Bachelor in de geneeskunde of tandheelkunde. Zij worden dus minder goed behandeld dan de studenten die minder studiepunten hebben behaald.

De verzoekende partij verwijft artikel 13 van het bestreden decreet ten slotte de studenten te discrimineren die zijn geslaagd voor hun verminderingsovereenkomst, aangezien zij op dezelfde manier worden behandeld als de studenten die niet zijn geslaagd voor de cursussen waarin hun verminderingsovereenkomst voorziet. Een ingangsexamen opleggen aan de studenten die hebben aangetoond dat zij bekwaam zijn om hun studies voort te zetten, houdt geen enkele meerwaarde in en laat niet toe om het doel te verwezenlijken dat erin zou bestaan de gevolgen van het in 2016-2017 georganiseerde vergelijkend examen te « reddend ». De studenten die de verminderingsovereenkomst in de loop van het jaar 2016-2017 hebben gesloten, konden het vergelijkend examen immers niet afleggen.

B.13.2. Gelet op het belang om in rechte te treden, zoals gepreciseerd in B.4.5, dient het Hof alleen de derde grief te onderzoeken.

B.13.3. De gelijke behandeling, ten aanzien van de verplichting om een ingangs- en toelatingsexamen voor de studies geneeskunde en tandheelkunde af te leggen, van de studenten die reeds ingeschreven zijn voor de studies van de eerste cyclus in de geneeskunde en tandheelkunde en die de in hun verminderingsovereenkomst bepaalde

studiepunten hebben behaald en de studenten die reeds zijn ingeschreven voor de studies van de eerste cyclus in de geneeskunde en tandheelkunde en die niet alle in hun verminderingsovereenkomst bepaalde studiepunten hebben behaald, vergt een redelijke verantwoording, rekening houdend met het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie en met de vrijheid en gelijkheid van onderwijs. Immers, de eerstgenoemde studenten zijn geslaagd voor het in hun verminderingsovereenkomst bepaalde programma en met dat slagen moet rekening worden gehouden om hun bekwaamheid te beoordelen om het tweede deel van dat eerste jaar voort te zetten en om voor het ingangs- en toelatingsexamen te slagen, zodat ze toegelaten worden tot het vervolg van het programma van de cyclus. Ofschoon redelijkerwijze kan worden verantwoord dat de decreetgever studenten die voor minder dan de helft van het eerste jaar van de cyclus geslaagd zijn niet toestaat dat eerste jaar voort te zetten zonder te slagen voor het ingangs- en toelatingsexamen, volstaat die verantwoording niet wanneer de student geslaagd is voor de helft van dat eerste jaar.

Uit de in B.2 geciteerde parlementaire voorbereiding blijkt dat de decreetgever de studenten die reeds voor de studies in de medische wetenschappen en de tandheelkundige wetenschappen zijn ingeschreven verplicht om het toegangsexamen en toelatingsexamen af te leggen indien zij niet het attest voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus hebben verkregen om « de gevolgen van het vergelijkend examen » niet « te vernietigen ».

De studenten die, zoals de verzoekende partij een verminderd programma hebben gevolgd, met toepassing van artikel 150, § 2, van het decreet van 7 november 2013, behoren echter niet tot de groep van studenten die gehouden waren tot het vergelijkend examen dat werd georganiseerd in juni 2017. Zij werden uitgesloten van deelname aan dat vergelijkend examen voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus, aangezien hun jaarlijks, verminderd, programma hen niet in staat stelde de eerste 60 studiepunten van het programma van de cyclus te behalen. Het is op het einde van het academiejaar 2017-2018 dat zij ertoe gehouden zouden zijn om het vergelijkend examen af te leggen en zich nuttig te rangschikken, voor zover zij 45 studiepunten hebben behaald, indien het bestreden decreet niet in werking was getreden. Het ingangs- en toelatingsexamen dat zij met toepassing van artikel 13 van het bestreden decreet moeten afleggen, is voor hen niet een nieuwe kans om hun studies in de medische wetenschappen of de tandheelkundige wetenschappen te kunnen voortzetten. Hoewel die studenten hun studies niet konden voortzetten bij gebrek aan een attest voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus, dat wordt uitgereikt na het vergelijkend examen en dat het redelijkerwijze kan worden verantwoord dat zij moeten slagen voor het ingangs- en toelatingsexamen dat het vergelijkend examen vervangt, is het niet redelijk verantwoord, voor die studenten, de verplichting om te slagen voor een vergelijkend toelatingsexamen op het einde van het eerste jaar van de cyclus dat zij niet konden afleggen in 2016-2017 te vervangen door de verplichting om in september 2017 te slagen voor een ingangs- en toelatingsexamen tot de cyclus om gedurende het academiejaar 2017-2018 het verminderd programma te kunnen voortzetten dat zij gedurende het academiejaar 2016-2017 hebben aangevat en waarvoor zij geslaagd zijn.

B.13.4. Het middel dat is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 24, § 3, van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, is gegrond, doch uitsluitend in zoverre artikel 13 van het bestreden decreet de studenten, die vóór de inwerkingtreding van dat decreet zijn ingeschreven voor de studies van de eerste cyclus in de geneeskunde en tandheelkunde, die een verminderd programma hebben gevolgd en die zijn geslaagd voor de cursussen waarin hun verminderingsovereenkomst voorziet, verhindert om de eerste 60 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus te verwerven alvorens te slagen voor het ingangs- en toelatingsexamen.

B.13.5. Artikel 13 van het bestreden decreet dient te worden vernietigd in de in B.13.4 aangegeven mate.

Om die redenen,
het Hof

- vernietigt artikel 13 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2017 betreffende de studie geneeskunde en de studie tandheelkunde, doch enkel in zoverre het de studenten die vóór de inwerkingtreding van dat decreet zijn ingeschreven voor de studies van de eerste cyclus in de geneeskunde en in de tandheelkunde, die een verminderd programma hebben gevolgd en die geslaagd zijn voor de cursussen waarin hun verminderingsovereenkomst voorziet, verhindert om de eerste 60 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus te verwerven alvorens te slagen voor het ingangs- en toelatingsexamen;

- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 30 november 2017.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,
J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2017/206423]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 142/2017 vom 30. November 2017

Geschäftsverzeichnisnummer 6709

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 1 bis 10 und 13 bis 18 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 29. März 2017 über das Studium der Medizin und der Zahnheilkunde, erhoben von Sarah Oudaha und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und E. De Groot, und den Richtern L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet und R. Leysen, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 14. Juli 2017 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 17. Juli 2017 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 1 bis 10 und 13 bis 18 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 29. März 2017 über das Studium der Medizin und der Zahnheilkunde (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 14. April 2017): Sarah Oudaha, Claire Maton, Frederico Caruso und Mathilde Cenne, unterstützt und vertreten durch RA L. Misson und RAin A. Kettels, in Lüttich zugelassen.

Mit derselben Klageschrift beantragten die klagenden Parteien ebenfalls die einstweilige Aufhebung derselben Dekretsbestimmungen. Durch Entscheid Nr. 103/2017 vom 1. September 2017, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 6. September 2017, hat der Gerichtshof Artikel 13 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 29. März 2017 über das Studium der Medizin und der Zahnheilkunde einstweilig aufgehoben, jedoch nur insofern, als er die

Studierenden, die vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets für das Studium des ersten Zyklus der Medizin und der Zahnheilkunde eingeschrieben sind, die ein entlastetes Programm belegt haben und die die in ihrer Entlastungsvereinbarung vorgesehenen Unterrichte bestanden haben, daran hindert, die ersten 60 Studienpunkte des Studienprogramms des ersten Zyklus vor dem Bestehen der Eingangs- und Zulassungsprüfung zu erwerben.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen und den Kontext des angefochtenen Dekrets

B.1. Die Artikel 1 bis 11 und 13 bis 18 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 29. März 2017 über das Studium der Medizin und der Zahnheilkunde bestimmen:

«Artikel 1. § 1. Zum Studium des ersten Zyklus der Medizin und zum Studium des ersten Zyklus der Zahnheilkunde im Hinblick auf den Erhalt des Grades, durch den sie bestätigt werden, haben nur die Studierenden Zugang, die die allgemeinen Bedingungen für den Zugang zu Studien des ersten Zyklus im Sinne von Artikel 107 des Dekrets vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Hochschullandschaft und der akademischen Organisation des Studiums erfüllen und die im Besitz einer Bescheinigung über das Bestehen einer Eingangs- und Zulassungsprüfung für das Studium des ersten Zyklus der Medizin und/oder das Studium des ersten Zyklus der Zahnheilkunde, nachstehend als 'Eingangs- und Zulassungsprüfung' bezeichnet, die nach deren Abschluss ausgestellt wurde, sind.

§ 2. Ab dem akademischen Jahr 2017-2018 organisiert die Regierung eine Eingangs- und Zulassungsprüfung.

Für das akademische Jahr 2017-2018 wird die Eingangs- und Zulassungsprüfung auf zentralisierte Weise am 8. September 2017 organisiert. Das äußerste Einschreibungsdatum ist auf den 1. August 2017 festgesetzt. In ordnungsgemäß begründeten Fällen höherer Gewalt kann die Regierung von diesen Daten abweichen.

Ab dem akademischen Jahr 2018-2019 kann die Regierung auf Vorschlag der ARES ('Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur') die Eingangs- und Zulassungsprüfung auf zentralisierte Weise oder innerhalb jeder Universitätseinrichtung, die ermächtigt ist, Studien des ersten Zyklus der Medizin und/oder Studien des ersten Zyklus der Zahnheilkunde zu organisieren und sie organisiert, organisieren.

Ab dem akademischen Jahr 2018-2019 kann die Regierung auf Vorschlag der ARES die Eingangs- und Zulassungsprüfung zum ersten Mal während der ersten Hälfte des Monats Juli und zum zweiten Mal während des Zeitraums zwischen dem 15. August und dem 15. September organisieren.

Ab dem akademischen Jahr 2018-2019 legt die Regierung auf Vorschlag der ARES das (die) äußerste(n) Einschreibungsdatum(daten) und das (die) Prüfungsdatum(daten) fest.

§ 3. Für die Teilnahme an dieser Eingangs- und Zulassungsprüfung schreibt sich der Kandidat auf einer EDV-Plattform ein, die durch die ARES zentralisiert wird.

Die Einschreibungsgebühr für diese Prüfung ist auf 30,00 Euro festgelegt. Wenn die Prüfung zwei Mal pro akademisches Jahr organisiert wird, wird die Einschreibungsgebühr bei jeder Einschreibung zur Prüfung erhoben. Die Einschreibungsgebühr wird an ARES überwiesen und dem Kandidaten durch die ARES erstattet, wenn er tatsächlich an der Eingangs- und Zulassungsprüfung teilnimmt.

Bei dieser Einschreibung gibt der Kandidat Folgendes an:

1. die gewählte Studienrichtung (Medizin oder Zahnheilkunde);

2. ob er als ansässiger Studierender im Sinne von Artikel 1 des Dekrets vom 16. Juni 2006 zur Regelung der Studentenzahl in bestimmten Kursen des ersten Zyklus des Hochschulunterrichts gelten kann. Der Studierende übermittelt die Elemente, anhand deren seine Eigenschaft als ansässiger Studierender bestimmt werden kann.

In Zusammenarbeit mit den Universitätseinrichtungen, die ermächtigt sind, Studien des ersten Zyklus der Medizin und/oder Studien des ersten Zyklus der Zahnheilkunde zu organisieren und sie organisieren, prüft die ARES, ob der Studierende als ansässiger Studierender gelten kann. Die ARES übermittelt dem Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung die Liste der ansässigen Studierenden und der nicht ansässigen Studierenden, die für die Eingangs- und Zulassungsprüfung eingeschrieben sind, spätestens am Tag der Durchführung der Eingangs- und Zulassungsprüfung.

Wenn die Prüfung auf zentralisierte Weise organisiert wird, vermerkt der Kandidat die Universitätseinrichtung, die ermächtigt ist, Studien des ersten Zyklus der Medizin und/oder Studien des ersten Zyklus der Zahnheilkunde zu organisieren und sie organisiert, bei der er seine Einschreibung im Falle des Bestehens der Prüfung fortsetzen möchte.

Wenn die Prüfung innerhalb der einzelnen Universitätseinrichtungen organisiert wird, die ermächtigt sind, Studien des ersten Zyklus der Medizin und/oder Studien des ersten Zyklus der Zahnheilkunde zu organisieren und sie organisieren, vermerkt der Kandidat die Universitätseinrichtung, bei der er die Eingangs- und Zulassungsprüfung ablegen möchte. Wenn er diese besteht, setzt der Kandidat sein Studium an derselben Universitätseinrichtung fort.

Der Kandidat kann seine Einschreibung für die Eingangs- und Zulassungsprüfung bis zu drei Werktagen vor dem Datum der Durchführung der Prüfung annullieren. Die Einschreibungsgebühr im Sinne von Absatz 2 wird ihm dann durch die ARES erstattet.

§ 4. Wenn die Prüfung in allen Universitätseinrichtungen organisiert wird, die ermächtigt sind, Studien des ersten Zyklus der Medizin und/oder Studien des ersten Zyklus der Zahnheilkunde zu organisieren und sie organisieren, übermittelt die ARES nach dem äußersten Einschreibungsdatum und vor der Durchführung der Prüfung diesen Einrichtungen die Liste der zur Prüfung eingeschriebenen Kandidaten.

§ 5. In Abweichung von § 1 haben zum Studium des ersten Zyklus der Medizin und zum Studium des ersten Zyklus der Zahnheilkunde die Studierenden Zugang, die, um einen besonderen Berufstitel zu erhalten, im Rahmen ihres Masterstudiengangs mit Spezialisierung in Medizin oder in Zahnheilkunde an Unterricht des ersten Zyklus beziehungsweise des zweiten Zyklus der Zahnheilkunde oder der Medizin teilnehmen.

§ 6. Die Studierenden, die sich für das Studium des ersten Zyklus und des zweiten Zyklus der Medizin und der Zahnheilkunde, mit Ausnahme des Masterstudiengangs mit Spezialisierung, einschreiben möchten und die Studienpunkte erworben oder in Wert gesetzt haben auf der Grundlage eines akademischen Grads, für den die in § 1 vorgesehene zusätzliche Bedingung nicht gilt, legen die Eingangs- und Zulassungsprüfung ab.

Art. 2. § 1. Es wird für alle Universitätseinrichtungen, die ermächtigt sind, Studien des ersten Zyklus der Medizin und/oder Studien des ersten Zyklus der Zahnheilkunde zu organisieren und sie organisieren, ein Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung für das Studium des ersten Zyklus der Medizin und/oder das Studium des ersten Zyklus der Zahnheilkunde der Französischen Gemeinschaft eingesetzt, der nachstehend als 'Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung' bezeichnet wird.

Der Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung steht unter der Aufsicht eines der Kommissare oder Beauftragten der Regierung, die bei einer Universität benannt werden. Die Regierung benennt auf Vorschlag dieser Kommissare und Beauftragten den Kommissar oder Beauftragten, der mit dieser Aufsicht betraut ist.

§ 2. Der Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung legt die Prüfungsfragen und die Weise ihrer Bewertung sowie die angemessenen Anpassungen im Sinne des Dekrets vom 30. Januar 2014 über den inklusiven Hochschulunterricht fest.

§ 3. Die Regierung benennt die Mitglieder des Prüfungsausschusses für die Eingangs- und Zulassungsprüfung auf Vorschlag der Universitätseinrichtungen im Sinne von § 1. Sie werden unter den aktiven oder emeritierten Mitgliedern des akademischen Korps der Universitätseinrichtungen, die ermächtigt sind, Studien des ersten Zyklus der Medizin und/oder Studien des ersten Zyklus der Zahnheilkunde zu organisieren und sie organisieren, benannt. Ihre Anzahl beträgt 10, das heißt 2 pro Universitätseinrichtung. Der Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung hat einen Präsidenten und einen Vizepräsidenten. Der Vizepräsident des Prüfungsausschusses für die Eingangs- und Zulassungsprüfung ist der Stellvertreter des Präsidenten. Die ARES besorgt das Sekretariat des Prüfungsausschusses für die Eingangs- und Zulassungsprüfung.

Der Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung kann sich im Rahmen seiner Aufgaben durch Sachverständige beistehen lassen, die unter seiner Verantwortung benannt werden. Die Inspektoren des Regelsekundarunterrichts, die Ämter im Sinne von Artikel 28 Nrn. 8, 17, 19 und 20 des Dekrets vom 8. März 2007 über den allgemeinen Inspektionsdienst, den Dienst für pädagogische Beratung und Betreuung des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichts, die Büros für pädagogische Beratung und Betreuung des von der Französischen Gemeinschaft subventionierten Unterrichts und über das Statut der Mitglieder des Personals des allgemeinen Inspektionsdienstes und der pädagogischen Berater ausüben, werden an den Arbeiten des Prüfungsausschusses für die Eingangs- und Zulassungsprüfung beteiligt. Sie werden auf Vorschlag des koordinierenden Generalinspektors gemeinsam mit dem für den Pflichtunterricht zuständigen Minister und den für den Hochschulunterricht zuständigen Minister benannt.

Die Sachverständigen können auf Antrag des Prüfungsausschusses mit beratender Stimme an den Beratungen des Prüfungsausschusses für die Eingangs- und Zulassungsprüfung teilnehmen. Die Inspektoren nehmen nicht an der Beratung dieses Prüfungsausschusses teil.

Die Dauer der Mandate der Mitglieder des Prüfungsausschusses für die Eingangs- und Zulassungsprüfung beträgt ein Jahr und kann stillschweigend verlängert werden.

Der Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung legt seine Geschäftsordnung fest und unterbreitet sie der Regierung zur Genehmigung.

Art. 3. Die Eingangs- und Zulassungsprüfung für das Studium der Medizin und/oder das Studium der Zahnheilkunde wird in Form einer schriftlichen Prüfung organisiert, die zwei Teile umfasst und folgende Fächer betrifft:

Teil 1: Kenntnisse und Verständnis der wissenschaftlichen Fächer:

- a) Biologie;
- b) Chemie;
- c) Naturkunde;
- d) Mathematik.

Teil 2: Kommunikation und kritische Analyse der Information:

- a) Bewertung der Fähigkeiten zur Überlegung, Analyse, Integration, Synthese, Argumentation, Kritik und Konzeptualisierung;
- b) Bewertung der Fähigkeiten zur Kommunikation und zum Erkennen von konfliktuellen oder potenziell konfliktuellen Situationen;
- c) Bewertung der Fähigkeiten zum Erkennen der ethischen Dimension der zu treffenden Entscheidungen und ihrer Folgen für den Einzelnen und die Gesellschaft;
- d) Bewertung der Fähigkeiten zu Empathie, Mitgefühl, Fairness und Respekt.

Auf Vorschlag des Prüfungsausschusses für die Eingangs- und Zulassungsprüfung legt die Regierung das ausführliche Prüfungsprogramm fest.

Um die Eingangs- und Zulassungsprüfung zu bestehen, muss der Kandidat einen Durchschnitt von mindestens 10/20 für jeden Teil mit einem Minimum von 8/20 für jedes Fach, das zu den beiden Prüfungsteilen gehört, erreichen. Um die Gesamtnote zu erreichen, addiert der Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung die für jeden Teil erzielten Durchschnittswerte.

Art. 4. § 1. Die ARES sorgt für die Verwaltung sowie die materielle und administrative Organisation der Eingangsprüfung im Sinne von Artikel 1 gemäß den Aufgaben, die in Artikel 21 Nr. 5 des Dekrets vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Hochschullandschaft und der akademischen Organisation des Studiums festgelegt sind.

§ 2. Der Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung trägt die akademische Verantwortung für die Prüfung.

Art. 5. Ab dem Haushaltsjahr 2017 wird der ARES jedes Jahr eine jährliche Gesamtsubvention von achthunderttausend Euro (800.000 Euro) gewährt im Hinblick auf die Verwaltung sowie die administrative und materielle Organisation der Eingangsprüfung und des Orientierungstests für den Gesundheitssektor. Sie wird jährlich gemäß der in Artikel 29 § 4 des Gesetzes vom 27. Juli 1971 über die Finanzierung und die Kontrolle der universitären Einrichtungen vorgesehenen Formel indexiert. Die ARES kann einen Teil dieses Betrags den betreffenden Universitäten gewähren, um die materielle und logistische Organisation der Eingangs- und Zulassungsprüfung zu gewährleisten.

Art. 6. § 1. Spätestens innerhalb von 3 Tagen nach der Beratung teilt der Präsident des Prüfungsausschusses für die Eingangs- und Zulassungsprüfung den Kandidaten die Prüfungsergebnisse mit durch Vermittlung der ARES und übermittelt die Liste derjenigen, die bestanden haben, den Universitätseinrichtungen, die ermächtigt sind, Studien des ersten Zyklus der Medizin und/oder Studien des ersten Zyklus der Zahnheilkunde zu organisieren und sie organisieren.

Spätestens innerhalb von 10 Tagen nach der Organisation der Prüfung stellt der Prüfungsausschuss durch Vermittlung der ARES den Kandidaten, die bestanden haben, eine Bescheinigung über das Bestehen der Eingangs- und Zulassungsprüfung aus. Unbeschadet der anderen Zulassungsbedingungen werden die Studierenden, die im Besitz dieser Bescheinigung sind, bei der Universitätseinrichtung eingeschrieben, die bei ihrer Einschreibung zur Prüfung gemäß Artikel 1 § 3 angegeben wurde.

Diese Bescheinigung über das Bestehen der Prüfung gilt nur für die Einschreibung für das darauf folgende akademische Jahr. Sie ist persönlich und nicht übertragbar. Im Falle höherer Gewalt, die ordnungsgemäß durch den Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung beurteilt wird, kann diese Bescheinigung im Laufe der beiden darauf folgenden akademischen Jahre in Wert gesetzt werden.

§ 2. Wenn der Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung berät, wendet er folgendes System an: Für jede Studienrichtung wird eine Zahl T festgesetzt, die der Gesamtzahl der Kandidaten entspricht, die die Eingangs- und Zulassungsprüfung im Sinne von Artikel 1 bestanden haben, sowie eine Zahl NR pro Studienrichtung, die der Zahl der Kandidaten entspricht, die die Eingangs- und Zulassungsprüfung bestanden haben und nicht als ansässige Studierende im Sinne von Artikel 1 des Dekrets vom 16. Juni 2006 zur Regelung der Studentenzahl in bestimmten Kursen des ersten Zyklus des Hochschulunterrichts gelten.

Wenn das Verhältnis zwischen dieser Zahl NR und der Zahl T einen höheren Prozentsatz erreicht als 30%, wird eine Einstufung durch den Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung unter den Kandidaten vorgenommen, die die Eingangsprüfung bestanden haben und nicht als ansässige Studierende gelten können, um diejenigen zu bestimmen, denen eine Bescheinigung über das Bestehen ausgestellt wird. Der Prüfungsausschuss stuft diese Kandidaten in abnehmender Reihenfolge der Gesamtnoten, die von den einzelnen Kandidaten bei der Eingangs- und Zulassungsprüfung erzielt werden, ein. Er stellt die Bescheinigung über das Bestehen den Kandidaten aus, die die Eingangsprüfung bestanden haben und günstig eingestuft wurden, bis das Verhältnis der Kandidaten, die nicht als ansässige Studierende gelten können, 30% der Gesamtzahl der erfolgreichen Prüfungsteilnehmer entspricht.

Nach diesem Vorgang wird für jede Studienrichtung eine Zahl L festgelegt, die der Zahl der Studierenden entspricht, die eine Bescheinigung über das Bestehen der Prüfung erhalten.

Art. 7. Ein Kandidat kann die Eingangs- und Zulassungsprüfung nur im Laufe eines akademischen Jahres innerhalb der fünf akademischen Jahre nach dem Datum des ersten Ablegens der Prüfung ablegen, außer im Falle von höherer Gewalt, die ordnungsgemäß durch den Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung beurteilt wird.

Art. 8. Für die akademischen Jahre 2017-2018 und 2018-2019 wird die Berechnung der Anzahl Studierender der Gruppe B im Sinne von Artikel 28 des Gesetzes vom 27. Juli über die Finanzierung und die Kontrolle der universitären Einrichtungen angepasst, indem die Gesamtzahl der Studierenden der Medizin, die in einem Studienprogramm mit den ersten 60 Studienpunkten des ersten Zyklus des Studiums in den Universitätseinrichtungen im Sinne von Artikel 25 Buchstaben a), b), c) und f) eingeschrieben sind, auf die besagten Einrichtungen verteilt wird nach folgender Formel: Die Zahl L bezüglich der Studienrichtung Medizin im Sinne von Artikel 6 § 2 wird multipliziert mit folgenden Verteilungsprozentsätzen:

1. ' Université de Liège ': 20,88%;
2. ' Université catholique de Louvain ': 27,06%;
3. ' Université libre de Bruxelles ': 18,94%;
4. ' Université de Mons ': 11,15%;
5. ' Université de Namur ': 21,97%.

Für das akademische Jahr 2018-2019 wird die Berechnung der Anzahl Studierender der Gruppe B jeder Einrichtung angepasst, indem die in Absatz 1 vorgesehene Verteilung auf die Studierenden des ersten Zyklus der Medizin, die mindestens 45 Studienpunkte erworben haben und sich nicht am Ende des Zyklus befinden, angewandt wird.

Ab dem akademischen Jahr 2019-2020 wird die Berechnung der Anzahl Studierender der Gruppe B jeder Einrichtung angepasst, indem die in Absatz 1 vorgesehene Verteilung auf alle Studierenden des ersten Zyklus der Medizin angewandt wird.

Für die akademischen Jahre 2020-2021 und 2021-2022 wird die Berechnung der Anzahl Studierender der Gruppe C im Sinne von Artikel 28 desselben Gesetzes angepasst, indem die Gesamtzahl der Studierenden der Medizin, die in einem Studienprogramm mit den ersten 60 Studienpunkten des zweiten Zyklus des Studiums in den Universitätseinrichtungen im Sinne von Artikel 25 Buchstaben a), b) und c) eingeschrieben sind, auf die besagten Einrichtungen verteilt wird gemäß den folgenden Prozentsätzen:

1. ' Université de Liège ': 22,55%;
2. ' Université catholique de Louvain ': 49,97%;
3. ' Université libre de Bruxelles ': 27,48%.

Für das akademische Jahr 2021-2022 wird die Berechnung der Anzahl Studierender der Gruppe C jeder Einrichtung angepasst, indem die in Absatz 4 vorgesehene Verteilung auf die Studierenden des zweiten Zyklus der Medizin, die mindestens 45 Studienpunkte erworben haben und sich nicht am Ende des Zyklus befinden, angewandt wird.

Ab dem akademischen Jahr 2022-2023 wird die Berechnung der Anzahl Studierender der Gruppe C jeder Einrichtung angepasst, indem die in Absatz 4 vorgesehene Verteilung auf alle Studierenden des zweiten Zyklus der Medizin angewandt wird.

Art. 9. Für die akademischen Jahre 2017-2018 und 2018-2019 wird die Berechnung der Anzahl Studierender der Gruppe B im Sinne von Artikel 28 des Gesetzes vom 27. Juli über die Finanzierung und die Kontrolle der universitären Einrichtungen ebenfalls angepasst, indem die Gesamtzahl der Studierenden der Zahnheilkunde, die in einem Studienprogramm mit den ersten 60 Studienpunkten des ersten Zyklus des Studiums in den Universitätseinrichtungen im Sinne von Artikel 25 Buchstaben a), b) und c) eingeschrieben sind, auf die besagten Einrichtungen verteilt wird nach folgender Formel: Die Zahl L bezüglich der Studienrichtung Zahnheilkunde im Sinne von Artikel 6 § 2 wird multipliziert mit folgenden Verteilungsprozentsätzen:

1. ' Université de Liège ': 25,96%;
2. ' Université catholique de Louvain ': 38,69%;
3. ' Université libre de Bruxelles ': 35,35%.

Für das akademische Jahr 2018-2019 wird die Berechnung der Anzahl Studierender der Gruppe B jeder Einrichtung ebenfalls angepasst, indem die in Absatz 1 vorgesehene Verteilung auf die Studierenden des ersten Zyklus der Zahnheilkunde, die mindestens 45 Studienpunkte erworben haben und sich nicht am Ende des Zyklus befinden, angewandt wird.

Ab dem akademischen Jahr 2019-2020 wird die Berechnung der Anzahl Studierender der Gruppe B jeder Einrichtung ebenfalls angepasst, indem die in Absatz 1 vorgesehene Verteilung auf alle Studierenden des ersten Zyklus der Zahnheilkunde angewandt wird.

Für das akademische Jahr 2020-2021 wird die Berechnung der Anzahl Studierender der Gruppe C im Sinne von Artikel 28 vorgenommen, indem die Gesamtzahl der Studierenden der Zahnheilkunde, die in einem Studienprogramm mit den ersten 60 Studienpunkten des zweiten Zyklus des Studiums in den Universitätseinrichtungen im Sinne von Artikel 25 Buchstaben a), b) und c) eingeschrieben sind, auf die besagten Einrichtungen verteilt wird gemäß den folgenden Prozentsätzen:

1. ' Université de Liège ': 22,41%;
2. ' Université catholique de Louvain ': 38,58%;
3. ' Université libre de Bruxelles ': 39,01%.

Ab dem akademischen Jahr 2021-2022 wird die Berechnung der Anzahl Studierender der Gruppe C jeder Einrichtung angepasst, indem die in Absatz 4 vorgesehene Verteilung auf alle Studierenden des zweiten Zyklus der Zahnheilkunde angewandt wird.

Art. 10. Die in den Artikeln 8 und 9 vorgesehenen Finanzierungsmechanismen gelten bis 2026.

Art. 11. Artikel 110/3 § 2 des Dekrets vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Hochschullandschaft und der akademischen Organisation des Studiums wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

‘ In Abweichung von Absatz 1 wird für das akademische Jahr 2016-2017 die Anzahl der Zugangsbescheinigungen für das weitere Programm des Zyklus der Medizin wie folgt verteilt: 135 Bescheinigungen für die ‘ Université de Liège ‘, 176 Bescheinigungen für die ‘ Université catholique de Louvain ‘, 123 Bescheinigungen für die ‘ Université libre de Bruxelles ‘, 72 Bescheinigungen für die ‘ Université de Mons ‘ und 143 Bescheinigungen für die ‘ Université de Namur ‘.

In Abweichung von Absatz 1 wird für das akademische Jahr 2016-2017 die Anzahl der Zugangsbescheinigungen für das weitere Programm des Zyklus der Zahnheilkunde wie folgt verteilt: 23 Bescheinigungen für die ‘ Université de Liège ‘, 34 Bescheinigungen für die ‘ Université catholique de Louvain ‘, und 32 Bescheinigungen für die ‘ Université libre de Bruxelles ‘. ».

«Art. 13. Die Studierenden, die vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets für das Studium des ersten Zyklus der Medizin und der Zahnheilkunde eingeschrieben sind und die nicht die Zugangsbescheinigung für das weitere Programm des Zyklus, die am Ende der Auswahlprüfung ausgestellt wird, erhalten haben, müssen eine Eingangs- und Zulassungsprüfung im Sinne von Artikel 1 ablegen, um in ihr Studienprogramm die Unterrichtseinheiten des weiteren Programms des ersten Zyklus der Medizin und der Zahnheilkunde eintragen zu können.

Im Hinblick auf die Einschreibung dieser Studierenden für die Eingangs- und Zulassungsprüfung übermittelt jede Universitätseinrichtung, die ermächtigt ist, Studien des ersten Zyklus der Medizin und/oder Studien des ersten Zyklus der Zahnheilkunde zu organisieren und sie organisiert, spätestens bis zum 31. Juli 2017 der ARES die Liste der Studierenden, die während des akademischen Jahres 2016-2017 in Medizin und Zahnheilkunde eingeschrieben waren. Sie gelten als eingeschrieben für die Eingangs- und Zulassungsprüfung. In Abweichung von Artikel 1 § 3 werden sie von der Zahlung der Einschreibungsgebühr für die Prüfung befreit.

Art. 14. Für das akademische Jahr 2016-2017 werden die Bescheinigungen im Sinne von Artikel 110/4 § 2 des Dekrets vom 7. November 2013 durch den Prüfungsausschuss spätestens am 5. September 2017 ausgestellt.

KAPITEL III. — Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

Art. 15. In Artikel 4 Absatz 1 des Dekrets vom 16. Juni 2006 zur Regelung der Studentenzahl in bestimmten Kursen des ersten Zyklus des Hochschulunterrichts werden die Wörter ‘ mit Ausnahme der Nrn. 4 und 5 ‘ zwischen die Wörter ‘ für jeden Studiengang im Sinne von Artikel 3 ‘, und die Wörter ‘ wird eine Zahl T festgelegt ‘ eingefügt.

Art. 16. In Artikel 5 des Dekrets vom 16. Juni 2006 zur Regelung der Studentenzahl in bestimmten Kursen des ersten Zyklus des Hochschulunterrichts werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1. zwischen Absatz 1 und Absatz 2 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt: ‘ In Abweichung davon reichen die Studierenden, die einen Antrag auf Einschreibung zu einem Studiengang im Sinne von Artikel 3 Nrn. 4 und 5 einreichen, ihren Einschreibungsantrag entsprechend den durch die Universitätseinrichtungen festgelegten Regeln ein. ‘;

2. in Absatz 4 werden die Wörter ‘ mit Ausnahme der Nrn. 4 und 5 ‘ zwischen die Wörter ‘ für einen der Studiengänge im Sinne von Artikel 3 ‘ und die Wörter ‘ spätestens am vorletzten Werktag ‘ eingefügt.

Art. 17. In das Dekret vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Hochschullandschaft und der akademischen Organisation des Studiums werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. Abschnitt I/1 mit dem Titel ‘ Besondere Bestimmungen über die Studien der Medizin und der Zahnheilkunde ‘, der aus den Artikeln 110/1 bis 110/7 besteht, wird aufgehoben, mit Ausnahme der Absätze 2 bis 7 von Artikel 110/1 § 1 und des Artikels 110/2, der für das akademische Jahr 2017-2018 gültig bleibt;

2. in Artikel 110/1 § 1 Absatz 2 werden die Wörter ‘ Dieser Test wird in Form einer schriftlichen Prüfung organisiert ‘ ersetzt durch die Wörter ‘ Es wird ein Orientierungstest des Gesundheitssektors in Veterinärwissenschaften, der in Form einer schriftlichen Prüfung organisiert wird, durchgeführt. ‘;

3. Artikel 150 § 2 wird aufgehoben.

Art. 18. Dieses Dekret wird wirksam mit 1. Januar 2017, mit Ausnahme der Artikel 11, 12 und 14, die für das akademische Jahr 2016-2017 wirksam werden, und der Artikel 15 bis 17, die für das akademische Jahr 2017-2018 in Kraft treten».

B.2. Aus den Vorarbeiten zum angefochtenen Dekret geht hervor, dass der Dekretgeber folgendes Ziel verfolgt:

«Durch dieses Dekret wird, ohne das Einverständnis der Regierung der Föderation Wallonie-Brüssel mit dem Mechanismus der Eingangsprüfung auszudrücken, ein solcher Mechanismus eingeführt mit dem Ziel, die Ausstellung einer LIKIV-Bescheinigung durch den Föderalstaat an die Studierenden mit dem Diplom des zweiten Zyklus der Medizin und der Zahnheilkunde zu gewährleisten.

Durch diese Regelung wird also ebenfalls eine Eingangsprüfung eingeführt, die auf zentralisierte Weise für das akademische Jahr 2017-2018 durch die ARES organisiert wird und deren Bestehen eine Bedingung für den Zugang zum Studienzyklus ist» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2016-2017, Nr. 410/1, S. 4).

Gemäß der Begründung hat der Dekretgeber sich für das System der Eingangsprüfung anstelle einer Auswahlprüfung entschieden, die «ein Auswahlmechanismus bleibt, den die Föderation Wallonie-Brüssel vorzieht, insofern er es den Studierenden ermöglicht, sich in den Studiengang zu integrieren und ihre Errungenschaften gegebenenfalls in anderen Studienrichtungen in Wert zu setzen» (ebenda, S. 5):

«Die Organisation einer Auswahlprüfung, auch wenn sie für die Aufnahme zum Studium eingeführt wird, durch die Schwierigkeiten der Föderalregierung bei der Erteilung präziser, zuverlässiger und anerkannter Zahlen über die künftige föderale Planung unmöglich gemacht wird. Die jüngeren Entwicklungen infolge der Beschwerden von Studierenden, die keine Bescheinigungen im Anschluss an das Programm des Zyklus erhalten haben, haben nämlich gezeigt, dass der föderale Mechanismus nicht stabilisiert war, da er sich als unfähig erwies, Quoten zu liefern, die der Situation entsprachen, die dadurch geregelt werden sollte. Eine zu Beginn des Studiums organisierte Auswahlprüfung macht nur Sinn, wenn sie auf zuverlässigen, objektiven und stabilisierten Daten beruhen kann, die durch die Föderalbehörde festgelegt werden müssen. Neben denjenigen, die in Frage gestellt wurden, sind jedoch andere Gegenstand von politischen Entscheidungen gewesen, mit denen der wissenschaftliche Beitrag der Planungskommission abgestritten wurde. Es stellt sich heraus, dass durch den Mangel an Voraussicht oder Sicherheit auf Seiten der Föderalregierung nur ein Mechanismus von Eingangsprüfungen, durch den also nicht eine vorher festgelegte Zahl von erfolgreichen Absolventen gefiltert werden soll, heute die stabilste Form zu sein scheint, die angeboten werden kann.

Das System der Eingangsprüfung kann nur insofern angenommen werden, als es die Möglichkeit bietet, den von der Föderalregierung herausgegebenen Anforderungen zu entsprechen, die *de facto* die Möglichkeiten einschränken, die der Föderation Wallonie-Brüssel geboten werden. Die Organisation der Eingangsprüfung ist also im Hinblick auf die Gewähr zu betrachten, dass eine Bescheinigung über eine LIKIV-Nummer den derzeit in den beiden Studienrichtungen eingeschriebenen Studierenden ausgestellt wird» (ebenda, S. 5).

Bezüglich der «Übergangsregelung für die sog. 'reçus-collés' des akademischen Jahres 2016-2017», in Folge des Gutachtens des Staatsrates, wird in der Begründung auf folgende Weise die Gleichbehandlung der Studierenden, die 45 Studienpunkte erworben haben und keine Bescheinigung für den Zugang zum weiteren Programm des Zyklus, und der Studierenden, die nicht 45 der ersten 60 Studienpunkte des Zyklus erworben haben, gerechtfertigt:

«Es wird daran erinnert, dass durch den Mechanismus der Auswahlprüfung in Anwendung des Dekrets vom 9. Juli 2015 über das Studium der Medizin und der Zahnheilkunde zwei Bedingungen für den Zugang zum weiteren Programm des Zyklus eingeführt werden, nämlich 45 Studienpunkte erworben haben und über eine Zugangsbescheinigung verfügen. Ein Studierender, der diese beiden Bedingungen nicht erfüllt, kann nicht für das weitere Programm zugelassen werden. Es stellt sich heraus, dass Studierende, die weniger als 45 Studienpunkte haben, und Studierende, die mehr als 45 Studienpunkte haben, aber nicht die Bescheinigung erhalten haben, sich beide in einer Situation befinden, die sie daran hindert, Zugang zum weiteren Programm des Zyklus zu erhalten. Um den Übergang zwischen dem Mechanismus der am Ende des ersten Jahres des ersten Zyklus organisierten Auswahlprüfung und demjenigen der beim Eingang zum ersten Zyklus organisierten Prüfung zu gewährleisten, ist in der Regelung vorgesehen, dass jeder Studierende, der keinen Zugang zum weiteren Zyklus hat, die Eingangsprüfung ablegt. Andernfalls würde die einzige Möglichkeit zur Beseitigung der durch den Staatsrat aufgezeigten Diskriminierung darin bestehen, es allen Studierenden, die 45 Studienpunkte erhalten haben, zu erlauben, sich für das weitere Programm des Zyklus einzuschreiben. Dies würde darauf hinauslaufen, die Wirkungen der Auswahlprüfung zu annullieren, während der Mechanismus des Dekrets vom 9. Juli nicht durch die Verwaltungsstreitsachenabteilung des Staatsrates ausgeschlossen wurde» (ebenda, S. 7).

Vor dem zuständigen Ausschuss des Parlamentes der Französischen Gemeinschaft wurde bezüglich des Übergangs zwischen der Regelung der Auswahlprüfung, die noch im Juni 2017 Anwendung finden wird, und dem Mechanismus der Eingangs- und Zulassungsprüfung, der ab September Anwendung finden wird, präzisiert:

«Um den Übergang zwischen den beiden Modellen zu gewährleisten und unbeschadet der weiteren Entwicklung, die diese Akte aus den zahlreichen Gründen, die der Herr Minister Marcourt angeführt hat, vor Gericht erfahren könnte, werden nur die Studierenden, die sich derzeit in einem Programm des ersten Jahres des ersten Zyklus befinden und die am Ende der Prüfungsbesprechungen vom kommenden September 45 Studienpunkte sowie die Bescheinigung der Auswahlprüfung erhalten haben, ihre Ausbildung fortsetzen können. Selbst wenn die anderen Studierenden Studienpunkte erworben haben, werden sie die Eingangs- und Zugangsprüfung ablegen müssen. So werden alle gegenüber der eingeführten Prüfung gleich behandelt. Damit ihre Einschreibung zur Prüfung gewährleistet wird, werden sämtliche Listen der für die Studiengänge eingeschriebenen Studierenden der ARES übermittelt im Hinblick auf eine Einschreibung zur Prüfung.

Schließlich bietet, wie bereits erwähnt, Artikel 12 eine rechtliche Grundlage für die 'reçus-collés' des Sommers 2016. Dadurch wird die Situation der 'reçus-collés' im Sinne der Beschlüsse der Gerichte erster Instanz Namur und Nivelles vom 20. September 2016 reguliert» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2016-2017, Nr. 410/3, S. 6).

In Bezug auf die Klagerücknahme

B.3.1. Die vierte klagende Partei, die die am 8. September 2017 organisierte Eingangs- und Zulassungsprüfung bestanden hat, hat dem Gerichtshof im Erwidierungsschriftsatz der klagenden Parteien mitgeteilt, dass sie ihre Nichtigkeitsklage zurücknehme.

B.3.2. Nichts hindert den Gerichtshof daran, die Klagerücknahme zu bewilligen.

In Bezug auf das Interesse der klagenden Parteien

B.4.1. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erfordern, dass jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte.

B.4.2. Die ersten drei klagenden Parteien waren in Block 1 des Bachelorprogramms der Medizin oder Zahnheilkunde für das akademische Jahr 2016-2017 eingeschrieben und haben in Anwendung von Artikel 150 § 2 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Hochschullandschaft und der akademischen Organisation des Studiums am Ende der Sitzung vom Januar 2017 eine Entlastungsvereinbarung unterschrieben.

Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung der Artikel 1 bis 10 und 13 bis 18 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 29. März 2017 über das Studium der Medizin und der Zahnheilkunde. Sie machen geltend, dass die Erfordernisse des Besitzes einer Zugangsbescheinigung für das weitere Programm des Zyklus als Bachelor der Medizin oder Zahnheilkunde oder einer Bescheinigung über das Bestehen der Eingangsprüfung ihr Recht, das Hochschulstudium ihrer Wahl fortzusetzen, einschränken und diesem Recht somit Abbruch täten.

B.4.3. In Anwendung von Artikel 100 § 1 des vorerwähnten Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 7. November 2013 kann ein Studierender sich für das weitere Programm des Zyklus einschreiben, wenn er 45 der 60 im Programm der Studierenden von Block 1 enthaltenen Studienpunkte erreicht.

Artikel 110/2 Absatz 1 des Dekrets vom 7. November 2013, eingefügt durch Artikel 3 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 9. Juli 2015 über das Studium der Medizin und der Zahnheilkunde, schreibt außerdem vor, dass Studierende, die sich für das weitere Programm des ersten Zyklus einschreiben möchten, eine Zugangsbescheinigung erhalten müssen. Er bestimmt nämlich:

«Zur Anwendung von Artikel 100 § 2 über die ersten 60 Studienpunkte des Studienprogramms des ersten Zyklus hinaus können nur die Studierenden, die im Besitz einer Bescheinigung für den Zugang zum weiteren Programm des Zyklus sind, in ihr Studienprogramm die Unterrichtseinheiten des weiteren Programms des ersten Zyklus der Medizin oder Zahnheilkunde eintragen».

Artikel 110/3 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«§ 1. Jedes Jahr legt die Regierung vor dem 30. Juni die Gesamtanzahl von Zugangsbescheinigungen im Sinne von Artikel 110/2 fest, die im darauf folgenden akademischen Jahr ausgestellt werden, wobei sie unter anderem die Zahl der Diplominhaber des zweiten Zyklus berücksichtigt, die Zugang zur Erteilung der besonderen Berufstitel haben aufgrund der föderalen Gesetzgebung über die Planung des medizinischen Angebots.

Geschieht dies nicht, so gilt die Anzahl der Zugangsbescheinigungen erneut für das darauf folgende akademische Jahr.

§ 2. Wenn die Regierung die Gesamtanzahl der Zugangsbescheinigungen festlegt, bestimmt sie für jede Universität die Anzahl der Zugangsbescheinigungen, die im darauf folgenden akademischen Jahr erteilt werden.

Die Verteilung auf die Universitätseinrichtungen erfolgt nach dem Grundsatz ' das Recht des Stärkeren ', indem 20,88 Prozent der Zugangsbescheinigungen für das weitere Programm in Medizin der ' Université de Liège ', 27,06 Prozent der ' Université catholique de Louvain ', 18,94 Prozent der ' Université libre de Bruxelles ', 11,15 Prozent der ' Université de Mons ' und 21,97 Prozent der ' Université de Namur ' zugeteilt werden.

Die Verteilung auf die Universitätseinrichtungen erfolgt nach dem Grundsatz ' das Recht des Stärkeren ', indem 25,96 Prozent der Zugangsbescheinigungen für das weitere Programm in Zahnheilkunde der ' Université de Liège ', 38,69 Prozent der ' Université catholique de Louvain ', und 35,35 Prozent der ' Université libre de Bruxelles ' zugeteilt werden.

Diese Verteilungen sind für höchstens neun Jahre festgelegt. Ab dem akademischen Jahr 2024-2025 bestimmt die Regierung für die neun folgenden Jahre die Verteilungen auf die Einrichtungen.

In Abweichung von Absatz 1 wird für das akademische Jahr 2016-2017 die Anzahl der Zugangsbescheinigungen für das weitere Programm des Zyklus der Medizin wie folgt verteilt: 135 Bescheinigungen für die ' Université de Liège ', 176 Bescheinigungen für die ' Université catholique de Louvain ', 123 Bescheinigungen für die ' Université libre de Bruxelles ', 72 Bescheinigungen für die ' Université de Mons ' und 143 Bescheinigungen für die ' Université de Namur '.

In Abweichung von Absatz 1 wird für das akademische Jahr 2016-2017 die Anzahl der Zugangsbescheinigungen für das weitere Programm des Zyklus der Zahnheilkunde wie folgt verteilt: 23 Bescheinigungen für die ' Université de Liège ', 34 Bescheinigungen für die ' Université catholique de Louvain ', und 32 Bescheinigungen für die ' Université libre de Bruxelles '.

Artikel 110/4 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«§ 1. Es wird eine Auswahlprüfung innerhalb einer jeden Einrichtung, die den Studiengang des ersten Zyklus der Medizin und der Zahnheilkunde organisiert, durchgeführt, um das Ausstellen der Zugangsbescheinigungen für das weitere Programm des Zyklus zu gewährleisten.

Die Bewertung der einzelnen Unterrichtseinheiten des zweiten Quadrimesters wird in zwei Teilen organisiert: Der erste Teil betrifft den Erwerb von Studienpunkten, die den Unterrichtseinheiten des zweiten Quadrimesters entsprechen, der zweite Teil betrifft die Vergabe von Noten zur Bestimmung der Einstufung bei der Auswahlprüfung. Innerhalb von drei Jahren nach dem Inkrafttreten dieses Dekrets gewährleistet die Gesamtheit der betreffenden Universitäten, dass mindestens die Hälfte der Bewertung dieses zweiten Teils gemeinsam ist und gegebenenfalls Gegenstand einer Organisation zwischen den betreffenden Universitäten ist.

Der zweite Teil der Bewertung im Sinne des vorigen Absatzes wird nur einmal pro akademisches Jahr organisiert, während des Zeitraums der Bewertung am Ende des zweiten Quadrimesters.

Die Auswahlprüfung kann nicht aufgeteilt werden. Ungeachtet der bereits erworbenen oder in Wert gesetzten Studienpunkte für die Unterrichtseinheiten des zweiten Quadrimesters legt der Studierende den gesamten zweiten Teil der Bewertungen der Unterrichtseinheiten des zweiten Quadrimesters ab.

Unter den Studierenden, die in den Vorteil einer Programmterlastung im Sinne der Artikel 150 § 2 Nr. 2 und 151 über das Programm der ersten 60 Studienpunkte des Studienprogramms gelangen, werden zum Ablegen des zweiten Teils der Bewertung der Unterrichtseinheiten nur die Studierenden zugelassen, deren Jahresprogramm es ermöglicht, am Ende des laufenden akademischen Jahres die ersten 60 Studienpunkte des Programms des Zyklus zu erwerben oder in Wert zu setzen.

Zur Anwendung von Absatz 2 darf nicht die in Artikel 79 § 1 Absatz 1 vorgesehene Sonderregelung in Anspruch genommen werden.

§ 2. Ergänzend zu den Artikeln 139 und 140 und zur Ausstellung der Bescheinigungen im Sinne von Artikel 110/2 addiert der Prüfungsausschuss, nachdem er am Ende des zweiten Quadrimesters über die ersten 60 Studienpunkte des Studienprogramms in Medizin und Zahnheilkunde beraten hat, für jeden Studierenden die Noten, gewichtet nach den Studienpunkten, die den Unterrichtseinheiten entsprechen, die für den zweiten Teil der Bewertung der Unterrichtseinheiten des zweiten Quadrimesters erzielt wurden, und stuft die Studierenden in abnehmender Reihenfolge der Summe dieser Noten ein.

Die Bescheinigungen im Sinne von Paragraph 1 werden durch den Prüfungsausschuss spätestens am 10. Juli ausgestellt, in der Reihenfolge der Einstufung der Auswahlprüfung und innerhalb der Grenzen der verfügbaren Bescheinigungen, unter der Bedingung, dass der Studierende mindestens 45 der ersten 60 Studienpunkte des Programms des Studiums des ersten Zyklus erhalten hat.

Wenn der Prüfungsausschuss die Zugangsbescheinigungen für das weitere Programm des Zyklus ausstellt, unterscheidet er bei Gleichstand zwischen den Studierenden aufgrund des Durchschnitts der Ergebnisse, die für den ersten Teil der Bewertung der Unterrichtseinheiten des zweiten Quadrimesters erzielt wurden.

Wenn in einer Einrichtung am Ende des akademischen Jahres weniger Zugangsbescheinigungen für das weitere Programm des Zyklus ausgestellt werden als die zugelassene Anzahl, wird die Anzahl der verbleibenden Bescheinigungen der Anzahl Bescheinigungen hinzugefügt, die für diese Einrichtung für das folgende akademische Jahr festgelegt wurde.

§ 3. Wenn der Prüfungsausschuss die Zugangsbescheinigungen für das weitere Programm des Zyklus ausstellt, wendet er folgendes System an: Es wird für jede Einrichtung eine Zahl T festgesetzt, die der Zahl der pro Einrichtung zugelassenen Zugangsbescheinigungen entspricht, sowie eine Zahl NR, die der Zahl der Studierenden entspricht, die nicht als ansässige Studierende im Sinne von Artikel 1 des Dekrets vom 16. Juni 2006 zur Regelung der Studentenzahl in bestimmten Kursen des ersten Zyklus des Hochschulunterrichts gelten.

Wenn das Verhältnis zwischen dieser Zahl NR und der Zahl T einen höheren Prozentsatz als 30% erreicht, stellt der Prüfungsausschuss diesen Studierenden die Bescheinigungen entsprechend der gemäß § 1 festgelegten Einstufung aus innerhalb der Grenzen des Prozentsatzes von 30% der Zahlen, die für die jeweiligen Universitäten zugelassen sind.

§ 4. Diese Bescheinigung gibt Anrecht auf die Einschreibung für das weitere Programm des Zyklus nur für das folgende akademische Jahr. Sie ist persönlich und nicht übertragbar. Im Falle höherer Gewalt, die ordnungsgemäß durch die akademischen Behörden der Einrichtung beurteilt wird, kann diese Bescheinigung für ein folgendes akademisches Jahr in Wert gesetzt werden».

Artikel 110/5 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«Die Studienpunkte, die ein Studierender erworben hat, der keine Zugangsbescheinigung für das weitere Programm des Zyklus erhalten hat, können in Wert gesetzt werden im Hinblick auf eine persönliche Aufnahme zu jedem Studiengang des ersten Zyklus, ungeachtet der von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Einrichtung, in der sich der Studierende anschließend einschreibt gemäß Artikel 117».

Artikel 110/6 des Dekrets vom 7. November 2013 bestimmt:

«§ 1. Ein Studierender kann die Auswahlprüfung in Medizin oder Zahnheilkunde höchstens während zwei aufeinander folgenden akademischen Jahren ablegen, außer in Fällen von höherer Gewalt, die ordnungsgemäß durch die akademischen Behörden der Einrichtung, in der der Studierende eingeschrieben ist, beurteilt wird.

§ 2. Ein Studierender, der nicht 45 Studienpunkte der ersten 60 Studienpunkte des Studienprogramms erworben hat, kann sich ein einziges Mal erneut in ein Studienprogramm in Medizin oder Zahnheilkunde im Sinne von Artikel 100 § 1 Absatz 1 einschreiben.

§ 3. Ohne dass von Artikel 5 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Anpassung der Finanzierung der Hochschuleinrichtungen an die neue Organisation der Studien abgewichen werden kann, und unbeschadet der erworbenen Studienpunkte kann ein Studierender, der mindestens 45 Studienpunkte des Studienprogramms des ersten Zyklus erworben hat, der jedoch keine Zugangsbescheinigung für das weitere Programm des Zyklus erhalten hat, sich erneut in ein Studienprogramm in Medizin oder Zahnheilkunde im Sinne von Artikel 100 § 1 Absatz 1 einschreiben, um an den Lerntätigkeiten und Unterrichtseinheiten teilzunehmen, deren Studienpunkte er nicht erworben hat, und ein einziges Mal den zweiten Teil der Bewertung im Sinne von Artikel 110/4 § 1 ablegen.

§ 4. Ein Studierender, der mindestens 45 Studienpunkte des Studienprogramms des ersten Zyklus erworben hat, aber keine Zugangsbescheinigung für das weitere Programm des Zyklus erhalten hat, kann ebenfalls die erworbenen Studienpunkte in Wert setzen im Hinblick auf eine kumulierte Einschreibung in ein Studienprogramm eines Studienbereichs im Sinne von Artikel 83 § 1 Nrn. 14 bis 16. Der Studierende schreibt sich gemäß Artikel 99 ein. Sein Studienprogramm wird durch den Prüfungsausschuss gemäß den Bedingungen von Artikel 100 § 2 für gültig erklärt.

Die Studierenden entrichten nur die Einschreibungsgebühr für das Studienprogramm im Sinne von Absatz 1.

Bei den Bewertungen am Ende des zweiten Quadrimesters des Studienprogramms können sie ein einziges Mal den zweiten Teil der Bewertung im Sinne von Artikel 110/4 § 1 ablegen im Hinblick auf die Erlangung der Zugangsbescheinigung für das weitere Programm des Zyklus der Medizin oder der Zahnheilkunde.

B.4.4. Artikel 17 Nr. 1 des angefochtenen Dekrets hebt die Artikel 110/1 bis 110/7 des Dekrets vom 7. November 2013 auf, mit Ausnahme der Absätze 2 bis 7 von Artikel 110/1 § 1 und des Artikels 110/2, der für das akademische Jahr 2017/2018 wirksam bleibt.

B.4.5. Gemäß Artikel 13 des angefochtenen Dekrets sind die klagenden Parteien verpflichtet, die Eingangs- und Zulassungsprüfung im Sinne von Artikel 1 des angefochtenen Dekrets abzulegen, da sie vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets für das Studium des ersten Zyklus der Medizin und Zahnheilkunde eingeschrieben waren und da sie die Zugangsbescheinigung für das weitere Programm des Zyklus, die nach der Auswahlprüfung ausgestellt wird, nicht erhalten haben.

Die ersten drei klagenden Parteien könnten im Übrigen diese Zugangsbescheinigung in Anwendung des in B.3.4 zitierten Artikels 110/4 § 1 Absatz 5 nicht erhalten.

Aus den Elementen der Akte geht hervor, dass die erste und die dritte klagende Partei beschlossen haben, ihr Studium der Medizin und der Zahnheilkunde aufzugeben. Diese Parteien weisen demzufolge nicht mehr das Interesse auf, vor dem Gerichtshof aufzutreten. Die zweite klagende Partei hat hingegen die in ihrer Entlastungsvereinbarung vorgesehenen Studienpunkte erworben und hat die am 8. September 2017 organisierte Eingangsprüfung abgelegt, aber nicht bestanden.

Daraus ergibt sich, dass die zweite klagende Partei ein Interesse daran aufweist, Artikel 13 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 29. März 2017 anzufechten, insofern er die Studierenden, die in Block 1 des Bachelorprogramms der Medizin oder der Zahnheilkunde für das akademische Jahr 2016-2017 eingeschrieben sind und die in Anwendung von Artikel 150 § 2 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 7. November 2013 am Ende der Sitzung vom Januar 2017 eine Entlastungsvereinbarung geschlossen haben und deshalb die Zugangsbescheinigung für das weitere Programm des Zyklus, die nach der Auswahlprüfung ausgestellt wird, nicht erhalten konnten, dazu verpflichtet, die Eingangs- und Zulassungsprüfung im Sinne von Artikel 1 des angefochtenen Dekrets abzulegen, und auch daran, die Artikel 1 bis 10 und 14 bis 18 dieses Dekrets anzufechten, insofern sie einen Zusammenhang mit diesem somit beschränkten Beschwerdegrund in Bezug auf Artikel 13 aufweisen.

In Bezug auf den Klagegegenstand

B.5.1. In der Klageschrift beantragt die klagende Partei die Nichtigkeitsklärung der Artikel 1 bis 10 und 13 bis 18 des angefochtenen Dekrets. Im Erwidierungsschriftsatz beantragt sie ebenfalls die Nichtigkeitsklärung von Artikel 11 dieses Dekrets, der infolge eines materiellen Irrtums nicht in der Klageschrift erwähnt worden sei.

B.5.2. Der Gerichtshof muss seine Prüfung auf jene Bestimmungen beschränken, deren Nichtigkeitsklärung in der Klageschrift beantragt wurde. Die von der klagenden Partei im Erwidierungsschriftsatz beantragte Erweiterung der Klage auf eine nicht in der Klageschrift angefochtene Bestimmung ist unzulässig.

B.5.3. Wenn der Gerichtshof eine angefochtene Bestimmung für nichtig erklärt, erklärt er jedoch von Amts wegen jene Bestimmungen für nichtig, die untrennbar damit verbunden sind.

Der in B.1 angeführte Artikel 11 des angefochtenen Dekrets, der den in B.4.3 angeführten Artikel 110/3 § 2 des Dekrets vom 7. November 2013 ergänzt, verteilt unter die Universitäten für das akademische Jahr 2016-2017 die Anzahl der Zugangsbescheinigungen für das weitere Programm des Zyklus der Medizin. Es kann nicht angenommen werden, dass diese Bestimmung mit Artikel 13 des angefochtenen Dekrets verbunden ist, da die klagende Partei die Auswahlprüfung nicht ablegen konnte und die nach der Auswahlprüfung ausgestellte Zugangsbescheinigung für das weitere Programm des Zyklus nicht erhalten konnte.

Der Gegenstand der Nichtigkeitsklage braucht also nicht erweitert zu werden.

B.5.4. Der sechste, der siebte und der achte Klagegrund, die gegen Artikel 11 des angefochtenen Dekrets gerichtet sind, sind demzufolge unzulässig.

In Bezug auf den Umfang der Klage

B.6.1. Der Gerichtshof muss den Umfang der Nichtigkeitsklage anhand der Klageschrift und insbesondere der Darlegung der Klagegründe bestimmen. Der Gerichtshof beschränkt seine Prüfung auf jene Bestimmungen, gegen die Klagegründe gerichtet sind.

B.6.2. Um den Erfordernissen nach Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof zu entsprechen, müssen die Klagegründe nicht nur angeben, welche Vorschriften, deren Einhaltung der Gerichtshof gewährleistet, verletzt wären, sondern auch, welche Bestimmungen gegen diese Vorschriften verstoßen würden, und darlegen, in welcher Hinsicht diese Vorschriften durch die fraglichen Bestimmungen verletzt würden.

Der Gerichtshof prüft die Klagegründe insofern, als sie den vorerwähnten Erfordernissen entsprechen.

In Bezug auf den ersten Klagegrund

B.6.3. Der erste Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Grundsätze der Rechtssicherheit und des berechtigten Vertrauens, den Grundsatz der Nichtrückwirkung der Gesetze, Artikel 24 § 3 der Verfassung, Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention und die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Die klagende Partei bemängelt, dass das angefochtene Dekret in mancherlei Hinsicht rückwirkende Bestimmungen enthalte, ohne dass zwingende Gründe eine solche Tragweite rechtfertigen könnten.

B.6.4. Im ersten Klagegrund wird in unzureichendem Maße angegeben, welche Bestimmungen des angefochtenen Dekrets gegen die Regeln, deren Einhaltung der Gerichtshof gewährleistet, verstoßen würden. Er ist somit unzulässig.

In Bezug auf den zweiten Klagegrund

B.7.1. Der zweite Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung, Artikel 92*bis* der Verfassung, die Artikel 23 und 24 der Verfassung und die Artikel 2, 6 und 13 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte.

Die klagende Partei bemängelt, dass dem angefochtenen Dekret kein Zusammenarbeitsabkommen mit dem belgischen Staat vorangegangen sei, während es Grundrechte beeinträchtigt, darunter das Recht auf Zugang zum Beruf, das Gegenstand einer in die Zuständigkeit der Föderalbehörde fallenden Regelung sei.

B.7.2. Um den Erfordernissen nach Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof zu entsprechen, müssen die Klagegründe nicht nur angeben, welche Vorschriften, deren Einhaltung der Gerichtshof gewährleistet, verletzt wären, sondern auch, welche Bestimmungen gegen diese Vorschriften verstoßen würden, und darlegen, in welcher Hinsicht diese Vorschriften durch die fraglichen Bestimmungen verletzt würden.

B.7.3. Im zweiten Klagegrund wird in unzureichendem Maße angegeben, welche Regeln der Zuständigkeitsverteilung ein Zusammenarbeitsabkommen mit dem belgischen Staat vorschreiben würden. Artikel 92*bis* der Verfassung existiert nicht. Die Artikel 23 und 24 der Verfassung schreiben ein solches Abkommen nicht vor. Der Gerichtshof ist im Übrigen nicht dafür zuständig, über einen Verstoß gegen Bestimmungen des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte, an sich betrachtet, zu befinden.

B.7.4. Der zweite Klagegrund ist unbegründet.

In Bezug auf den dritten Klagegrund

B.8.1. Der dritte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen Artikel 24 § 3 der Verfassung, Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 13 Absatz 2 Buchstabe c) des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte, die Grundsätze der Rechtssicherheit und des berechtigten Vertrauens, das durch Artikel 23 der Verfassung und durch Artikel 6 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte gewährleistetete Recht auf freie Wahl der Berufstätigkeit und den durch Artikel 23 der Verfassung und durch Artikel 2 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte gewährleisteteten «Stillhaltegrundsatz».

Die klagende Partei bemängelt, dass Artikel 13 des angefochtenen Dekrets den Studierenden, die bereits ordnungsgemäß im ersten Jahr des Studiengangs der Medizin und der Zahnheilkunde an einer der Französischen Gemeinschaft unterstehenden Universität eingeschrieben seien, eine Eingangsprüfung auferlege, wenn sie nicht Inhaber der Zugangsbescheinigung für das weitere Programm des Zyklus als Bachelor der Medizin oder Zahnheilkunde seien.

B.8.2. Artikel 24 § 3 der Verfassung bestimmt:

«Jeder hat ein Recht auf Unterricht unter Berücksichtigung der Grundfreiheiten und Grundrechte. Der Zugang zum Unterricht ist unentgeltlich bis zum Ende der Schulpflicht.

Alle schulpflichtigen Schüler haben zu Lasten der Gemeinschaft ein Recht auf eine moralische oder religiöse Erziehung».

Dieses Recht steht einer Regelung des Zugangs zum Unterricht, insbesondere zu dem nach Ablauf der Schulpflicht erteilten Unterricht, je nach den Bedürfnissen und Möglichkeiten der Allgemeinheit und des Individuums nicht im Wege.

B.8.3. Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

«Das Recht auf Bildung darf niemandem verwehrt werden. Der Staat hat bei Ausübung der von ihm auf dem Gebiete der Erziehung und des Unterrichts übernommenen Aufgaben das Recht der Eltern zu achten, die Erziehung und den Unterricht entsprechend ihren religiösen und weltanschaulichen Überzeugungen sicherzustellen».

Diese Bestimmung verleiht insbesondere ein Recht auf Zugang zu den bestehenden sowohl öffentlichen als auch privaten Hochschuleinrichtungen (EuGHMR, Große Kammer, 10. November 2005, *Leyla Şahin* gegen Türkei, §§ 134-142, 152-153; Große Kammer, 19. Oktober 2012, *Catan und andere* gegen Moldawien und Russland, §§ 137 und 139; *Altınay* gegen Türkei, 9. Juli 2013, § 31). Sie schreibt vor, dass der Inhaber dieses Zugangsrechts die Möglichkeit haben muss, einen Vorteil aus dem absolvierten Unterricht zu ziehen, das heißt das Recht, gemäß den im betreffenden Staat geltenden Regeln sowie in irgendeiner Form die amtliche Anerkennung der absolvierten Studien zu erhalten (EuGHMR, Große Kammer, 10. November 2005, *Leyla Şahin* gegen Türkei, § 152; Große Kammer, 19. Oktober 2012, *Catan und andere* gegen Moldawien und Russland, § 137).

Das Recht auf Bildung erfordert von seiner Beschaffenheit her eine staatliche Regelung, die unter anderem den Bedürfnissen und Mitteln der Gemeinschaft sowie den Besonderheiten des Niveaus des betreffenden Unterrichts Rechnung trägt (EuGHMR, Große Kammer, 10. November 2005, *Leyla Şahin* gegen Türkei, § 154; Große Kammer, 19. Oktober 2012, *Catan und andere* gegen Moldawien und Russland, § 140). Dieses Recht, das nicht absolut ist, kann gewissen Einschränkungen unterliegen, sofern diese vorhersehbar sind und in einem vernünftigen Verhältnis zum angestrebten rechtmäßigen Ziel stehen. Der Staat verfügt diesbezüglich über einen umso größeren Ermessensspielraum, je höher das betreffende Studienniveau ist (EuGHMR, Große Kammer, 10. November 2005, *Leyla Şahin* gegen Türkei, § 154; Große Kammer, 19. Oktober 2012, *Catan und andere* gegen Moldawien und Russland, § 140). Damit die eingeführten Beschränkungen das betreffende Recht nicht dermaßen einschränken, dass es in seinem Wesen beeinträchtigt wird und seine Wirksamkeit verliert, müssen sie für den Rechtsuchenden vorhersehbar sein und ein legitimes Ziel verfolgen. Im Gegensatz zu den Artikeln 8 bis 11 der Konvention enthält Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls jedoch keine erschöpfende Aufzählung der «legitimen Ziele». Außerdem ist eine solche Einschränkung mit diesem Artikel nur dann in Einklang zu bringen, wenn ein angemessener Zusammenhang der Verhältnismäßigkeit zwischen den eingesetzten Mitteln und dem verfolgten Ziel besteht (EuGHMR, *Altınay* gegen Türkei, 9. Juli 2013, § 34). Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls erlaubt es, dass der Zugang zu den Universitäten denjenigen vorbehalten wird, die sich ordnungsgemäß zu den betreffenden Auswahlprüfungen anmelden und sie bestehen (EuGHMR, *Altınay* gegen Türkei, 9. Juli 2013, § 35).

B.8.4. Artikel 13 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte bestimmt:

«(1) Die Vertragsstaaten erkennen das Recht eines jeden auf Bildung an. [...]

(2) Die Vertragsstaaten erkennen an, dass im Hinblick auf die volle Verwirklichung dieses Rechts

[...]

c) der Hochschulunterricht auf jede geeignete Weise, insbesondere durch allmähliche Einführung der Unentgeltlichkeit, jedermann gleichermaßen entsprechend seinen Fähigkeiten zugänglich gemacht werden muss;

[...]».

Artikel 2 Absatz 1 desselben Paktes bestimmt:

«Jeder Vertragsstaat verpflichtet sich, einzeln und durch internationale Hilfe und Zusammenarbeit, insbesondere wirtschaftlicher und technischer Art, unter Ausschöpfung aller seiner Möglichkeiten Maßnahmen zu treffen, um nach und nach mit allen geeigneten Mitteln, vor allem durch gesetzgeberische Maßnahmen, die volle Verwirklichung der in diesem Pakt anerkannten Rechte zu erreichen».

Aus diesen Bestimmungen geht hervor, dass der gleiche Zugang zum Hochschulunterricht schrittweise entsprechend den Fähigkeiten eingeführt werden muss, unter Berücksichtigung der wirtschaftlichen Möglichkeiten und der spezifischen Situation der öffentlichen Finanzen eines jeden Vertragsstaates.

Artikel 13 Absatz 2 Buchstabe c) des Paktes lässt also kein Recht auf Zugang zum Hochschulunterricht entstehen. Er spricht jedoch dagegen, dass das Königreich Belgien Maßnahmen ergreift, die dem Ziel des absolut gleichen Zugangs zum Hochschulunterricht entsprechend den Fähigkeiten eines jeden zuwiderlaufen würden.

Diese Bestimmung beinhaltet eine Stillhalteverpflichtung, die dem entgegensteht, dass der zuständige Gesetzgeber das durch die geltenden Rechtsvorschriften gebotene Schutzniveau in erheblichem Maße verringert, ohne dass es dafür Gründe gibt, die mit dem Allgemeininteresse zusammenhängen. Sie verhindert nicht, dass der Zugang zum Hochschulunterricht Bedingungen hinsichtlich der Fähigkeiten der Studierenden unterliegt, sofern diese Bedingungen dem Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung entsprechen.

B.8.5. Artikel 23 der Verfassung bestimmt:

«Jeder hat das Recht, ein menschenwürdiges Leben zu führen.

Zu diesem Zweck gewährleistet das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel unter Berücksichtigung der entsprechenden Verpflichtungen die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte und bestimmt die Bedingungen für ihre Ausübung.

Diese Rechte umfassen insbesondere:

1. das Recht auf Arbeit und auf freie Wahl der Berufstätigkeit im Rahmen einer allgemeinen Beschäftigungspolitik, die unter anderem darauf ausgerichtet ist, einen Beschäftigungsstand zu gewährleisten, der so stabil und hoch wie möglich ist, das Recht auf gerechte Arbeitsbedingungen und gerechte Entlohnung sowie das Recht auf Information, Konsultation und kollektive Verhandlungen;

[...].»

B.8.6. Artikel 6 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte bestimmt:

«(1) Die Vertragsstaaten erkennen das Recht auf Arbeit an, welches das Recht jedes einzelnen auf die Möglichkeit, seinen Lebensunterhalt durch frei gewählte oder angenommene Arbeit zu verdienen, umfasst, und unternehmen geeignete Schritte zum Schutz dieses Rechts.

(2) Die von einem Vertragsstaat zur vollen Verwirklichung dieses Rechts zu unternehmenden Schritte umfassen fachliche und berufliche Beratung und Ausbildungsprogramme sowie die Festlegung von Grundsätzen und Verfahren zur Erzielung einer stetigen wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Entwicklung und einer produktiven Vollbeschäftigung unter Bedingungen, welche die politischen und wirtschaftlichen Grundfreiheiten des einzelnen schützen».

B.8.7. Aus den in B.2 angeführten Vorarbeiten geht hervor, dass der Dekretgeber die am Ende des ersten Jahres des Studiums der Medizin und der Zahnheilkunde organisierte Auswahlprüfung, die eine Voraussetzung für den Zugang zum weiteren Programm des Zyklus war, durch eine Eingangs- und Zulassungsprüfung ersetzen wollte.

Artikel 13 des angefochtenen Dekrets erlegt den Studierenden, die in Block 1 des Bachelorprogramms der Medizin oder der Zahnheilkunde für das akademische Jahr 2016-2017 eingeschrieben sind und die in Anwendung von Artikel 150 § 2 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 7. November 2013 am Ende der Sitzung vom Januar 2017 eine Entlastungsvereinbarung geschlossen haben und deshalb die Zugangsbescheinigung für das weitere Programm des Zyklus, die nach der Auswahlprüfung ausgestellt wird, nicht erhalten konnten, die Verpflichtung auf, die Eingangs- und Zulassungsprüfung abzulegen. Vorbehaltlich der Prüfung des fünften Klagegrunds ist diese Bestimmung dadurch vernünftig zu rechtfertigen, dass sie für diese Studierenden die Verpflichtung, nach der Auswahlprüfung am Ende des ersten Jahres günstig eingestuft zu sein, durch die Verpflichtung, die Eingangs- und Zulassungsprüfung zu bestehen, ersetzt, sowie dadurch, dass diese beiden Verpflichtungen in einem angemessenen Verhältnis zur verfolgten legitimen Zielsetzung stehen und mit dem gleichen Zugang zum Hochschulunterricht entsprechend den Fähigkeiten eines jeden nicht unvereinbar sind. Sie steht ebenso wenig im Widerspruch zur Stillhalteverpflichtung, da sie eine Beschränkung des Zugangs zum Studium durch eine andere ersetzt und da die Einführung einer Eingangsprüfung, die keinen *numerus fixus* impliziert, nicht einer vernünftigen Rechtfertigung entbehrt unter Berücksichtigung dessen, dass Artikel 92 § 2 Nr. 1 des am 10. Mai 2015 koordinierten Gesetzes über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe den König dazu ermächtigt, den Zugang zum Arztberuf und zum Zahnarztberuf zu beschränken.

Die klagende Partei legt nicht dar, wie Artikel 23 der Verfassung und Artikel 6 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte durch Artikel 13 des angefochtenen Dekrets verletzt werden könnten.

B.8.8. Der dritte Klagegrund ist unbegründet.

In Bezug auf den vierten Klagegrund

B.9.1. Der vierte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen das durch Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention, die Artikel 23 und 24 der Verfassung und Artikel 13 Absatz 2 Buchstabe c) des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte gewährleistete Recht auf Bildung, das in Artikel 23 der Verfassung und Artikel 6 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte verankerte Recht auf freie Wahl der Berufstätigkeit, die Artikel 10 und 11 der Verfassung und Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

In einem ersten Teil bemängelt die klagende Partei, dass Artikel 3 des angefochtenen Dekrets gegen die angeführte Bestimmungen verstoße, indem die Fächer der Eingangs- und Zulassungsprüfung nicht auf die von einem Arzt verlangten Fähigkeiten abgestimmt seien. Sie führt an, dass die im zweiten Prüfungsteil ins Auge gefassten Fähigkeiten nicht anhand eines theoretischen Tests beurteilt werden könnten und dass bei diesem Test die mögliche Entwicklung der Persönlichkeit des Studierenden nicht berücksichtigt werden könne. Den Fähigkeiten eines jeden werde also nicht wirklich Rechnung getragen. Ferner bemängelt sie, dass der Dekretgeber es der Regierung überlassen habe, das Programm des ersten Prüfungsteils zu definieren.

In einem zweiten Teil bemängelt sie, dass Artikel 1 § 2 des angefochtenen Dekrets eine einzige Eingangs- und Zulassungsprüfung für das akademische Jahr 2017-2018 organisiere und der Regierung auf Vorschlag der «Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur» die Möglichkeit übertrage, ab dem darauf folgenden akademischen Jahr die Eingangs- und Zulassungsprüfung zum ersten Mal während der ersten Hälfte des Monats Juli und zum zweiten Mal während des Zeitraums zwischen dem 15. August und dem 15. September zu organisieren.

In einem dritten Teil bemängelt sie, dass Artikel 7 des angefochtenen Dekrets das Recht, die Eingangs- und Zulassungsprüfung abzulegen, einschränke, ohne dass diese Einschränkung durch den Dekretgeber gerechtfertigt werde.

In einem vierten Teil bemängelt sie, dass Artikel 6 § 1 Absatz 3 des Dekrets die Gültigkeitsdauer der Bescheinigung über das Bestehen der Prüfung beschränke, ohne dass diese Beschränkung durch ein legitimes Ziel gerechtfertigt werden könne.

In einem fünften Teil bemängelt sie, dass Artikel 1 § 2 des Dekrets die Eingangs- und Zulassungsprüfung ab dem akademischen Jahr 2017-2018 organisiere, wodurch eine Diskriminierung zwischen den Schülern, die während des akademischen Jahres 2016-2017 im fünften und sechsten Jahr des Sekundarunterrichts eingeschrieben seien, und den anderen Schülern eingeführt werde. Diese Diskriminierung hänge damit zusammen, dass sie ihre Ausrichtung für den dritten Grad nicht im Hinblick auf die Vorbereitung auf die Eingangs- und Zulassungsprüfung hätten wählen können.

In einem sechsten Teil bemängelt die klagende Partei, dass die angefochtenen Bestimmungen die Kandidaten für die Eingangs- und Zulassungsprüfung, die den Sekundarunterricht in der Deutschsprachigen Gemeinschaft belegt hätten und deren Muttersprache Deutsch sei, diskriminieren würden.

In Bezug auf die Zulässigkeit des zweiten, vierten und fünften Teils des vierten Klagegrunds

B.9.2. Wie in B.4.5 erwähnt wurde, bezieht sich die Nichtigkeitsklage nur auf Artikel 13 des angefochtenen Dekrets, insofern er die Studierenden, die in Block 1 des Bachelorprogramms der Medizin oder der Zahnheilkunde für das akademische Jahr 2016-2017 eingeschrieben sind und die in Anwendung von Artikel 150 § 2 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 7. November 2013 am Ende der Sitzung vom Januar 2017 eine Entlastungsvereinbarung geschlossen haben und deshalb die Zugangsbeseinigung für das weitere Programm des Zyklus, die nach der Auswahlprüfung ausgestellt wird, nicht erhalten konnten, dazu verpflichtet, die Eingangs- und Zulassungsprüfung im Sinne von Artikel 1 des angefochtenen Dekrets abzulegen, sowie auf die Artikel 1 bis 10 und 14 bis 18 dieses Dekrets, insofern sie einen Zusammenhang mit dem somit beschränkten Beschwerdegrund in Bezug auf Artikel 13 aufweisen.

Die im zweiten, vierten und fünften Teil des vierten Klagegrunds enthaltenen Beschwerdegründe beziehen sich auf Bestimmungen, die diesen Zusammenhang nicht aufweisen.

Artikel 1 § 2 Absatz 2 des Dekrets organisierte die Eingangs- und Zulassungsprüfung auf zentralisierte Weise am 8. September 2017 für das akademische Jahr 2017-2018, im Gegensatz zur Eingangs- und Zulassungsprüfung, die ab dem akademischen Jahr 2018-2019 organisiert werden soll und deren Modalitäten in den Absätzen 3, 4 und 5 festgelegt sind. Diese Einschränkung beeinträchtigt nicht die Studierenden, die für das Studium des ersten Zyklus der Medizin und Zahnheilkunde im Laufe des akademischen Jahres 2016-2017 eingeschrieben sind, die ein entlastetes Programm belegt haben und die die in ihrer Entlastungsvereinbarung vorgesehenen Unterrichte bestanden haben, da sie infolge des Entscheids des Gerichtshofes Nr. 103/2017 vom 1. September 2017 und der Antwort, die auf den fünften Klagegrund gegeben werden wird, die ersten 60 Studienpunkte des Studienprogramms des ersten Zyklus im Laufe des akademischen Jahres 2017-2018 vor dem Bestehen der Eingangs- und Zulassungsprüfung erwerben können. Für diese Studierenden weist Artikel 1 § 2 Absatz 2 des angefochtenen Artikels nicht notwendigerweise einen Zusammenhang mit Artikel 13 auf. Der zweite Teil des vierten Klagegrunds ist also unzulässig.

Artikel 6 § 1 Absatz 3 des Dekrets beschränkt die Gültigkeit der Beseinigung über das Bestehen der Prüfung auf das folgende akademische Jahr. Diese Beschränkung benachteiligt grundsätzlich nicht die Studierenden, die während der ersten zwei akademischen Jahre bereits für das Studium des ersten Zyklus der Medizin und Zahnheilkunde eingeschrieben sind und die die Eingangs- und Zulassungsprüfung bestehen müssen, um ihr Studium des ersten Zyklus fortzusetzen. Auf jeden Fall ermöglicht es dieser Artikel bei höherer Gewalt, die ordnungsgemäß durch den Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung beurteilt wird, die Beseinigung im Laufe der beiden darauf folgenden akademischen Jahre in Wert zu setzen. Der vierte Teil des vierten Klagegrunds ist somit unzulässig.

Im fünften Teil des vierten Klagegrunds wird Artikel 1 § 2 des angefochtenen Dekrets ins Auge gefasst, insofern er die Schüler, die während des akademischen Jahres 2016-2017 im fünften und sechsten Jahr des Sekundarunterrichts eingeschrieben waren, dazu verpflichtet, die Eingangs- und Zulassungsprüfung abzulegen. Diese Verpflichtung betrifft nicht die klagende Partei, die der Eingangs- und Zulassungsprüfung in Anwendung von Artikel 13 des angefochtenen Dekrets unterworfen ist. Der fünfte Teil des vierten Klagegrunds ist somit unzulässig.

In Bezug auf den ersten Teil des vierten Klagegrunds

B.10.1. Artikel 3 des angefochtenen Dekrets bestimmt, dass die Eingangs- und Zulassungsprüfung aus zwei Teilen besteht und sich an erster Stelle auf die Kenntnisse und das Verständnis wissenschaftlicher Fächer (Biologie, Chemie, Naturkunde und Mathematik) sowie anschließend auf Kommunikation und kritische Analyse der Information – (a) Bewertung der Fähigkeiten zur Überlegung, Analyse, Integration, Synthese, Argumentation, Kritik und Konzeptualisierung; (b) Bewertung der Fähigkeiten zur Kommunikation und zum Erkennen von konfliktuellen oder potenziell konfliktuellen Situationen; (c) Bewertung der Fähigkeiten zum Erkennen der ethischen Dimension der zu treffenden Entscheidungen und ihrer Folgen für den Einzelnen und die Gesellschaft; (d) Bewertung der Fähigkeiten zu Empathie, Mitgefühl, Fairness und Respekt – bezieht.

Er bestimmt auch, dass die Regierung das ausführliche Prüfungsprogramm auf Vorschlag des Prüfungsausschusses für die Eingangs- und Zulassungsprüfung festlegt.

B.10.2. Aus den Vorarbeiten zum angefochtenen Dekret geht hervor, dass der Dekretgeber davon ausgegangen ist, dass die Fächer der Eingangs- und Zulassungsprüfung im Lichte der verfolgten Zielsetzung adäquat sind:

«Die Fächer des ersten Prüfungsteils hängen unmittelbar mit dem während der ersten vier Monate erteilten Unterricht zusammen und stellen wichtige Fachbereiche dar, die die Studierenden in diesen Studienrichtungen beherrschen müssen.

Dieser erste Teil beruht auf dem Orientierungstest des Gesundheitssektors, der im Bereich der Medizin seit dem akademischen Jahr 2013-2014 Anwendung findet. Im zweiten Prüfungsteil werden die Aspekte der Kommunikation und der kritischen Analyse der Information bewertet, die zur Ausübung eines Gesundheitspflegeberufs – insbesondere des Arzt- oder Zahnarztberufs – für wichtig gehalten werden.

Gemessen werden also persönliche Fähigkeiten und Verhaltensweisen, die dem Kandidaten innewohnende Eigenschaften aufzeigen» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2016-2017, Nr. 410/1, S. 6).

Im Zusammenhang mit dem erforderlichen Beherrschungsniveau wurde in Beantwortung des Gutachtens der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates, die die Erläuterung des «erforderlichen Niveaus» als ein wesentliches Element betrachtete, «das gemäß Artikel 24 § 5 der Verfassung vom Dekretgeber präzisiert werden sollte» (ebenda, S. 40), Folgendes bemerkt:

«Das Niveau der Fächer entspricht den durchschnittlichen Kenntnissen, die im dritten Grad des allgemeinbildenden Sekundarunterrichts erworben sein müssen. Die große Verschiedenheit der Fächer, die auf den verschiedenen Schulebenen unterrichtet werden, aber auch der Schulen desselben Unterrichtsnetzes ermöglicht es nicht, die Gewissheit zu haben, dass jeder Schüler des dritten Grades des allgemeinbildenden Sekundarunterrichts *in extenso* die Fächer studiert hat, auf die sich die Prüfungsfragen beziehen. Deshalb werden bei dieser Prüfung nicht nur die Kenntnisse, sondern auch das Verständnis beurteilt. Aufgrund dieser Angaben soll ein Studierender in der Lage sein, die nötigen Schlüsse zu ziehen, um zu dem richtigen Ergebnis zu gelangen» (ebenda, S. 6).

B.10.3. Eine Eingangsprüfung, bei der eine Auswahl zwischen Kandidaten für das betreffende Studium vorgenommen werden soll, weist unausweichlich einen nicht zu vernachlässigenden Schwierigkeitsgrad auf.

Insofern er die Prüfungsfächer und die Fähigkeit und Eignung, die zu beurteilen sind, festlegt, bezweckt Artikel 3 des angefochtenen Dekrets, auf breite und einheitliche Weise zu prüfen, ob die Kandidaten für das Studium der Medizin und Zahnheilkunde in der Lage sind, dieses Studium zu absolvieren und später den Beruf, zu dem es führt, auszuüben. Er berücksichtigt somit die Bedürfnisse und Möglichkeiten sowohl der Allgemeinheit als auch des

Individuums. Der Dekretgeber kann in dieser Hinsicht nur den gegenwärtigen Fähigkeiten der Kandidaten Rechnung tragen, nicht aber der möglichen Entwicklung ihrer Persönlichkeit, die nicht Gegenstand einer objektiven Beurteilung sein kann. Es ist zwar richtig, dass die Studierenden, die bereits das Programm von Block 1 des Bachelorprogramms der Medizin oder der Zahnheilkunde während einem oder zwei akademischen Jahren belegt haben, sich nicht in der gleichen Situation befinden wie die Schüler, die den Sekundarunterricht beenden, und diese Studierenden manche Fächer des Sekundarunterrichts wiederholen müssen, um sich auf die Eingangsprüfung vorzubereiten, aber diese Studierenden sind in mancherlei Hinsicht besser vorbereitet als diese Schüler, da sie die Unterrichte im Zusammenhang mit den Prüfungsfächern belegt haben und einige der erforderlichen Fähigkeiten, wenigstens in den wissenschaftlichen Fächern, haben entwickeln können. Sie werden im Allgemeinen im Verhältnis zu diesen Schülern nicht benachteiligt. Artikel 3 des angefochtenen Dekrets entbehrt also nicht einer vernünftigen Rechtfertigung angesichts der vom Dekretgeber verfolgten Zielsetzung. Durch die Festlegung des erforderlichen Niveaus hat der Dekretgeber übrigens gemäß Artikel 24 § 5 der Verfassung ein wesentliches Element der Organisation dieses Unterrichts präzisiert.

Schließlich legt Artikel 2 des angefochtenen Dekrets die Regeln bezüglich der Zusammensetzung des Prüfungsausschusses für die Eingangs- und Zulassungsprüfung genau fest und sieht er in Paragraph 3 Absatz 2 vor, dass der Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung sich im Rahmen seiner Aufgaben durch Sachverständige beistehen lassen kann.

B.10.4. Der erste Teil des vierten Klagegrunds ist unbegründet.

In Bezug auf den dritten Teil des vierten Klagegrunds

B.11.1. Aufgrund von Artikel 7 des angefochtenen Dekrets kann der Kandidat die Eingangs- und Zulassungsprüfung nur im Laufe eines akademischen Jahres innerhalb der fünf akademischen Jahre nach dem Datum des ersten Ablegens der Prüfung ablegen, außer im Falle von höherer Gewalt, die ordnungsgemäß durch den Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung beurteilt wird.

B.11.2. Der Gerichtshof hat über diesen Artikel 7 nur insofern zu befinden, als er einen Zusammenhang mit Artikel 13 des angefochtenen Dekrets aufweist, so wie es in B.4.5 präzisiert worden ist. In Anwendung dieses Artikels 13 waren die Studierenden, die in Block 1 des Bachelorprogramms der Medizin oder der Zahnheilkunde für das akademische Jahr 2016-2017 eingeschrieben waren und die in Anwendung von Artikel 150 § 2 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 7. November 2013 am Ende der Sitzung vom Januar 2017 eine Entlastungsvereinbarung geschlossen hatten, dazu verpflichtet, die Eingangs- und Zulassungsprüfung im Sinne von Artikel 1 des angefochtenen Dekrets abzulegen, um ihr Studium fortzusetzen. In seinem Entscheid Nr. 103/2017 hat der Gerichtshof diesen Artikel 13 einstweilig aufgehoben, allerdings nur insofern, als er die Studierenden, die ein entlastetes Programm belegt haben und die die in ihrer Entlastungsvereinbarung vorgesehenen Unterrichte bestanden haben, daran hindert, die ersten 60 Studienpunkte des Studienprogramms des ersten Zyklus vor dem Bestehen der Eingangs- und Zulassungsprüfung zu erwerben.

Da die Studierenden, auf die sich Artikel 7 des im Rahmen der vorliegenden Nichtigkeitsklage angefochtenen Dekrets bezieht, ein vor dem Inkrafttreten der Bestimmung in Angriff genommenes Studium der Medizin oder der Zahnheilkunde belegen und dieses Dekret sie dazu verpflichtet, die Eingangs- und Zulassungsprüfung zu bestehen, um dieses Studium nach dem ersten Jahr des Studienprogramms fortzusetzen, ist es gerechtfertigt, dass die ihnen gebotene Möglichkeit, diese Prüfung abzulegen, auf zwei akademische Jahre beschränkt wird. Es wäre nämlich nicht vernünftig gerechtfertigt, es ihnen zu erlauben, ihr Studium nach diesen zwei akademischen Jahren fortzusetzen, obwohl sie die Eingangsprüfung zum wiederholten Male nicht bestanden hätten, während sie bereits ein oder zwei Jahre vor dem Ablegen der Eingangs- und Zulassungsprüfung für dieses Studium eingeschrieben waren.

Auf jeden Fall erlaubt Artikel 7 des angefochtenen Dekrets eine Abweichung im Falle höherer Gewalt, die ordnungsgemäß durch den Prüfungsausschuss für die Eingangs- und Zulassungsprüfung beurteilt wird.

B.11.3. Der dritte Teil des vierten Klagegrunds ist unbegründet.

In Bezug auf den sechsten Teil des vierten Klagegrunds

B.12.1. In einem sechsten Teil bemängelt die klagende Partei, dass die angefochtenen Bestimmungen die Kandidaten für die Eingangs- und Zulassungsprüfung, die den Sekundarunterricht in der Deutschsprachigen Gemeinschaft belegt hätten und deren Muttersprache Deutsch sei, diskriminieren würden.

B.12.2. Nur Artikel 13 des angefochtenen Dekrets kann in der vorliegenden Rechtssache durch diesen sechsten Teil ins Auge gefasst werden. Die Studierenden, auf die sich Artikel 13 bezieht, waren jedoch bereits während einem oder zwei akademischen Jahren für das Studium des ersten Zyklus der Medizin und der Zahnheilkunde eingeschrieben und haben somit Universitätsunterricht in französischer Sprache belegt. Demzufolge entbehrt ihre Gleichbehandlung nicht einer vernünftigen Rechtfertigung.

B.12.3. Der sechste Teil des vierten Klagegrunds ist unbegründet.

In Bezug auf den fünften Klagegrund

B.13.1. Der fünfte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen Artikel 24 § 3 der Verfassung, Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention, Artikel 13 Absatz 2 Buchstabe c) des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte, das durch Artikel 23 der Verfassung und Artikel 6 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte gewährleistete Recht auf freie Wahl der Berufstätigkeit, die Artikel 10 und 11 der Verfassung und Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

Die klagende Partei bemängelt, dass Artikel 13 des angefochtenen Dekrets die Studierenden, die 45 Studienpunkte erworben hätten, diskriminiere. Dieser Artikel unterscheidet zwischen den Studierenden, die nach der Auswahlprüfung am Ende des Jahres die Bescheinigung über das Bestehen erworben hätten, und den Studierenden, die diese Bescheinigung nicht erworben hätten, ohne diejenigen, die am Ende des akademischen Jahres mindestens 45 Studienpunkte erworben hätten, und diejenigen, die keine 45 Studienpunkte erworben hätten, unterschiedlich zu behandeln. In Anwendung des Dekrets vom 7. November 2013 sei für die Mehrheit der Universitäts- und Hochschulstudien die Erlangung von 45 Studienpunkten jedoch die einzige Erfolgsvoraussetzung für den Übergang zum nächstfolgenden Jahr. Der Studierende, der mindestens 45 Studienpunkte erworben habe, habe gezeigt, dass er fähig sei, das Studium der Medizin und der Zahnheilkunde fortzusetzen oder wenigstens zu diesem Studium zugelassen zu werden. Das Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates wird zur Unterstützung dieser These angeführt.

Die klagende Partei bemängelt im Übrigen, dass Artikel 13 aus den gleichen Gründen jene Studierenden diskriminiere, die 60 Studienpunkte erworben und erst recht gezeigt hätten, dass sie fähig seien, zum Studium der Medizin zugelassen zu werden. Die Gleichbehandlung dieser Studierenden habe für sie übrigens ernsthafte Folgen, da sie ohne die Zugangsbescheinigung für das weitere Programm und ohne die Bescheinigung über das Bestehen der Auswahlprüfung nicht nur daran gehindert würden, Studienpunkte von Block 2 aufzunehmen, sondern auch daran, sich für das akademische Jahr 2017-2018 für das Bachelorprogramm der Medizin oder der Zahnheilkunde einzuschreiben. Sie würden also weniger gut behandelt als Studierende, die weniger Studienpunkte erworben hätten.

Die klagende Partei bemängelt, dass Artikel 13 des angefochtenen Dekrets schließlich die Studierenden diskriminiere, die ihre Entlastungsvereinbarung bestanden hätten, da sie auf die gleiche Weise behandelt würden wie die Studierenden, die die in ihrer Entlastungsvereinbarung vorgesehenen Unterrichte nicht bestanden hätten. Die Auferlegung einer Eingangsprüfung für Studierende, die unter Beweis gestellt hätten, dass sie fähig seien, ihr Studium fortzusetzen, beinhalte keinerlei Mehrwert und erlaube es nicht, das Ziel zu verwirklichen, das darin bestehe, die Folgen der 2016-2017 organisierten Auswahlprüfung zu «retten». Die Studierenden, die die Entlastungsvereinbarung im Laufe des Jahres 2016-2017 geschlossen hätten, hätten die Auswahlprüfung nämlich nicht ablegen können.

B.13.2. In Anbetracht des Interesses, vor Gericht aufzutreten, so wie es in B.4.5 präzisiert worden ist, braucht der Gerichtshof nur den dritten Beschwerdegrund zu prüfen.

B.13.3. Die hinsichtlich der Verpflichtung zum Ablegen einer Eingangs- und Zulassungsprüfung für das Studium der Medizin und Zahnheilkunde durchgeführte Gleichbehandlung der Studierenden, die bereits für das Studium des ersten Zyklus der Medizin und der Zahnheilkunde eingeschrieben sind und die in ihrer Entlastungsvereinbarung vorgesehenen Studienpunkte erworben haben, und der Studierenden, die bereits für das Studium des ersten Zyklus der Medizin und der Zahnheilkunde eingeschrieben sind und nicht alle in ihrer Entlastungsvereinbarung vorgesehenen Studienpunkte erworben haben, bedarf in Anbetracht des Grundsatzes der Gleichheit und Nichtdiskriminierung und der Freiheit und Gleichheit im Unterrichtswesen einer vernünftigen Rechtfertigung. Die erstgenannten Studierenden haben nämlich das in ihrer Entlastungsvereinbarung vorgesehene Programm bestanden, und dieses Bestehen muss berücksichtigt werden zur Beurteilung ihrer Fähigkeit, den zweiten Teil dieses ersten Jahres fortzusetzen und die Eingangs- und Zulassungsprüfung zu bestehen, sodass sie Zugang zum weiteren Programm des Zyklus haben können. Obwohl es vernünftig gerechtfertigt werden kann, dass der Dekretgeber es den Studierenden, die weniger als die Hälfte des ersten Zyklusjahres bestanden haben, nicht ermöglicht, dieses erste Jahr fortzusetzen, ohne die Eingangs- und Zulassungsprüfung zu bestehen, genügt diese Rechtfertigung nicht, wenn der Studierende die Hälfte dieses ersten Jahres bestanden hat.

Aus den in B.2 zitierten Vorarbeiten geht hervor, dass der Dekretgeber die Studierenden, die bereits für das Studium der Medizin und der Zahnheilkunde eingeschrieben sind, verpflichtet, die Eingangs- und Zulassungsprüfung abzulegen, wenn sie nicht die Bescheinigung für den Zugang zum weiteren Programm des Zyklus erhalten haben, um nicht «die Wirkungen der Auswahlprüfung zu annullieren».

Die Studierenden, die - wie die klagende Partei - ein entlastetes Programm in Anwendung von Artikel 150 § 2 des Dekrets vom 7. November 2013 belegt haben, gehören jedoch nicht zu der Gruppe von Studierenden, die die im Juni 2017 organisierte Auswahlprüfung ablegen mussten. Sie konnten diese Auswahlprüfung für den Zugang zum weiteren Programm des Zyklus nicht ablegen, weil ihr - entlastetes - Jahresprogramm es ihnen nicht ermöglichte, die ersten 60 Studienpunkte des Programms des Zyklus zu erwerben. Am Ende des akademischen Jahres 2017-2018 wären sie gehalten gewesen, die Auswahlprüfung abzulegen und sich günstig einstufen zu lassen, sofern sie 45 Studienpunkte erworben hätten, wenn das angefochtene Dekret nicht in Kraft getreten wäre. Die Eingangs- und Zulassungsprüfung, die sie in Anwendung von Artikel 13 des angefochtenen Dekrets abzulegen haben, stellt für sie keine neue Chance dar, ihr Studium der Medizin oder der Zahnheilkunde fortsetzen zu können. Es trifft zwar zu, dass diese Studierenden ihr Studium in Ermangelung einer nach der Auswahlprüfung ausgestellten Zugangsbescheinigung für das weitere Programm des Zyklus nicht fortsetzen konnten und es vernünftig gerechtfertigt werden kann, dass ihnen die Verpflichtung auferlegt wird, die Eingangs- und Zulassungsprüfung, die an die Stelle der Auswahlprüfung tritt, zu bestehen, aber es ist nicht vernünftig gerechtfertigt, für diese Studierenden die Verpflichtung, eine Auswahlprüfung für den Zugang am Ende des ersten Jahres des Zyklus zu bestehen, welche sie 2016-2017 nicht ablegen konnten, durch die Verpflichtung zu ersetzen, im September 2017 eine Eingangs- und Zulassungsprüfung für den Zyklus abzulegen, um während des akademischen Jahres 2017-2018 das entlastete Programm fortsetzen zu können, das sie während des akademischen Jahres 2016-2017 angefangen und bestanden haben.

B.13.4. Der aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 24 § 3 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention abgeleitete Klagegrund ist begründet, jedoch nur insofern, als Artikel 13 des angefochtenen Dekrets die Studierenden, die vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets für das Studium des ersten Zyklus der Medizin und der Zahnheilkunde eingeschrieben sind, die ein entlastetes Programm belegt haben und die die in ihrer Entlastungsvereinbarung vorgesehenen Unterrichte bestanden haben, daran hindert, die ersten 60 Studienpunkte des Studienprogramms des ersten Zyklus vor dem Bestehen der Eingangs- und Zulassungsprüfung zu erwerben.

B.13.5. Artikel 13 des angefochtenen Dekrets ist in dem in B.13.4 angegebenen Maße für nichtig zu erklären.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel 13 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 29. März 2017 über das Studium der Medizin und der Zahnheilkunde für nichtig, jedoch nur insofern, als er die Studierenden, die vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets für das Studium des ersten Zyklus der Medizin und der Zahnheilkunde eingeschrieben sind, die ein entlastetes Programm belegt haben und die die in ihrer Entlastungsvereinbarung vorgesehenen Unterrichte bestanden haben, daran hindert, die ersten 60 Studienpunkte des Studienprogramms des ersten Zyklus vor dem Bestehen der Eingangs- und Zulassungsprüfung zu erwerben;

- weist die Klage im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 30. November 2017.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,

J. Spreutels